Trivalis
ENSEMBLE VALORISONS NOS DÉCHETS



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

Le présent rapport est établi conformément à l'article 107 de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe).
Les modalités de ce rapport ont été précisées par décret n°2016-841 du 24 juin 2016.

1) Présentation de la structure

Trivalis, syndicat mixte départemental d'études et de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Vendée, regroupe la totalité des communes de Vendée à travers 17 collectivités adhérentes, soit directement, soit par l'intermédiaire d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou de syndicats mixtes. Trivalis est un syndicat mixte fermé (articles L. 5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales – CGCT). Titulaire de la globalité de la compétence élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés (collecte et traitement), telle qu'elle résulte de l'article L. 2224-13 et L. 2224-14 du code précité, ses membres ont transféré à Trivalis la partie « traitement » et conservé la partie « collecte » de la compétence. Il s'agit d'un des rares départements français à gérer, en propre, la totalité du traitement des déchets produits sur son territoire.

Le syndicat mixte exerce de plein droit au lieu et place de ses membres, la partie de leur compétence en matière d'élimination et de valorisation des déchets ménagers et des déchets d'origine commerciale ou artisanale qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être éliminés sans sujétions techniques particulières et sans risques pour les personnes et l'environnement, comprenant le traitement, la mise en décharge des déchets ultimes ainsi que les opérations de transport, de tri ou de stockage qui s'y rapportent.

Sa compétence englobe les opérations de regroupement, de transport et de tri des déchets avant leur recyclage ou leur élimination, et les études d'implantation de nouvelles installations de traitement et de mise aux normes des installations existantes. A ce titre, les centres de transfert relatifs aux déchets, ainsi que les opérations de transport de ces déchets des déchèteries et centres de transfert vers les centres de traitement, relèvent également de la compétence du syndicat mixte.

Dans ce cadre, Trivalis est responsable de la mise en œuvre des actions de valorisation et d'élimination des déchets. Trivalis exerce sa compétence pour partie avec ses propres moyens humains et matériels, et pour partie en recourant à des marchés de travaux, fournitures ou de services, voire en recourant à des mises à disposition de services par certaines collectivités adhérentes.

Trivalis assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de traitement :
- Centres de transfert,
- Unités de valorisation organique (UVEOR),
- Plateformes de compostage,
- Installations de stockage des déchets non dangereux,
- Centre de tri des emballages.
- Unités de fabrication de combustible solide de récupération (CSR)

Il en confie l'exploitation, par marchés publics, à des opérateurs économiques. Il assure la responsabilité de la post-exploitation (30 ans) des installations de stockage fermées.

La mission de Trivalis s'inscrit dans le cadre des règlementations et du plan régional de prévention et de traitement des déchets.

La volonté du syndicat et du département est de traiter en Vendée les déchets produits sur le territoire départemental et de maitriser les équipements de traitement mis en œuvre. Trivalis assure également les études d'implantation de nouvelles installations de traitement et de mise aux normes des installations existantes. Il met en œuvre les actions de valorisation et d'élimination des déchets fixées dans la politique régionale issue de la planification. Dans ce contexte, le syndicat, opérationnel depuis 2003, a réalisé un réseau d'ouvrages de tri, transfert, compostage et de stockage des déchets ménagers.

Trivalis est membre du syndicat e-collectivités Vendée où il dispose de deux délégués titulaires et de deux délégués suppléants.

Trivalis adhère également à plusieurs organismes que sont notamment :

- Avenir Environnement Vendée (AEV 85)
- AIR PUR 85
- Amorce
- COBATY
- Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de la Venée (CAUE)
- ADN Ouest
- Géo Vendée
- FNCC (Fédération Nationale des Collectivités de Compostage)
- Cercle National du recyclage (CNR)
- FNCCR
- GDON Taupes
- REEVE (Réseau des éco-évènements)
- RESECO (Réseau Local Grand Ouest)
- RUPTUR
- Réseau Compost Citoyen
- PDL Coopération
- ASTEE
- TEO Pays de la Loire

L'objectif de Trivalis, pour la mandature en cours, est de renforcer les liens avec les collectivités, de rechercher en permanence l'économie dans les solutions et dans la gestion des finances publiques, de protéger l'environnement dans la continuité des actions déjà entreprises (économie du foncier, choix technologiques, prévention des déchets, réduction à la source, recyclage, valorisation maximale des déchets, enfouissement minimum), de conforter ses partenariats pour la valorisation du compost et le retour à la terre de la matière organique, de développer d'autres partenariats pour développer une nouvelle filière de valorisation qu'est la production de CSR.

2) Rapport sur le développement durable - Trivalis 2030

Rappel de la législation :
L'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 impose aux départements, régions, communes et EPCI de plus de 50 000 habitants d'élaborer un rapport annuel sur leur situation en matière de développement durable.
Le décret n° 2011-687 du 17 Juin 2011 précise la structure du rapport, celui-ci étant applicable dès la préparation des budgets pour 2012.

Ce rapport comporte :

- Le bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de Trivalis
- Le bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire. Ces bilans comportent une analyse des modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des actions, politiques publiques et programmes.

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. » ***Rapport Brundtland, 1987***

Pour être durable, le développement doit concilier trois éléments majeurs :

- **L'équité sociale**
- **La préservation de l'environnement**
- **L'efficacité économique**

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD) :

Depuis la loi du 7 août 2015 dite loi NOTRe, les Régions sont désormais compétentes pour établir des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).

Le Plan est un document élaboré en concertation avec les acteurs de la gestion des déchets du territoire (institutionnels, collectivités, représentants des professionnels, associations, etc.). Il a pour vocation d'orienter et de coordonner l'ensemble des actions menées tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés.

Après avoir été soumis à enquête publique, le Plan fixe des objectifs aux horizons 2025 et 2031.

Démarche environnementale de Trivalis

Soucieux de respecter l'environnement, le cadre de vie des Vendéens et la réglementation, Trivalis met en œuvre une approche multi-filières de traitement des déchets incluant la prévention, le recyclage, le compostage et le stockage.

LA VALORISATION DES DECHETS

En Vendée, les déchets sont considérés, avant tout, comme une ressource à exploiter et non comme des rebuts.
Dans la gestion des déchets, résident deux grandes familles de valorisation :

- La valorisation matière qui consiste à recycler le produit via le centre de tri, les usines de tri-compostage et les déchèteries,
- La valorisation organique : compostage chez les particuliers, compostage via des pavillons au sein de quartiers, compostage de biodéchets et de déchets verts sur des plateformes de compostage et compostage de la fraction fermentescible présente dans les ordures ménagères via des unités de tri-compostage.

Ces déchets sont valorisés ; ils retrouvent utilité ou valeur. D'autres déchets, non valorisables, sont éliminés dans le respect de la réglementation.

Pour valoriser ce qui peut l'être, les déchets doivent être séparés à la source et dirigés dans les filières existantes et adéquates :

- Les emballages triés sont vendus pour être intégrés à la fabrication de nouveaux produits,
- Les biodéchets compostés contribuent à enrichir le sol,
- En déchèterie, les nombreuses filières développées permettent un tri maximum pour un enfouissement minimum. En 2021, sur 15 filières, 14 étaient de recyclage (bas de quai de ces sites de collecte). De plus, les collectivités collectent les textiles et les piles et ont développé sur leur territoire des recycleries afin de détourner des meubles et objets, initialement destinés à terminer en déchèterie et donc parfois, à l'enfouissement.

L'élimination des déchets spéciaux, collectés en déchèterie, dans les conditions de respect de l'environnement, contribue à la protection de la santé.

a) Valorisation Matière

Présentation de la filière

La valorisation matière consiste à recycler le produit via le centre de tri, les usines de tri-compostage et les déchèteries.

Depuis le 1er janvier 2017, tous les usagers de la Vendée trient de la même façon, tous les emballages.
Les emballages ménagers triés par les Vendéens sont collectés puis acheminés vers VENDÉE TRI, le centre de tri départemental, en service depuis 2017 et d'une capacité de 30 000 tonnes.
Cette installation, équipée de trieurs optiques, permet de :

- séparer les emballages par type de matériau (plastique, acier, aluminium, carton) et de les conditionner,
- éliminer les indésirables (ordure ménagère, vaisselle, vêtement, etc.)
- absorber l'augmentation des déchets pendant la période estivale.

L'affinage de ce tri est confié à des personnes en réinsertion professionnelle.

Depuis septembre 2010, le papier collecté dans les sacs, bacs ou colonnes, est acheminé directement vers des usines de recyclage.

1 centre de tri public :
- Centre de tri à La Ferrière, VENDÉE TRI

b) Valorisation organique

Présentation de la filière

La valorisation organique : compostage chez les particuliers, compostage via des pavillons au sein de quartiers, compostage de biodéchets et de déchets verts sur des plateformes de compostage et compostage de la fraction fermentescible présente dans les ordures ménagères via des unités de tri-compostage depuis 2011.

Une plateforme de compostage est une installation industrielle accueillant exclusivement des biodéchets : déchets verts, restes alimentaires et autres déchets fermentescibles. D'autres équipements de compostage, plus artisanaux, existent en Vendée avec, notamment, des plateformes de quartier où les habitants viennent déposer leurs biodéchets.

2 usines de tri-compostage :
- Trivalonne à Château d'Olonne,
- Trivalandes à Saint-Christophe-du-Ligneron

4 plateformes de compostage semi industriel :
- Givrand
- Foussais-Payré
- La Guérinière
- La Roche-sur-Yon

Valorisation du compost

Trivalis, sur la base d'un cahier des charges défini avec le Conseil Départemental et la Chambre d'Agriculture, procède aux analyses permettant de vérifier que le compost répond à la norme NFU 44 051. A partir de 2018, le compost issu du TMB est comparé, avec succès, aux critères du label Terrom, critères plus exigeants que ceux de la norme.

Chaque lot de compost issu du TMB, et avant sa commercialisation, fait ainsi l'objet d'une série d'analyses différentes réalisées par l'IDAC, le laboratoire de Nantes, indépendant et accrédité COFRAC. Des analyses sont également réalisées sur le compost de déchets verts avant qu'il ne soit mélangé, à hauteur de 20 %, au compost produit par les usines. Les séries d'analyses de compost se décomposent ainsi : analyses sur la valeur agronomique (valeurs fertilisantes, vitesse de minéralisation de l'azote et du carbone) ; analyses sur les éléments traces métalliques, sur les inertes (pourcentage de plastiques, de métaux, etc.) ; analyses sur l'indice de stabilité, les critères microbiologiques et test de maturité ; analyses sur les composés traces organiques. Le produit final est ainsi composé de deux composts satisfaisants, chacun, à la norme NFU 44-051 en vigueur.

La Chambre d'Agriculture de la Vendée fournit, à chaque agriculteur utilisateur du compost, une fiche reprenant les caractéristiques du lot de compost vendu (agronomie, éléments traces métalliques, etc.). La fiche précise également les atouts du produit (apport de calcium et de potasse, amélioration de la structure des sols et de la capacité de rétention en eau, etc.) et les conseils d'utilisation (ex : dose de 5 à 15 tonnes à l'hectare en fonction des sols et des cultures).

Les résultats des analyses sont publiés sur trivalis.fr

Diminuer le poids et le volume des déchets à la source via le compostage

- <u>Compostage individuel</u>

Afin de promouvoir la réduction des déchets à la source, Trivalis a engagé, en partenariat avec le Conseil Départemental de la Vendée, l'Ademe des Pays de Loire et les collectivités locales compétentes en matière de collecte, une opération départementale de promotion du compostage individuel. En 2004, Trivalis a lancé une action départementale de mise à disposition de composteurs individuels. Cette promotion du compostage à domicile se poursuit toujours.

- <u>Compostage collectif</u>

Le compostage collectif permet aux personnes ne pouvant pas pratiquer le compostage individuel (habitat vertical, manque de place, etc.) de réduire leur poubelle grise.
Quatre plateformes de compostage collectif, ou de quartier, sont en service :

- à Saint-Philbert-de-Bouaine
- à Grosbreuil
- à Dompierre-sur-Yon
- aux Clouzeaux.

Il existe également plus de 130 sites de compostage collectif répartis sur la Vendée, notamment dans les collèges, dans les Ephad et en pied d'immeubles.

LE STOCKAGE DES DECHETS

Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés par enfouissement ou incinération. Quatre installations de stockage des déchets non dangereux ont été exploitées en 2024

4 installations de stockage des déchets non dangereux en activité :
- Les Pineaux
- Tallud-Sainte-Gemme
- Saint-Christophe-du-Ligneron
- Sainte-Flaive-des-Loups

Trivalis et la Chambre d'Agriculture de la Vendée ont signé une convention fixant une surveillance de l'environnement et un suivi sanitaire et économique des exploitations agricoles riveraines de l'installation de stockage. Des analyses bactériologiques et physico-chimiques des eaux prélevées dans les piézomètres du site ainsi que l'analyse des eaux superficielles sont réalisées. Leurs résultats sont présentés à un comité de suivi regroupant les deux signataires de la convention et les agriculteurs concernés.

<u>Particularités au niveau énergétique</u>

Trivalis a doté ses installations de panneaux photovoltaïques afin de pouvoir faire des économies d'énergies et veiller au respect de l'environnement :

- Usines de tri-compostage à Saint-Christophe-du-Ligneron et à Château d'Olonne : 200 m² de panneaux photovoltaïques ont été installés sur chacune des usines.

- Centre de Stockage aux Pineaux, lieu-dit « L'Etrolle » : des panneaux solaires destinés à chauffer l'eau sanitaire ont été installés ainsi que des panneaux photovoltaïques.

De plus, sur les sites de stockage à Saint-Christophe-du-Ligneron et à Tallud-Sainte-Gemme, Trivalis valorise le biogaz, issu du stockage des déchets ultimes. La chaleur de la combustion récupérée est utilisée pour réchauffer les lixiviats, notamment, en période hivernale, pour une meilleure épuration des lixiviats.

2023 a également vu la mise en œuvre d'un dispositif de cogénération sur 3 sites.

Valorisation de sols non exploitables

Sur les anciens sites de stockage à Givrand (6 hectares) et à Talmont-Saint-Hilaire (5 hectares), Trivalis a facilité l'implantation de panneaux photovoltaïques, en partenariat avec le SyDEV, à Vendée Energie.
Grâce à la collaboration avec Vendée Energie et le SyDEV, de l'électricité est produite à Talmont-Saint-Hilaire et à Givrand depuis l'utilisation de turbines et de biogaz. Transformation d'énergie thermique en électricité.

Centres de transfert

Dans les zones éloignées des équipements de traitement, les camions bennes acheminent les déchets jusqu'à un centre de transfert. Cette installation permet de regrouper les déchets et de les charger dans des camions de grande capacité afin de rationaliser le transport.

L'optimisation du transport de déchets diminue la pollution associée ainsi que les coûts logistiques.

11 centres de transfert :

- La Guérinière
- Angles
- Givrand
- Mouzeuil-Saint-Martin
- La Boissière-de-Montaigu
- La Roche-sur-Yon
- Château d'Olonne
- La Barre-de-Monts
- L'Ile d'Yeu
- Saint-Prouant
- Foussais-Payré

Des commissions de Suivi de Site (CCS)

Ces commissions sont composées de représentants des administrations publiques concernées, du maître d'ouvrage et de l'exploitation, des collectivités locales et d'associations de protection de l'environnement. Chaque année, elles prennent connaissance de l'activité des sites et des mesures prises pour préserver l'environnement.

Suivi des sites

• Etat initial de la qualité de l'eau, de l'air et du sol proche des installations de traitement puis des prélèvements et analyses tous les ans.

• Convention avec la Chambre d'Agriculture pour la surveillance et le suivi sanitaires des équipements agricoles.

• Eviter les nuisances olfactives et visuelles. L'air vicié est capté puis épuré. Un jury de nez vient vérifier le respect de la réglementation avec une mesure olfactométrique. Par ailleurs, des couches de terres mélangées à des gravats sont déposées sur les déchets enfouis afin de limiter les envols de déchets.

CERTIFICATIONS

Les deux usines de tri-compostage de Trivalandes et de Trivalonne sont certifiés ISO 9001, 14001 et OHSAS 18001. Les quatre centres de stockage sont certifiés ISO 14001.

Trivalis au cœur d'une démarche de Développement Durable

DES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE PREVENTION

Contexte et objectifs

Depuis sa création en 2003, le syndicat Trivalis a pour mission de sensibiliser le grand public au tri des déchets. Très rapidement, la sensibilisation à la réduction des déchets y est associée.

La volonté de Trivalis est également d'accompagner la mise en place de solutions structurantes sur le territoire. Le syndicat accompagne, notamment, le développement du réemploi des bouteilles en verre par le démarchage des producteurs et par l'achat de caissettes, via un marché de prestation des services attribué à Bout'à Bout'.

Les projets de prévention sont construits en partenariat pour déterminer les actions les plus justes et faire en sorte qu'elles puissent être relayées par les partenaires pour faire évoluer les comportements de 680 000 habitants, et l'équivalent des 100 000 touristes.

Trivalis est également partenaire des acteurs des filières à Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) qui contribuent au financement d'actions préventives.

La visite des équipements et les animations en classe

La **visite des équipements publics** de traitement (VENDEE TRI, Trivalandes) est destinée à faire découvrir les techniques mises en œuvre et à faire passer l'information et les connaissances pour améliorer le geste de tri et de réduction des déchets chez les habitants.

Les **animations en classe** ont pour objectif de transmettre les enjeux du tri, du recyclage et de la réduction des déchets. Quatre animatrices sont chargées de ces animations auprès du monde scolaire, pour le compte de l'ensemble des collectivités adhérentes à Trivalis.

Le tri est de la fête

La mise à disposition de gobelets génériques Trivalis ,auprès d'associations et de collectivités vendéennes, a été instaurée en 2010. En plus de la location de gobelets génériques, le syndicat a

ajouté la subvention pour la location de vaisselle traditionnelle, ainsi qu'un soutien à l'achat de gobelets réutilisables non datés. En complément de ces aides et pour apporter un service étoffé, sous le nom « **Le Tri est de la fête** », les organisateurs de rassemblement ont à disposition, sur trivalis.fr, un ensemble de services : information sur le prêt de bacs, sur les produits locaux, téléchargement d'affiches, FAQ, etc.

L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Les salariés valoristes à VENDEE TRI sont des personnes en insertion. De plus, dans certains marchés, les critères d'insertion sont mis en avant. Ainsi, la fabrication des poulaillers individuels est confiée à des entreprises d'insertion ou employant des personnes en situation de handicap. Enfin, certains pavillons de compostage sont gérés par des entreprises d'insertion (Graine d'Idées).

MARCHES PUBLICS ET CONSOMMABLES

Plusieurs marchés de Trivalis intègrent des critères environnementaux comme le marché des fournitures administratives, le marché impression, le marché poulaillers, le marché pour les produits d'entretien, etc.

INNOVATION DANS LES COLLECTES SEPARATIVES

Le centre de tri VENDEE TRI permet le tri de tous les emballages. De plus, les ingénieurs et techniciens de Trivalis assurent une veille technique et réglementaire pour développer de nouvelles filières de recyclage. Trivalis est signataire de contrats avec tous les éco-organismes nationaux.

LA VALORISATION DES COMBUSTIBLES SOLIDES DE RECUPERATION (CSR)

La Loi de transition énergétique pour une croissance verte encourage la production de Combustible Solide de Récupération (CSR) pour diversifier les sources d'énergie et réduire la dépendance aux combustibles fossiles. Dans ce cadre et pour réduire l'enfouissement, Trivalis s'engage dans la production de CSR en utilisant les refus du centre de tri et des usines de tri-compostage.

Une unité de production des CSR sur Trivalandes a été réalisé en 2022-2023. Elle est actuellement en phase de mise en service industrielle. Le process vise à transformer les refus primaires de Trivalandes, Trivalonne, ainsi que des deux unités de tri-compostage de Pornic Agglomération et Valor3E en CSR pour une valorisation énergétique. Cela permettra une baisse située autour de 20 000 tonnes des déchets vendéens dédiés à l'enfouissement actuellement.

PREVENTION DES DECHETS DES ADMINISTRATIONS

Trivalis est engagé dans une démarche d'éco-exemplarité : comité interne sur l'éco-exemplarité, mise en place d'actions (lombricomposteur, marchés avec critères environnementaux, épicerie bio et locale, gourdes pour les agents de terrain, etc.).
Le syndicat est signataire d'un Plan de Déplacement Inter-entreprises (PDIE), et a fait l'acquisition d'une voiture électrique.
Trivalis souhaite également encourager les communes à adopter des pratiques limitant la production de déchets végétaux par la diffusion de fiches pratiques : Eco-pâturage, mulching, fauche différenciée, broyage, paillage.

DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE

Trivalis dispose de sites de stockage de 25 hectares chacun environ. Sur ces sites, des zones naturelles sont préservées où une faune et une flore locales trouvent refuge (études réalisées par l'Adev, Association de défense de l'environnement de Vendée) :
- Sur le site de stockage à Tallud-Sainte-Gemme, deux baudets du Poitou assurent la tonte des espaces enherbés évitant des tontes mécaniques.
- Sur le site de traitement de Trivalandes, un arboretum ludique et pédagogique a été créé pour expliquer aux enfants la biodiversité présente sur le site.
- Sur le site de VENDEE TRI à La Ferrière, sept moutons Landes de Bretagne se chargent également de l'entretien des zones enherbées.

TRIVALIS 2030 : VERS LES RESSOURCES DE DEMAIN

Toutes les actions de prévention et d'information permettent de sensibiliser les citoyens au tri des déchets, à leur réduction, et de développer un comportement en faveur du développement durable.

En matière de traitement, la valorisation globale (valorisation matière et valorisation organique) dépasse largement l'objectif de la Loi sur la transition énergétique qui fixe 55 % pour 2020 et 65 % pour 2025.

Les nouvelles orientations de Trivalis visent à réduire durablement les déchets et à en valoriser toujours plus. L'objectif est de conduire le territoire vers une logique où l'enfouissement sera limité à son minimum.

Objectifs de la feuille de route :

- Répondre aux évolutions de la gestion des déchets
- Réduire, détourner… avant traitement, donc baisser les tonnages à traiter
- Mieux valoriser pour moins extraire de matières premières et moins enfouir
- Être Innovant et toujours en pointe en France dans le traitement des déchets

Deux grandes ambitions pour atteindre les objectifs la feuille de route

Renforcer les actions de Trivalis au service de l'Environnement et du Territoire
- Renforcer les actions de prévention et d'animation
- Systématiser le double tri (humain et Mécanique)
- Repenser et faire évoluer le parc d'équipements

Valoriser davantage la matière et les Savoir-Faire
- Valoriser davantage les matières collectées
- Structurer une filière de traitement des biodéchets
- Développer des conseils aux adhérents
- Renforcer la veille et la R&D dans une logique d'innovation
- Développer de nouveaux partenariats

UNE VISION

Pour aller vers 2030, le syndicat départemental se donne trois objectifs :

- Accompagner les évolutions et les attentes sociétales (préservation de l'environnement, développement de l'économie circulaire, production d'énergie locale, ...)
- Renforcer ses moyens d'actions
- Développer les services pour les collectivités adhérentes, les usagers et l'ensemble des acteurs du territoire vendéen en conservant une longueur d'avance.

Cette ambition s'inscrit dans une exigence : diminuer l'empreinte carbone des activités du syndicat par une réduction des émissions de gaz à effet de serre, une décarbonation des déplacements, une sobriété énergétique couplée à une production d'énergies renouvelables, voire par la compensation carbone.

PROTÉGER l'environnement

01. RÉDUIRE l'impact carbone de Trivalis et de ses collectivités adhérentes

Gaz à effet de serre (GES)
Baisser les émissions de 10 % en 2026 et de 20 % en 2030

Transports
50 % des km décarbonés en 2026, 70 % en 2030

02. CONTRIBUER activement au développement des énergies renouvelables sur le territoire

Energies renouvelables
Augmenter notre production à 25 MWc en 2030

RENFORCER

les actions de Trivalis au service de l'Environnement et du Territoire

03. DÉMULTIPLIER

les actions de prévention et de communication

La prévention doit toucher tous les publics, qu'ils soient Vendéens d'un jour ou à l'année. C'est le premier moyen de réduire les déchets en amont de leur production.
La communication passe par le développement numérique comme la refonte du site Internet et de l'application Trivaeû.
Les opérations de terrain, au plus près des usagers, dans les écoles, lors d'événements, ..., sont des actions de communication à développer.



04. SYSTÉMATISER

le double tri humain et mécanique

Pour mieux valoriser, il faut encore mieux trier individuellement et collectivement nos déchets. C'est à la fois le rôle de chacun mais aussi de l'évolution technique et technologique de nos équipements qui permettra d'atteindre nos objectifs de recyclage.
Nous chercherons, dans les 7 ans à venir, à mieux comprendre les comportements des habitants et des touristes pour faciliter les usages, à mieux identifier les matières.



05. PLACER

l'innovation au coeur de l'action

L'innovation technologique, l'innovation dans nos coopérations, l'innovation dans notre gestion, l'innovation dans notre communication.
En un mot, l'innovation dans nos missions, l'innovation au cœur de notre action, au profit du territoire.



VALORISER

davantage la matière et les Savoir-Faire

07. STRUCTURER

une filière de traitement des biodéchets

Les sols manquent de matière organique ; il est indispensable de retirer au maximum de nos poubelles ces bioressources.
L'efficacité et le principe de réalité imposent la complémentarité des dispositifs, plutôt que leur opposition ; ainsi Trivalis poursuivra avec ses collectivités adhérentes, les actions de tri à la source (compostage individuel et collectif, collecte des biodéchets en zone pertinente, ...) et maintiendra la production de matière organique via les Unités de Valorisation Energétique et Organique (Uvéor).
Une plateforme de compostage de bioressources sera mise en œuvre avant 2025.
Objectif : baisser de 30 %, la part de biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles avant 2030.



09. RENFORCER

la veille et la R&D

Pour conserver sa longueur d'avance au niveau national, Trivalis se doit d'être curieux, d'expérimenter et de maintenir sa veille auprès des acteurs précurseurs.
Trivalis cherchera à créer des passerelles avec les milieux universitaires, à participer à des actions innovantes avec le monde industriel, à renforcer son rôle dans les instances nationales.









06. VALORISER

davantage les matières collectées

Les déchets des uns deviennent les ressources des autres.
Trivalis cherchera à conserver la maîtrise de ses ressources afin d'en préserver le bénéfice aux Vendéens.
Objectif : atteindre 75 % de valorisation globale en 2030.

08. DÉVELOPPER

le conseil auprès des collectivités adhérentes

Le besoin en ressources n'est pas que matériel ; Trivalis renforcera son soutien technique et sa communication auprès des collectivités adhérentes.
Ce soutien passera à la fois par un travail important sur les données départementales, sur le renforcement de l'Observatoire mais aussi par l'intervention des techniciens du syndicat auprès des acteurs des collectivités adhérentes.

10. ENGAGER

de nouveaux partenariats

La réussite des actions de traitement des déchets passera par de nouveaux partenariats qu'ils soient public/public voire public/privé ; l'intérêt général et environnemental devra guider ces nouveaux partenariats.
L'action de Trivalis sera aussi solidaire en consacrant, notamment, des missions de coopération à l'international.

Axes - Projets - Actions

Axe 01: Réduire l'impact carbone de Trivalis et ses collectivités adhérentes

01.1.1. Réduire la production de GES

Optimisation des trajets et des déplacements

Intégration des performances de réduction de GES dans les marchés publics

A	**Achat responsables dans le cadre de la commande publique** :

Evolution vers des énergies moins carbonées pour la flotte et les activités du syndicat

B	Transport lourd moins carbonés
C	Evolution de la flotte interne du syndicat vers le zéro diesel et le moins carbonnée

Réduire la consommation énergétique du siège et l'émission de GES

D	Changement du système de chauffage du siège social

01.2.1. Renforcer et innover dans la captation des GES

Renforcer les actions de captage déjà menées sur les ISDND

A	Changement de prestataire, obligation de performances de capatation dans le nouveau marché

Etudier des moyens innovants de captage des GES et leur neutralisation dans le cadre des activités du syndicats

01.3.1. Opérations de compensation de production de GES

Préserver et renforcer la biodiversité sur les sites des équipements afin de créer des puits naturels de carbone

Développer la résilience et la sobriété des infrastructures

Soutenir les initiatives de compensation carbone extériorisées

01.4.1. Mesurer l'évolution de la production de GES et l'impact

Définir des obligations transmissions annuelles de production de GES auprès des prestataires

A	Intégration des bilan GES dans tous les marchés à partir de 2024

Etre accompagné d'un bureau d'étude qui produit annuellement une analyse de la production des GES

B	Retenir un bureau d'études en 2024 et produire annuellement un baromètre des émission GES, consommations…

Prévoir une communication annuelle dans notre rapport d'activités

C	Page(s) récurrente à partir du rapport 2024 (chiffres 2024)
D	Communication sur les réseaux sociaux et le site internet (réactualisé en 2024)

Axe 02 : contribuer activement au dévelopement des énergies renouvelables

02.1.1. Etudes et actions d'opportunité et de faisabilité sur la production d'ENR

Poursuivre l'identification et l'accompagnement du développement d'exutoire CSR sur le territoire vendéen et proche

A	Etude de préfaisabilité et de faisabilité de chaudières CSR - Indigo
B	Etude en collaboration avec le SyDEV sur le développement de chaudière CSR

Evaluer les opportunités et la faisabilité d'exploitation d'autres déchets pour la production d'ENR

Etre en veille de l'innovation dans les nouveaux domaines de la production d'énergie gaz de synthèse, hydrogène…

Travailler sur la migration des consommations du syndicat vers des ENR et de l'autoconsommation

Favoriser la transversalité avec le SyDEV, la FNCCR…

Cf : 02.1.1.B

02.1.2. Déployer les opérations de production dans le cadre de la SAS Vendée Tri Energie ou autre

A	VTE : Installation de panneaux photovoltaïques sur le centre de transfert de la Boissière de Montaigu
B	VTE : Installation ombrières sur les parkings du siège et du centre de transfert de Mouzeuil Saint Martin
C	VTE : Installation d'un parc photovoltaïque au sol sur les casiers recouverts de l'ISDND Trivalandes
D	VTE : Installation d'un parc photovoltaïque au sol à proximité du centre de transfert d'Angles
E	Mise en exploitation de huit moteurs de cognération sur 3 ISDND de Trivalis

Axe 03 : Démultiplier les actions de prévention et de communication

03.1.1 Communication et sensibilisation :

Communication et sensibiliation : vis-à-vis des touristes

A	Mise en œuvre de la Team'Trivaou
B	Liens avec les hébergeurs saisonniers (camping, AirBNB,…), développement de supports

Communication et sensibilisation : vis-à-vis des habitants

C	Renforcer ambassadeurs du tri pour intervenir auprès des habitants
D	Animations locales à l'aide des vélos-cargos/manifestations d'intérêt départemental voire davantage)
E	Développer les visites d'équipement ainsi que les visites virtuelles

Communication et sensibilisation : vis-à-vis du grand public

F	Evolution de Trivaou
G	Animations locales à l'aide des vélos-cargos/manifestations d'intérêt départemental voire davantage)
H	Campagne départementale de commmunication pour la promotion du tri de tous les emballages avec les bons gestes

Communication et sensibilisation : vis-à-vis d'un public relais

I	Visites de VENDEE TRI au profit d'agents des collectivités adhérentes

Communication et sensibilisation : vis-à-vis des élus

J	Visites des équipements par les élus

Communication et sensibilisation : vis-à-vis des organisateurs de rassemblement et leurs exposants

K	Accompagnement des grands événements (organisateurs et exposants) pour qu'ils soient vertueux

03.2.1 Animation et pédagogie : sensibiliser le monde académique et la jeunesse

A	Renforcer les visites d'équipements
B	Interventions dans les écoles, les centres de loisirs
C	Déployer le dispositif Mon Ecole Zéro Gaspi (alimentaire) auprès de cantines municipales notamment

03.3.1 Renforcer la notoriété du syndicat

A	Audit sur la présence sur RS-Web, et perspectives

Axe 04 : Systématiser le double tri humain et mécanique

04.1.1. Cartographie des déchets et état des lieux des opérations de tri existantes par filière - identfier les opération de tri par nature

Identifier les données et les extrapoler

A	Développer l'observatoire en intégrant des données intéressant à la fois le traitement et la collecte
B	Développer des outils numériques afin de mieux connaître le comportement des usagers et adapter les méthodes de captation

Tri premier niveau (usager), tri deuxième niveau trivalis, tri unique … par nature de déchets

Préciser les différents actreurs du tri (propriétaire occupant, bailleurs, vacanciers…

C	Identifier les logments Airbnb et système de locations saisonnières

04.2.1. Analyse et proposition d'évolutions pour renforcer le double tri et gagner en efficience

Au regard des éléments collectés définir des axes d'amélioration par typologie de déchets, prioriser les actions

Définir les moyens d'agir pour améliorer les choses (communication, investissement technique…)

Axe 05 : Placer l'innovation au cœur de l'action

05.1.1 Repenser et faire évoluer le parc d'équipements

Identifier pour chaque équipements les usages et contraintes ou opportunités à venir

Définir la priorisation et la projection d'évolution de ces équipement d'un point de vue technologique

A	Etude évolution des UVEOR

Chercher les optimisations par le maillage du territoire ou l'optimisation (massification)

cf : 07.1.1.A; 07.1.1.B

Intégrer l'impact financier des choix et la logique de calibrage

05.2.1 Aller au-delà de l'innovation technologique

Mener des réflexions sur l'innovation financière et budgétaire, être force de proposition

Mener des réflexions dans le domaine juridique et administratif (marché public, véhicule juridique, compétences…)

B	Identifier des montages de coopération juridiques pour optimiser la gestion du service public de collecte et traitement des DMA

Mener des réflexion dans les domaine de la communication, prévention et animations

Intégrer des actions dans le numérique, la gestion de données….

A	Développement d'outils numériques dans le cadre du déploiement du réseau Lora de VN

Axe 06 : Valoriser davantage les matières collectées

06.1.1. Revue des aspects financiers

Faire un état de lieux des coûts par typologie de déchets (tri traitement collecte ?), évolutions ?

Faire un état des lieux précis des recettes potentielles issues de la valorisation des déchets

06.2.1. Revue des aspects réglementaires et juridiques

Etat des lieux de marchés publics en cours, évolutions réglementaires à venir et impacts, évolution des compétences

A	Etat des lieux des marchés publics en cours
B	Evolutions réglementaires à venir et impacts
C	Evolution des compétences

Etat des lieux des relations avec les éco-organismes, les autres acteurs publique en convention…

06.3.1. Dresser la feuille de route stratégique pour une optimis

Repenser les contrats en cours et à venir avecle prestataire dan une logique d'optimisation des dépenses/recettes

Identifier de nouveaux partenaires avec lesquels engager des relations contractuelles pour une meilleure approche éco

Suivre la bonne mise en place de cette stratégie et des actions opérationnelles associées

Axe 07 : Structurer une filière de traitement des bio-déchets

07.1.1. Stratégie à développer au regard de la réglementation anticiper les mutation de collecte et valorisation des bio-déchets

A	Etude départementale + études locales des gisements et des scénarii de captation
B	Définition et mise en œuvre d'un plan de l'organique à l'échelle départementale

07.2.1. Equipements et débouchés

A	Plateforme de compostage et déconditionneur à Givrand pour 5000 tonnes de compost normé
B	Reflexion sur l'intérêt de la méthanisation selon plusieurs scénarii
C	Renforcement du détournement par composteurs individuels et collectifs

Axe 08 : Développer le conseil auprès des collectivités adhérentes

08.1.1. Etudes et outils en renforçant l'ingéniérie et les accompagner dans une démarche innovante

Poursuivre et et accroître le soutien aux études, solliciter les adhérents sur les sujet qu'ils souhaite voir aborder

B	Petits déjeuners thématiques

Renforcer l'exploitation des données notamment avec l'observatoire (couches supplémentaires, indicateurs…)

Cf 04.1.1.B

Etre chef de file sur des sujets transversaux et/ou de dimension départementale voire plus (ex. GIP Vendée Numérique…)

Améliorer la remontée d'informations entre les collectivités et Trivalis : plateformes collaboratrices…

A	Plate-forme "Web Contributions" : Développement d'un support d'évaluation prospectif des contributions

08.2.1. Animation du collectif en fédérant les énergies, et en développant l'action de Trivalis à l'échelle départementale voire nationale

Développer des RDV adhérents sur des thématique particulières autres que technique et avec des formats particuliers (petit-déjeuners…)

Mettre en place une conférence annuelle des adhérents avec les Présidents d'EPCI, ou aller à leur rencontre

Co- animer des temps forts en lien avec de collectifs nationaux (AMORCE, FNCCR….)

A	Présidence de la Fédération Nationale des Collectivités de Compostage (FNCC)
B	Présence au Conseil d'administration d'AMORCE
C	Présence au Conseil d'administration du Cercle National du Recyclage (CNR)
D	Présence au conseil d'administration de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes en Régie (FNCCR)

Axe 09 : Renforcer la veille et la R&D

09.1.1. Développer une innovation interne par le bais d'une cellule dédiée

Définir la stratégie d'innovation, budgéter cette cellule, définir des actions tangibles et le dispositif de pilotage

09.2.1. Renforcer les logiques partenariales avec le monde académique

Mettre en place des partenariats avec des centres de formation et des instituts supérieurs de la Région

Travailler sur la marque employeurs : intervenir dans les cursus pour présenter les métiers du syndicats, accueillir des étudiants

Axe 10 : Engager de nouveaux partenariats

10.1.1. Développer de nouveaux partenariats

Etat des lieux des partenariats existants, les renforcer voire les étendre

D	Relations régulières et travail en commun avec les 2 autres syndicats vendéens, Vendée Eau et le Sydev
E	Création d'une plateforme numérique commune entre Trivalis, Vendée Eau, le SyDEV et le Département
F	**Création de Vendée Tri Energie**

Identifier de nouvelles convention de coopérations ou d'évolution de partenarias existants

A	Actions à l'international particulièrement avec le Liban
B	DSP Nantes - UVE- Les Plaines Mauves
C	Unité de production de CSR - Tout-venant et refus de CS

10.2.1. Partenariat Publics/privés

S'interroger sur la pertinence de partenariat Publics/privés, voir les possibilités juridique de ces partenariats

A	Etude juridique des PPP

Identifier les acteurs, centres de recherche ou start up

Axe 11: Adapter les moyens internes de Trivalis

11.1.1 Fortifier les bases existantes

Définir les Directions et afficher les intitulés de postes, etablir des récurrence de réunion avec les directeurs

A	Définition de réunion de Direction hors Codir

Se réinterroger sur chacune des fiches de postes pour actualiser les missions si nécessaire et confirmer l'encadrement de grade

B	Analyse annuelle du cadrage d'évolution des postes

Conforter le cadre de travail des agents (télétravail, organistation, primes, prestations sociales

C	Maintenir la motivation des agents et l'attractivité du syndicat

11.2.1. Adapter la gestion RH à la dynamique da

Anticiper les départs en retraite, s'interroger sur les remplacements et la réécriture des fiches de poste à ce moment là

Faire évoluer les recrutements en fonction du développement de certaines action, recours aux saisonniers pour des actions ponctuelles

B	Définir des organigrammes cibles en fonction des choix du syndicat

S'interroger sur la perenité des contrats de projets, maintenir une action forte d'apprentissage, conserver une logique de maîtrise salariale

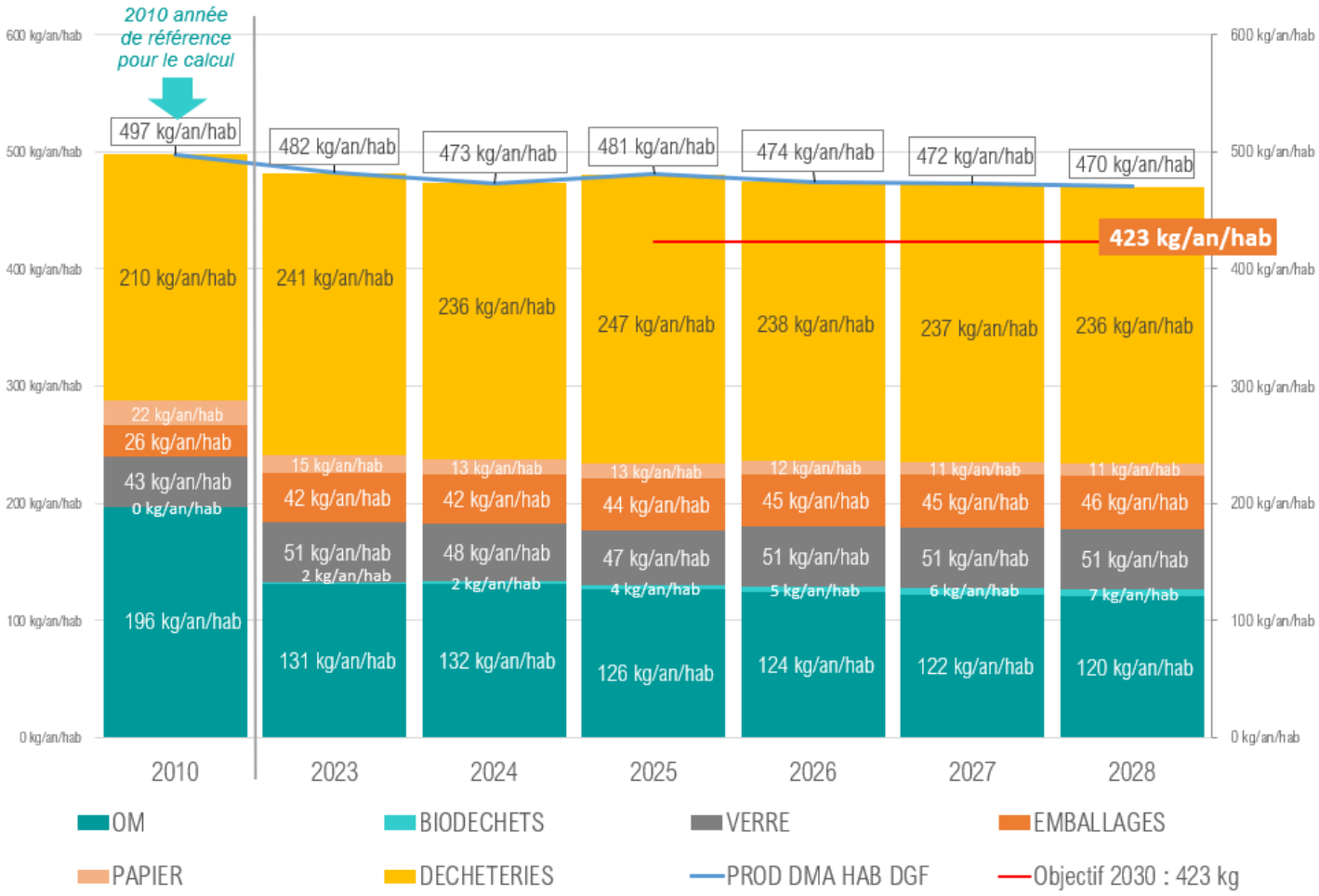
3) Prospective financière 2025-2028

3-1) Objectifs Réglementaires – loi AGEC

PREVENTION

- Objectif de **réduction de 15 % des DMA** (hors gravats, produits par habitant) en 2030 par rapport à 2010 :

Une tendance des évolutions des déchets ménagers et assimilés (DMA) hors gravats en kg par habitant DGF est présentée :



VALORISATION MATIERE

- Objectif de **65 % de valorisation sous forme matière (y compris organique) des DMA non dangereux non inertes en 2025** :

- les travaux d'extension et d'amélioration du process de VENDEE TRI (centre de tri départemental), ainsi que la mise en œuvre du flux développement visent à garantir cet objectif
- l'obligation de tri à la source des biodéchets devrait contribuer à cet objectif de valorisation matière grâce à la poursuite du compostage individuel (avec le programme

de subvention pour l'acquisition de composteurs collectifs et individuels mis en place par Trivalis), la collecte et le traitement des biodéchets des particuliers et assimilés. Trivalis réalisera des travaux d'aménagement de quais de transfert de biodéchets et d'une plate-forme de compostage dédiée à Givrand.

- à contrario, l'interdiction d'utiliser la fraction fermentescible des déchets issus des usines UVEOR dans la fabrication de compostage au 1er janvier 2027 pourrait dégrader le taux de valorisation.

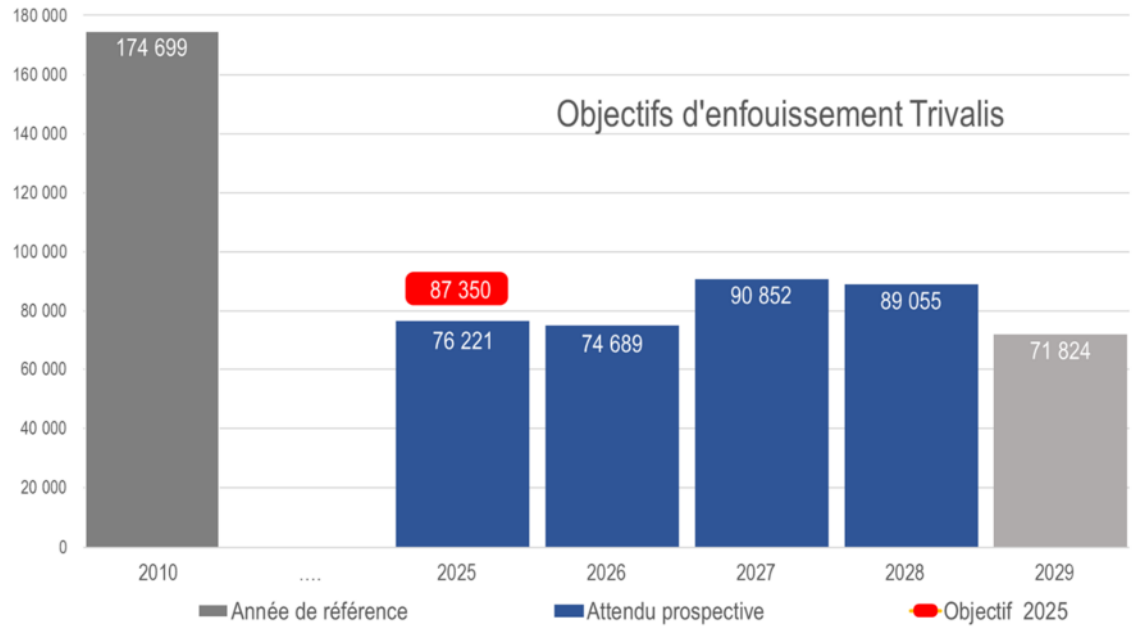
VALORISATION ENERGETIQUE

- Objectif de **valorisation énergétique d'au moins 70 % des déchets non valorisables matière d'ici 2025** :

- La filière de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) à Trivalandes contribuera à cet objectif.
- L'adhésion à la DSP Prairie de Mauves pour l'envoi de 15 000 t à partir de 2029 permettra la valorisation énergétique.

REDUCTION DE L'ENFOUISSEMENT

- Objectif de **réduction de l'enfouissement de 50% en 2025** par rapport à 2010, puis **10 % des DMA produits** en 2035 :



3-2) Prospective 2025-2028

HYPOTHESES GENERALES DE TRAVAIL

- Hypothèses de tonnages :

		DOB 2025	2026	2027	2028
Trivalis	OM	104 573	103 573	102 961	102 204
	Biodéchets	3 119	3 943	4 778	5 623
	Emballages	36 379	37 368	38 183	39 009
	Papiers	10 525	10 000	9 500	9 000
	Verre	41 947	42 947	43 340	43 739
	TTV ULTIMES	28 119	27 859	26 786	25 686
	Déchèterie hors TTV & gravats	175 260	170 455	172 154	173 863
	Déch hors REP	*116 846*	*110 939*	*110 804*	*110 649*
	Déch REP (fin. & opér.)	*58 414*	*59 516*	*61 350*	*63 214*
Apports extérieurs	Emballages	7 180	7 539	7 812	8 089
	Refus de compostage	14 000	14 000	14 000	14 000

- Hypothèses d'évolution de la population :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Population DGF	795 466	801 311	808 115	816 363	822 711	829 711	836 711	843 711	850 711
Evolution pop DGF	+ 4822	+ 5845	+ 6804	+ 8248	+ 6348	+ 7000	+ 7000	+ 7000	+ 7000

- Autres hypothèses financières :
  - ✓ Révision des prix :

	2025	2026	2027	2028
% Révision	+ 2,5 %	+ 2,5 %	+ 2,5 %	+ 2,5 %

  - ✓ Evolution de la TGAP :

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Taux de base (sur toute tonne enfouie)	40 €/t	51 €/t	58 €/t	65 €/t	66,63 €/t	68,29 €/t	70 €/t
Tonnage surtaxé (+10 €/t)	-	-	-	16 451 t	8 204 t	19 392 t	15 402 t

TGAP : Intégration de la révision annuelle à compter de 2026 (sur la base de l'inflation) et d'une surtaxe dès 2025 (sur des estimations de ratios régionaux) – en attente Loi de Finances

  - ✓ Soutiens
    - REP CITEO Emballages et Papiers
      - Mêmes prix unitaires de soutien par matériaux qu'en 2024,
      - Même coefficient de soutien des fibreux (cartons + cartonnettes) qu'en 2024
    - REP PMCB
      - Mêmes prix unitaires de soutien par matériaux qu'en 2024
      - Prise en compte du soutien « Haut de quai »
    - REP EIC
      - Mise en œuvre de cette REP (-bois palettes et caissettes + plastiques souples) à compter du 1er janvier 2026
      - Soutiens non intégrés (car non connus à ce jour)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ET PLAN DE FINANCEMENT

Le programme d'investissement et son financement est présenté par opération :

OPE 1001 - COMPOSTAGE	7,7 M €	Financement du programme d'équipements : 62,3 M €	Subventions : 4,5 % (2,8 M €)
OPE 1002 - DSP PRAIRIE DE MAUVES	9,3 M €		
OPE 1003 - ENFOUISSEMENT	10,9 M €		
OPE 1005 - TRI	31,8 M €		Emprunts : 63 % (39,3 M €)
OPE 1006 - TRANSFERT	1,4 M €		
OPE 1008 - CSR	- M €		Autofinancement : 32,5 % (20,2 M €)
NON AFFECTE	1,2 M €		

Les dépenses et recettes d'investissement sont présentées par années :

	2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses d'équipement	**16 895 688 €**	**20 891 910 €**	**25 885 484 €**	**10 843 200 €**	**4 649 200 €**
Emprunts	- €	14 000 000 €	18 500 000 €	6 800 000 €	- €
Subventions	- €	590 000 €	2 200 000 €	- €	- €
Autres recettes d'investissement	- €	1 200 000 €	- €	- €	- €
Recettes réelles d'investissement	**- €**	**15 790 000 €**	**20 700 000 €**	**6 800 000 €**	**- €**

Les opérations pluriannuelles sont présentées par Autorisations de programme et crédits de paiement :

	CP2025	CP2026	CP2027	CP2028	Total période
CP UVEOR	430 000 €	30 000 €	5 330 000 €	30 000 €	5 820 000 €
CP CSR	- €	- €	- €	- €	- €
CP ISD	2 919 585 €	4 784 684 €	1 670 200 €	1 537 200 €	10 911 669 €
CP PLATEFORMES	1 466 500 €	- €	- €	- €	1 466 500 €
CP TRANSFERT	475 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	775 000 €
CP TRI	13 611 825 €	18 166 800 €	15 000 €	15 000 €	31 808 625 €
CP SIEGE SOCIAL	494 000 €	248 000 €	242 000 €	227 000 €	1 211 000 €
CP SUBV ALCEA	1 210 000 €	2 326 000 €	3 256 000 €	2 510 000 €	9 302 000 €
CP SUBV COMPOSTAGE	135 000 €	80 000 €	80 000 €	80 000 €	375 000 €
CP SUBV RECYCLERIES	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	600 000 €
	20 891 910 €	25 885 484 €	10 843 200 €	4 649 200 €	**62 269 794 €**

PRESENTATION PAR FLUX

Les tendances financières par flux sont présentées de façon synthétique (dépenses (-) recettes) :

	2025	2026	2027	2028
Charges (-) apports extérieurs et reventes	12 743 130 €	13 732 682 €	15 181 643 €	15 382 004 €
TGAP	3 617 522 €	3 492 826 €	4 733 714 €	4 764 018 €
Amortissements, charges financières et provisions	8 081 104 €	10 100 970 €	9 222 989 €	9 437 274 €
Total OMR (HT)	**24 441 756 €**	**27 326 479 €**	**29 138 347 €**	**29 583 296 €**
Charges (-) apports extérieurs	387 770 €	415 140 €	466 208 €	536 143 €
Amortissements	118 775 €	124 775 €	124 775 €	124 775 €
Reventes	-32 440 €	-59 170 €	-71 675 €	-84 344 €
Total Biodéchets (HT)	**474 105 €**	**480 746 €**	**519 309 €**	**576 573 €**
Charges déchèteries	*10 437 328 €*	*9 889 348 €*	*10 037 801 €*	*10 008 601 €*
Reventes et soutiens déchèteries	*-6 280 433 €*	*-6 311 663 €*	*-6 372 054 €*	*-6 433 208 €*
Déchèteries hors tout venant	***4 156 895 €***	***3 577 685 €***	***3 665 747 €***	***3 575 393 €***
Charges d'exploitation	3 527 950 €	3 364 664 €	3 214 810 €	3 032 618 €
TGAP	1 935 181 €	1 873 740 €	1 924 649 €	1 886 177 €
Amortissements, charges financières et provisions	2 308 873 €	1 795 433 €	1 164 974 €	1 380 426 €
Déchèteries tout venant	***7 772 004 €***	***7 033 838 €***	***6 304 432 €***	***6 299 220 €***
Total déchèteries (HT)	**11 928 899 €**	**10 611 523 €**	**9 970 180 €**	**9 874 613 €**
Charges (-) apports extérieurs	14 415 314 €	14 138 373 €	11 474 284 €	11 965 201 €
Amortissements, charges financières et provisions	1 685 248 €	3 293 585 €	5 403 061 €	5 323 557 €
Reventes et soutiens liés au tri	-22 041 610 €	-24 803 439 €	-25 074 575 €	-25 498 435 €
Total tri (HT)	**-5 941 048 €**	**-7 371 481 €**	**-8 197 230 €**	**-8 209 676 €**
Autre (HT)	**3 796 288 €**	**4 052 772 €**	**4 069 434 €**	**4 175 194 €**
Montant total en euros HT	34 700 000 €	35 100 039 €	35 500 039 €	36 000 000 €
Montant total en euros TTC	38 170 000 €	38 610 043 €	39 050 043 €	39 600 000 €
Variation N-1 (TTC)	1,1%	1,2%	1,1%	1,4%

NB : Le coût du tri intègre les emballages, le papier, le verre, et les refus de tri.

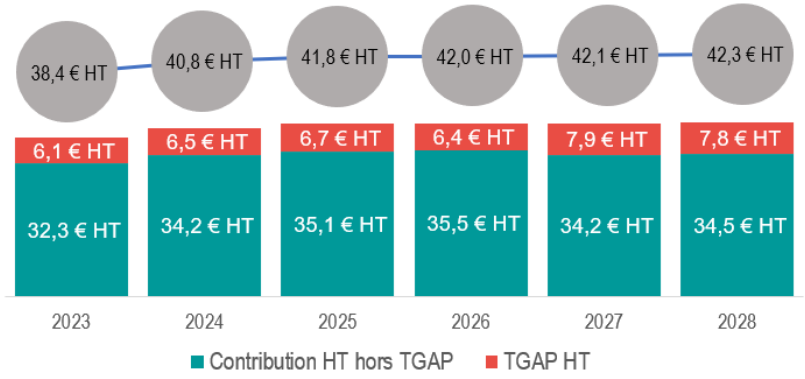
SYNTHESE FINANCIERE

Tableau d'équilibres financiers :

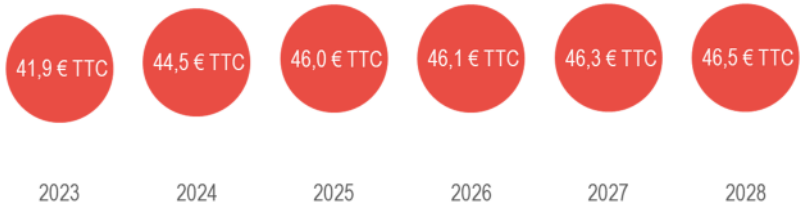
	CA 2023	2024	2025	2026	2027	2028
▶ **Recettes de gestion**	60 777 808 €	65 579 259 €	69 519 983 €	72 765 446 €	73 529 327 €	74 605 855 €
▶ **Produit des services (R70)**	8 872 588 €	8 975 654 €	8 832 067 €	8 873 412 €	8 853 553 €	8 942 463 €
▶ **Dotations et participations (R74)**	51 168 602 €	56 259 441 €	60 220 634 €	63 653 503 €	64 422 243 €	65 409 861 €
▶ **Atténuation de charges (R013)**	44 352 €	66 528 €	66 908 €	73 531 €	73 531 €	73 531 €
▶ **Autres produits (R75)**	692 266 €	277 636 €	400 374 €	165 000 €	180 000 €	180 000 €
▶ **Dépenses de gestion**	50 332 047 €	54 561 507 €	56 773 874 €	56 875 177 €	57 059 901 €	57 997 814 €
▶ **Dépenses de personnel (D012)**	2 932 157 €	3 689 448 €	3 863 800 €	4 011 219 €	4 131 556 €	4 255 502 €
▶ **Charges à caractère général (D011)**	44 786 674 €	49 896 130 €	51 843 233 €	51 817 246 €	51 800 740 €	52 604 437 €
▶ **Atténuation produits (D014)**	1 785 610 €					
▶ **Autres charges courantes (D65)**	827 606 €	975 929 €	1 066 841 €	1 046 712 €	1 127 605 €	1 137 875 €
Épargne de gestion	10 445 761 €	11 017 752 €	12 746 009 €	15 890 269 €	16 469 426 €	16 608 041 €
Intérêts de la dette existante	1 067 331 €	953 212 €	989 219 €	755 636 €	634 736 €	524 089 €
Intérêts de la dette nouvelle				1 005 942 €	1 092 038 €	1 182 043 €
▶ Soldes financiers, except. & provisions	- 690 574 €	- 1 054 042 €	- 1 537 499 €	- 1 564 682 €	- 1 304 058 €	- 1 474 133 €
Épargne brute (CAF)	8 687 856 €	9 010 498 €	10 219 291 €	12 564 009 €	13 438 593 €	13 427 776 €
Amortissement capital dette existante	6 758 189 €	6 286 000 €	6 230 000 €	5 890 000 €	5 300 000 €	5 190 000 €
Amortissement capital dette nouvelle				1 620 476 €	3 480 952 €	3 834 286 €
Épargne nette (CAF Nette)	1 929 667 €	2 724 498 €	3 989 391 €	5 053 533 €	4 657 641 €	4 403 490 €
Dépenses d'investissement (hors D16)	8 143 662 €	16 895 688 €	20 891 910 €	25 885 484 €	10 843 200 €	4 649 200 €
Recettes d'investissement (hors R16)	1 637 347 €		1 790 000 €	2 200 000 €		
Besoin financement de l'investissement	6 506 315 €	16 895 688 €	19 101 910 €	23 685 484 €	10 843 200 €	4 649 200 €
Emprunt	11 106 095 €		14 000 000 €	18 500 000 €	6 800 000 €	
Solde de clôture reporté	14 843 771 €	15 867 122 €	1 695 932 €	583 413 €	451 462 €	1 065 903 €
Résultat de clôture au 31/12	15 867 122 €	1 695 932 €	583 413 €	451 462 €	1 065 903 €	820 193 €
Encours de dette au 31/12	**47 539 612 €**	**41 253 612 €**	**49 023 612 €**	**60 013 136 €**	**58 032 184 €**	**49 007 898 €**
Dette / Épargne brute	**5,47 ans**	**4,58 ans**	**4,82 ans**	**4,78 ans**	**4,32 ans**	**3,65 ans**
Encours de dette au 31/12	**47 539 612 €**	**41 253 612 €**	**49 023 612 €**	**61 633 612 €**	**63 133 612 €**	**57 943 612 €**
Capacité de désendettement	**5,5 années**	**4,6 années**	**4,8 années**	**4,9 années**	**4,7 années**	**4,3 années**

BESOIN CONTRIBUTIF

Evolution du besoin en **euros HT par habitant DGF** :



Evolution du besoin en **euros TTC par habitant DGF** :



LEVIERS D'EVOLUTION

La prospective présentée ci-dessus a été réalisée en été 2024 et des hypothèses prises en matière de tonnage, des prix de contrats, des rachats de matériaux, des soutiens financiers et d'investissements. La prospective n'intégre pas d'aléas techniques éventuels.

Certains risques et opportunités peuvent être soulignés.

- ☐ Mise en œuvre du nouveau marché MGP VENDEE TRI
- ☐ Barème G CITEO : conditions d'application d'un bonus/malus
- ☐ Possibilité de retour au sol d'une matière organique produite par les UVEOR au-delà de 2026 (répondant aux normes en vigueur)
- ☐ Interrogation sur la constitution et la mise en œuvre des futurs contrats d'exploitation des UVEOR
- ☐ Réflexions sur l'évolution des compétences de Trivalis
- ☐ Réflexions sur l'évolution de la dimension incitative de la contribution (baisse des tonnages OMR)

4) Orientations budgétaires 2025

Le budget 2025 doit être présenté pour vote au Comité Syndical du 17 décembre 2024.
Dans le même temps, la grille des prix et les contributions 2025 seront soumises à l'approbation du Comité Syndical.
Préalablement, le débat d'orientation budgétaire (DOB) doit se tenir dans les deux mois qui précèdent. La date du DOB a été fixée au 12 novembre 2024.
La préparation des orientations budgétaires a été organisée selon le planning ci-dessous

	Orientations budgétaires 2025		Contributions 2025
01-juil	CODIR - Ouverture de la période de saisie des données		
	= **Exploitation :** service technique = **Eco Organismes :** service technique = **Trivalis** : services supports et com/prev = **Prestations diverses** : services technique et compta = **Amortissements et Charges fin.** : service compta = **Programme d'équipement:** tous servics		
13-sept	Clôture de la période de saisie des données	16-sept	= Envoi des projets de tonnages aux EPCI
	= Contrôle des équilibres = Synthèse (compta) et arbitrages (direction) = Mise à jour de la prospective = Préparation projet de grille des prix (compta) = Rédaction du Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) - *Volet Développement durable : com/prév* - *Volet Budgétaire : compta et contrôle gestion*		= Validation ou aménagement des projets de tonnages (sur demande étayée des EPCI)
07-oct	CODIR : Présentation des orientations	11-oct	= Fin de validation des tonnages EPCI
	= Préparation dossiers réunions de Bureau et Gestion (compta et contrôle gestion + appui services)		= Evaluation des contributions
08-oct	Réunion VP		
22-oct	BUREAU		
29-oct	COMMISSION GESTION		
	= Validation ROB (direction) = Préparation dossier Comité Syndical (compta et contrôle gestion + appui services)		
12-nov	COMITE SYNDICAL : DOB		
	= Délibération		
19-nov	= Transmission Préfecture ROB		

Contexte et hypothèses de travail 2024

Contexte général

La prévision 2025 s'est opérée dans un contexte national et international toujours incertain (conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale, guerre en Ukraine, instabilité au moyen orient).

Parallèlement la trajectoire fiscale en matière de déchet est toujours pénalisante. La trajectoire de la TGAP poursuit sa hausse drastique et ininterrompue des taux applicables (65 €/T en 2025) à laquelle s'ajoute la surtaxe décidée par la loi de finances 2024, applicable à partir de 2025.
Nota : à partir de 2026, la TGAP sera indexée sur l'inflation (comme les bases fiscales)

Sur le plan local, Trivalis poursuit sa démarche de recherche de réduction des ultimes et de maîtrise de ses exutoires, tout en projetant sa réflexion à l'horizon 2025-2027.

La maîtrise des emballages est également devenue un enjeu fort. A cet égard, les tendances de production 2022-2023 sont encourageantes.

Hypothèses de travail

- PROGRAMME D'AUGMENTATION DE LA TGAP = + 10 €/T (2025 : 65 €/T + surtaxe)
- STABILITE DES PRIX DE REVENTES
- CITEO EMBALLAGES = 1ers effets du Flux Développement
- REP PMCB EN ANNEE PLEINE

1- Grands équilibres de fonctionnement

Les orientations 2025 se caractérisent par une hausse des charges de fonctionnement portées principalement par la TGAP et la fermeture temporaire de Vendée Tri dans le cadre des travaux de l'installation.

L'exploitation sera ainsi affectée, outre les prix du nouveau marché, par une exportation des emballages supérieure aux années antérieures.

Ces hausses seront en partie atténué par le déploiement en année pleine de la REP PMCB (volet opérationnel)

Les recettes seront plus particulièrement impactées à la hausse par les soutiens issus de la REP PMCB.
Compte tenu de ces éléments, les contributions sont attendues avec peu de variation par rapport à 2024.

- Produits :

Les recettes sont structurées autour de 3 grands blocs :

- Contributions
- Soutiens
- Reventes

Ces produits sont complétés notamment par les produits issus des apports extérieurs à VENDEE TRI, et pour la première année pleine sur le CSR de TRIVALANDES et les reprises de subventions.

- Charges :

Les charges comportent à titre principal l'exploitation et les charges sur ouvrages. Ces dernières regroupent les amortissements, les intérêts de la dette, les charges sur installations hors exploitation et l'indemnité annuelle versée aux communes qui accueillent un centre d'enfouissement public.

S'agissant du chapitre 012, chaque année, à l'occasion de la préparation budgétaire, un volume d'ambassadeurs contractuels susceptibles d'être mis à disposition des collectivités est prévu en dépenses et en recettes. Son usage dépend des demandes des EPCI en cours d'exercice.

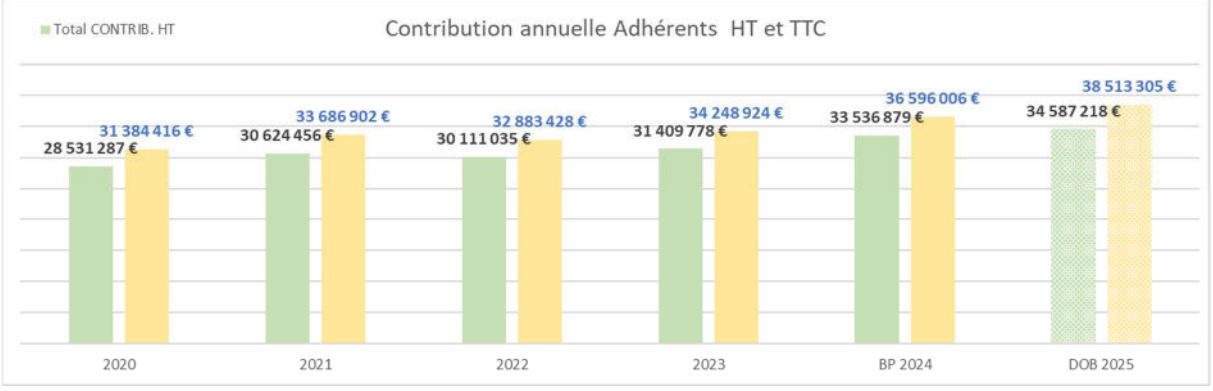
Même si à date, le volume prévu n'a jamais été employé à 100 % (77 % en 2015), par prudence et éviter toute modification du chapitre en cours d'année, cette démarche, neutre financièrement serait maintenue en 2025.

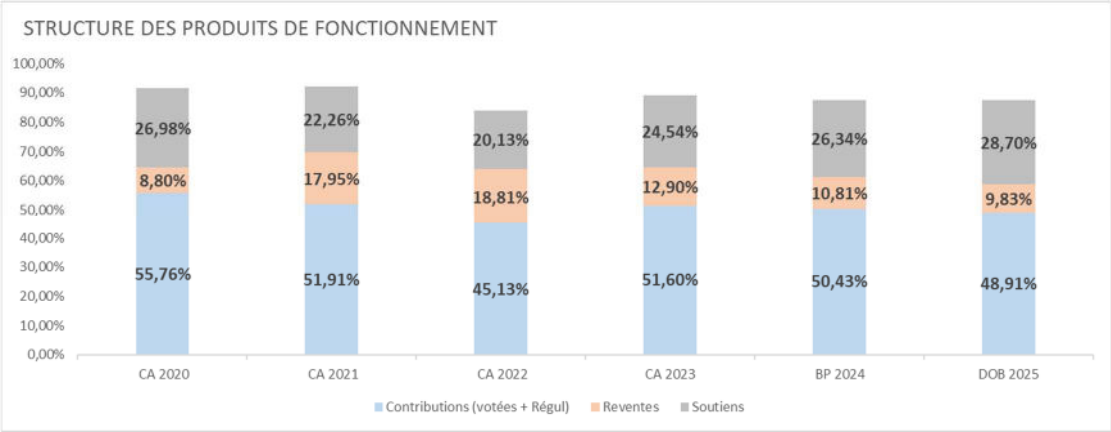
SYNTHESE PAR CHAPITRE

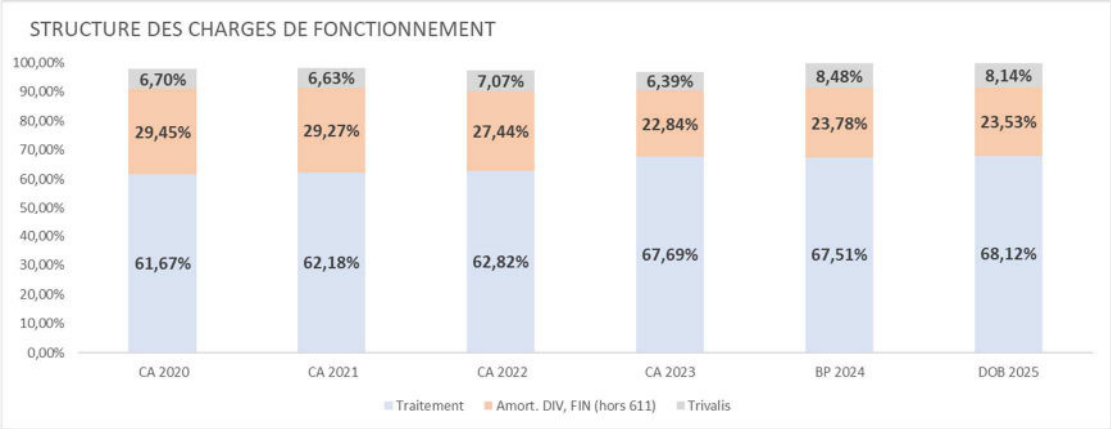
- Evolution 2020-2025 :

Chapitre	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	BP 2024	DOB 2025
002 - Résultat de fonctionnement reporté	870 000 €	350 000 €	1 400 000 €	1 700 000 €	- €	- €
013 - Atténuations de charges	68 097 €	74 023 €	77 765 €	44 352 €	66 528 €	66 880 €
042 - Opérations d'ordre entre sections	2 112 072 €	1 944 851 €	1 980 690 €	1 953 380 €	718 106 €	838 106 €
70 - Produits des services	4 764 228 €	11 004 965 €	13 168 225 €	8 872 588 €	9 121 637 €	8 832 148 €
74 - Dotations et participations	44 941 657 €	46 350 210 €	46 539 071 €	51 168 602 €	55 598 825 €	60 107 872 €
75 - Autres produits de gestion courante	377 922 €	826 119 €	6 840 099 €	692 266 €	265 000 €	400 374 €
76 - Produits financiers	418 154 €	376 391 €	403 196 €	444 773 €	376 000 €	376 000 €
77 - Produits spécifiques	62 264 €	31 500 €	24 360 €	288 716 €	20 000 €	77 500 €
78 - Reprises sur amortissements et provisions	- €	- €	- €	863 759 €	330 000 €	10 000 €
Total général	**53 614 394 €**	**60 958 060 €**	**70 433 405 €**	**66 028 436 €**	**66 496 096 €**	**70 708 880 €**
TOTAL Hors résultat reporté	**52 744 394 €**	**60 608 060 €**	**69 033 405 €**	**64 328 436 €**	**66 496 096 €**	**70 708 880 €**

Chapitre	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	BP 2024	DOB 2025
011 - Charges à caractère général	33 724 252 €	36 514 408 €	43 271 604 €	44 786 674 €	48 703 549 €	51 843 460 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	2 446 447 €	2 491 240 €	2 826 547 €	2 932 157 €	3 689 448 €	3 863 800 €
014 - Atténuations de produits	1 049 867 €	888 705 €	1 360 387 €	1 785 610 €	- €	- €
042 - Opérations d'ordre entre sections	11 654 704 €	11 513 194 €	11 491 781 €	9 758 531 €	10 506 132 €	10 944 560 €
65 - Autres charges de gestion courante	892 965 €	1 127 026 €	1 008 746 €	827 606 €	925 713 €	1 066 841 €
66 - Charges financières	1 606 854 €	1 805 704 €	1 407 184 €	1 067 331 €	953 213 €	989 219 €
67 - Charges exceptionnelles	10 245 €	14 394 €	8 951 €	11 495 €	20 000 €	20 000 €
68 - Dotations aux amortissements et provisions	678 378 €	1 773 594 €	1 499 670 €	2 186 622 €	1 698 041 €	1 981 000 €
Total général	**52 063 712 €**	**56 128 266 €**	**62 874 870 €**	**63 356 026 €**	**66 496 096 €**	**70 708 880 €**







- Evolution 2024-2025 :

Le développement des soutiens, notamment ceux de la REP PMCB, et la mise en œuvre des REP opérationnelles en déchèteries permettent d'absorber l'essentiel de la hausse des coûts liées aux ordures ménagères, du tout-venant et des emballages.
Il est précisé que s'agissant des emballages, cette hausse des coûts est conjoncturelle. En effet, pendant la phase des travaux d'extension, le renforcement du recours à l'exportation est rendu nécessaire du fait de la fermeture du site pendant plusieurs mois.

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	DOB 2024	BP 2024	DOB 2025	Variation DOB 2025 vs DOB 2024		Variation DOB 2025 vs BP 2024	
042-Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 814 358 €	10 506 132 €	10 944 560 €	130 202 €	1,2%	438 428 €	4,2%
011-Charges à caractère général	50 500 708 €	48 703 549 €	51 843 460 €	1 342 752 €	2,7%	3 139 911 €	6,4%
012-Charges de personnel et frais assimilés	3 689 448 €	3 689 448 €	3 863 800 €	174 352 €	4,7%	174 352 €	4,7%
65-Autres charges de gestion courante	943 713 €	925 713 €	1 066 841 €	123 128 €	13,0%	141 128 €	15,2%
66-Charges financières	953 213 €	953 213 €	989 219 €	36 006 €	3,8%	36 006 €	3,8%
67-Charges spécifiques	20 000 €	20 000 €	20 000 €	- €	0,0%	- €	0,0%
68-Dotations aux provisions	2 148 041 €	1 698 041 €	1 981 000 €	- 167 041 €	-7,8%	282 959 €	16,7%
TOTAL CHARGES	**69 069 481 €**	**66 496 096 €**	**70 708 880 €**	**1 639 399 €**	**2,4%**	**4 212 783 €**	**6,3%**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	DOB 2024	BP 2024	DOB 2025	Variation DOB 2025 vs DOB 2024		Variation DOB 2025 vs BP 2024	
042-Opérations d'ordre de transfert entre sections	755 082 €	718 106 €	838 106 €	83 024 €	11,0%	120 000 €	14,3%
013-Atténuations de charges	66 528 €	66 528 €	66 880 €	352 €	0,5%	352 €	0,5%
70-Produits des services, du domaine et ventes diver	8 986 502 €	9 121 637 €	8 832 148 €	- 154 354 €	-1,7%	- 289 490 €	-3,3%
74-Dotations et participations	20 760 172 €	22 061 779 €	25 520 654 €	4 760 482 €	22,9%	3 458 875 €	13,6%
74-Participations adhérents	37 840 197 €	33 537 046 €	34 587 218 €	- 3 252 979 €	-8,6%	1 050 172 €	3,0%
75-Autres produits de gestion courante	265 000 €	265 000 €	400 374 €	135 374 €	51,1%	135 374 €	33,8%
76-Produits financiers	376 000 €	376 000 €	376 000 €	- €	0,0%	- €	0,0%
77-Produits spécifiques	20 000 €	20 000 €	77 500 €	57 500 €	287,5%	57 500 €	74,2%
78-Reprises sur amortissements, dépréciations et pr	- €	330 000 €	10 000 €	10 000 €	NC	- 320 000 €	-3200,0%
TOTAL PRODUITS	**69 069 481 €**	**66 496 096 €**	**70 708 880 €**	**1 639 399 €**	**2,4%**	**4 212 783 €**	**6,0%**

Evolution DOB 2025 vs BP 2024 : +6.3 %
Evolution besoin contributif : 3.0 %

Nota : Des pistes de travail pour réduire ce besoin existent d'ici le budget 2025.

PRESENTATION PAR BLOC

EXPLOITATION

Les charges et produits d'exploitation représentent la part centrale du budget de fonctionnement avec les ouvrages. En dépense elles sont comptabilisées aux comptes 611, 62878 et 637 du chapitre 011. Les reventes sont suivies au compte 7078 (chapitre 70)

Les comparaisons qui suivent entre 2025 et 2024 sont basées sur le budget primitif 2024.

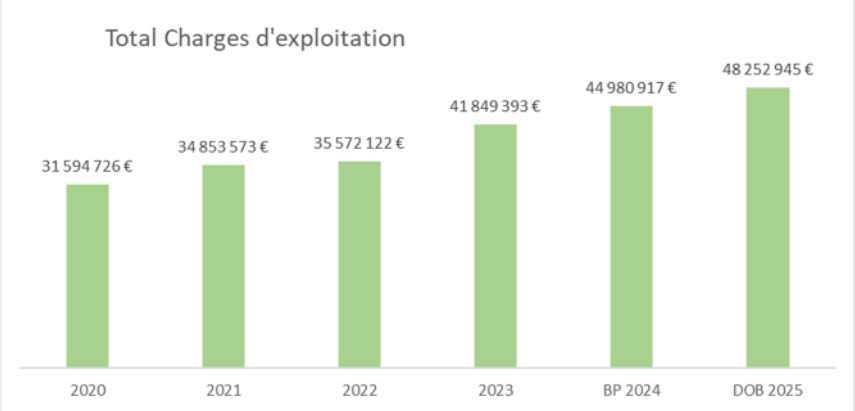
Points saillants :

TONNAGES :

Ordures ménagères : 104 573 T (- 3772 T).
Tout venant : 28 424 tonnes (-1 567 T).
Emballages : 36 379 tonnes (+2 134 T)

Les prévisions qui suivent seront actualisées d'ici le budget sur la base des données connues sur 10 mois d'exécution 2024 et des validations des tonnages prévisionnelles par chaque adhérent.

CHARGES :



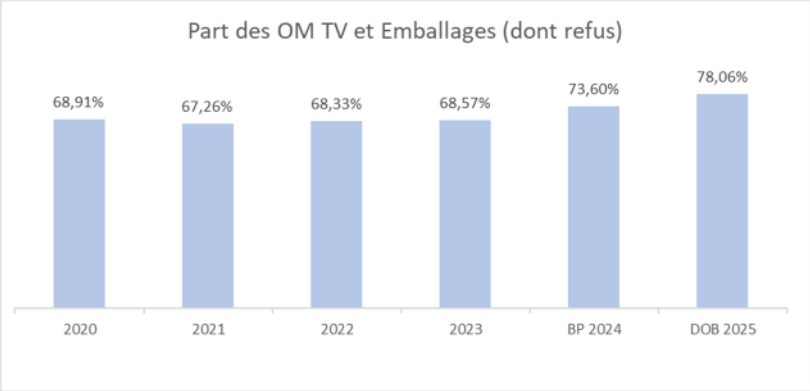
- Hausse des coûts des OM malgré une baisse attendue des tonnages à 104 573 tonnes soit une baisse de 3 771 tonnes par rapport à la prévision 2024 compte tenu de l'importance des charges fixes sur les infrastructures

- Baisse des tonnages de TV attendue (-1567 T) réduisant les charges variables de traitement.

- Réduction des charges de déchèteries sous l'effet de la REP opérationnelle qui prend en charge les coûts associés au plâtre, plastique rigide et au bois

- Hausse du coût des emballages liée à une année spécifique pour Vendée Tri. En effet, le site fermera plusieurs mois dans le cadre des travaux d'amélioration et d'extension de capacité du site entrainant une exportation plus importante (15 000 T au stade du DOB) d'emballages vers des sites privés.

Les OM, les emballages et le tout venant de déchèterie représentent 78.1% des charges.



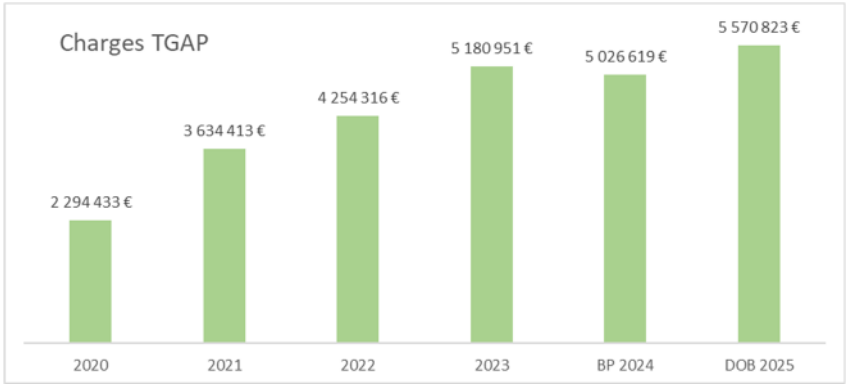
95.9 % des charges sont regroupées dans 8 gisements de déchets ménagers :

- OM
- TV
- EMBALLAGES
- GRAVAT
- DECHETS VERTS
- CARTON
- DMS
- FERRAILLE

Nota : Les gravats sont couverts en grande partie par une REP financière.

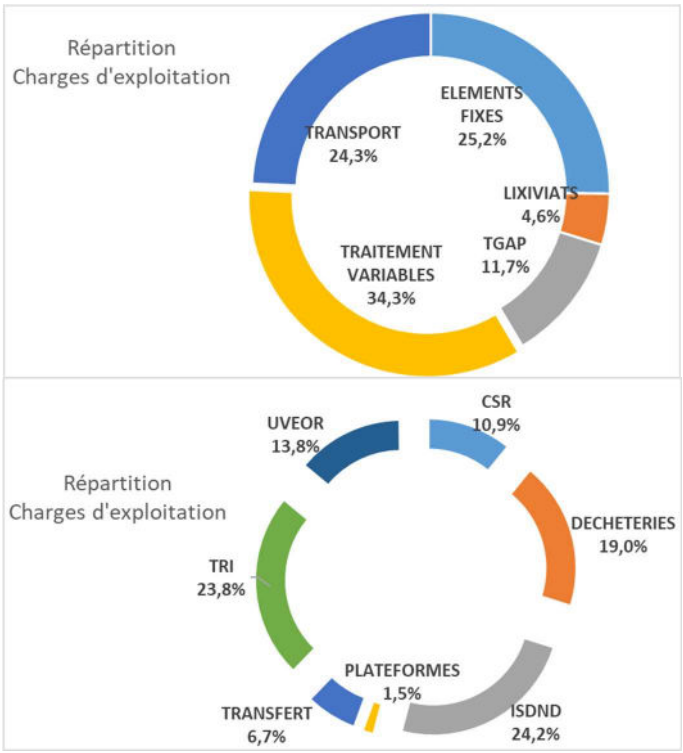
	BP 2024		DOB 2025	
ORDURES MENAGERES	39,56%		38,99%	
TOUT VENANT	10,30%	73,60%	9,99%	78,06%
EMBALLAGES	23,74%		29,09%	
GRAVATS	4,35%		4,15%	
DECHETS VERTS	5,41%		5,55%	
CARTONS	3,35%		3,42%	
DMS	2,84%	23,05%	2,95%	18,91%
FERRAILLES	2,51%		1,79%	
PLASTIQUES	1,86%		0,46%	
BOIS	2,72%		0,60%	

Il est notable que malgré la baisse en volume de la TGAP, liée à la réduction des tonnages enfouis (-4 494 Tonnes prévisionnelles), que l'impact de la hausse du coût unitaire de la taxe représente un surcoût 804 000 € sur les charges 2025.



Sans la perspective de baisse des tonnages, le surplus de TGAP serait augmenté de 0.324 M€.

Structuration des dépenses d'exploitation



Il est rappelé que la rigidité des charges est variable selon les flux.

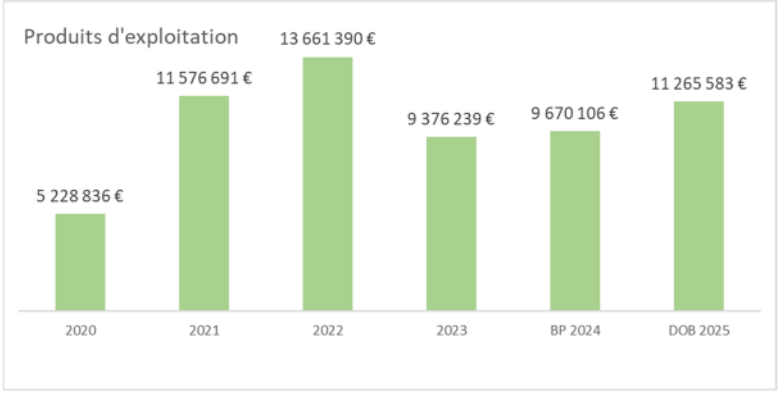
Les UVEOR sont les équipements qui connaissent le taux de charges fixes le plus élevé à 81.3% avec les centres de transfert dont la rigidité des charges est de 72,4%.

En revanche, les ISDND voient leurs coûts d'exploitation impactés fortement par la TGAP qui pèse pour 57.5% des charges d'exploitation.

Pour 2025, on signalera également le cas spécifique du tri des emballages. Celui-ci, sous l'effet de l'exportation en parallèle de la fermeture temporaire de Vendée Tri, connait une part de charges variables (hors transport) s'élever à 77.8%.

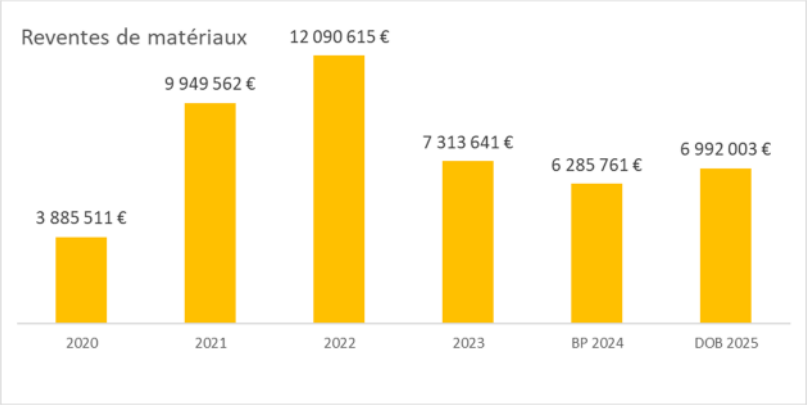
PRODUITS :

Les orientations 2025 proposent une hausse significative des produits des coopérations intercommunales (+0.89 M€). Une hausse des produits de reventes (0.70M€- effet prix) est également envisagée par rapport au budget 2024.

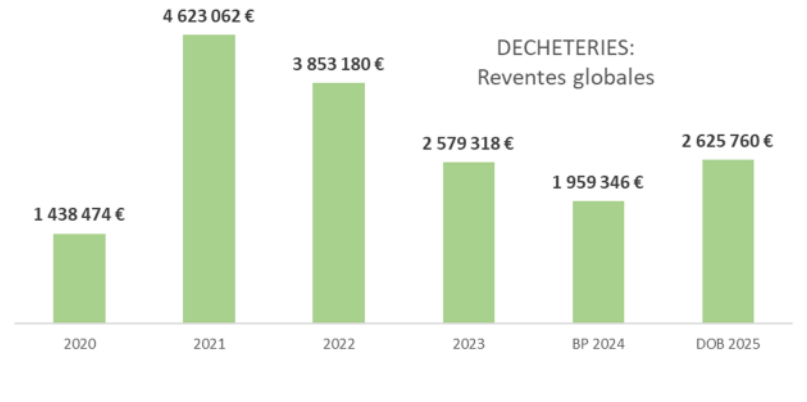


Reventes :

La hausse envisagée des reventes concerne principalement les déchèteries (Cartons à titre principal et ferrailles).

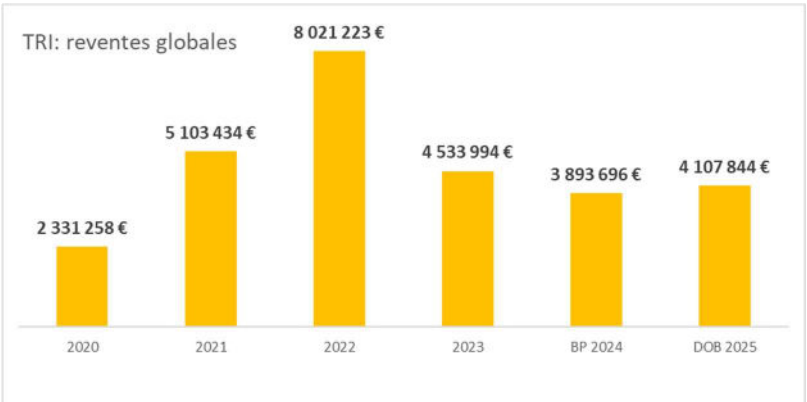


DECHETRIE : Reprise des reventes après 3 années de baisse



	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
FERRAILLE	750 523 €	2 808 755 €	2 153 461 €	1 622 634 €	1 154 316 €	1 398 309 €
CARTON	575 600 €	1 626 850 €	1 520 653 €	829 810 €	649 322 €	1 010 658 €
AUTRES	112 351 €	187 456 €	179 065 €	126 874 €	155 709 €	216 794 €
Total Déchèteries	**1 438 474 €**	**4 623 062 €**	**3 853 180 €**	**2 579 318 €**	**1 959 346 €**	**2 625 760 €**

TRI : Stabilité attendue du niveau des reventes



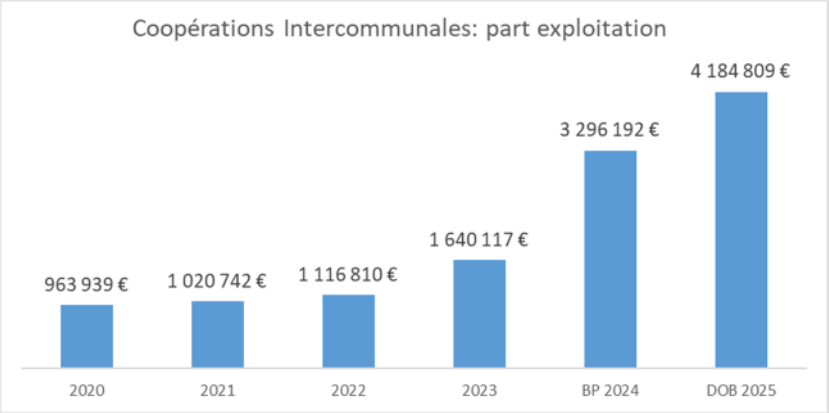
	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
EMBALLAGES	1 077 820 €	3 144 302 €	4 983 490 €	2 211 059 €	2 254 145 €	2 398 627 €
JRM CS	477 824 €	1 228 778 €	2 083 114 €	1 319 369 €	748 256 €	744 435 €
VERRE	775 614 €	730 354 €	954 619 €	1 003 566 €	891 295 €	964 782 €
Total TRI	**2 331 258 €**	**5 103 434 €**	**8 021 223 €**	**4 533 994 €**	**3 893 696 €**	**4 107 844 €**

Synthèse des prix unitaires

	2021	2022	2023	BP 2024	Px Moyen 2024	DOB 2025
Ferraille dech	241,52 €	224,91 €	175,23 €	127,67 €	135,87 €	148,52 €
Carton dech	153,89 €	137,04 €	77,95 €	59,64 €	103,13 €	89,43 €
Cartonnettes	135,54 €	113,96 €	48,14 €	60,00 €	84,93 €	70,00 €
Papier	82,11 €	146,14 €	104,92 €	75,00 €	101,47 €	80,00 €
Aciers	213,49 €	231,84 €	110,35 €	90,00 €	86,67 €	120,00 €
Plastiques triés	211,40 €	493,10 €	231,81 €	216,40 €	199,25 €	211,81 €

Coopérations Intercommunales :

Les participations des collectivités membres des deux coopérations sont le reflet des variations des charges d'exploitation constatée dans le budget. En conséquence, à tonnage similaire, les participations sont en croissance pour 2025.



Les orientations prévoient ainsi une variation à la hausse des prix unitaires des deux coopérations. Le cout du tri des emballages devraiet connaitre la hausse la plus significative compte tenu de la fermeture de Vendée Tri au dernier trimestre 2025.

Prix unitaire HT coopérations	2020	2021	2022	2023	2024	2025
EMBALLAGES	163,0 €	167,6 €	170,6 €	184,2 €	192,0 €	250,0 €
REFUS DE TRI	114,0 €	120,4 €	125,4 €	187,1 €	189,0 €	196,0 €
CSR TRIVALANDES	- €	- €	- €	- €	170,0 €	202,0 €

Il est précisé que l'ensemble du prix n'est pas affecté à l'exploitation. En effet, à l'intérieur de celui-ci, une fraction est affecté aux ouvrages et une seconde à la gestion administrative de la collectivité.

<u>Part exploitation des produits issus de la coopération :</u>

	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
ENTENTE INTERCOMMUNALE VENDEE TRI	**963 939 €**	**1 020 742 €**	**1 116 810 €**	**1 331 915 €**	**1 502 243 €**	**1 986 292 €**
Dont EMBALLAGES	*791 509 €*	*797 449 €*	*866 575 €*	*959 241 €*	*1 095 923 €*	*1 553 203 €*
Dont Refus de Tri	*172 430 €*	*223 292 €*	*250 235 €*	*372 674 €*	*406 320 €*	*433 089 €*
COOPERATION INTERCOMMUNALE CSR	**- €**	**- €**	**- €**	**308 202 €**	**1 793 949 €**	**2 198 516 €**
TOTAL part Exploitation	**963 939 €**	**1 020 742 €**	**1 116 810 €**	**1 640 117 €**	**3 296 192 €**	**4 184 809 €**

EXPLOITATION : SYNTHESE PAR GRAND BLOC DE TRAITEMENT

OM : Hausse prévisionnelle des Lixiviats et de la TGAP

Les charges d'exploitation des OM sont évaluées pour 2025 en hausse de 5.7%.

COUT PREVISIONNEL EXPLOIT.	BP 2024	DOB 2025	Variation 2025 vs 2024	
OMR	12 997 413 €	13 345 407 €	347 994 €	2,7%
OMR Lixiviats	1 507 901 €	1 831 184 €	323 283 €	21,4%
OMR TGAP	3 287 186 €	3 635 642 €	348 456 €	10,6%
OMR TOTAL	**17 792 500 €**	**18 812 233 €**	**1 019 733 €**	**5,7%**

La hausse de la TGAP aurait été renforcée sans une baisse des tonnages à enfouir de 3718 Tonnes, sans celle-ci, l'augmentation aurait été de 605 000 €.

PART DE L'EXPLOITATION	BP 2024	DOB 2025
OMR	28,9%	27,7%
OMR Lixiviats	3,4%	3,8%
OMR TGAP	7,3%	7,5%
OMR TOTAL	**39,6%**	**39,0%**

PU/T HT	BP 2024	DOB 2025	Variation 2025 vs 2024	
OMR	119,96 €	127,62 €	7,7 €	6,4%
OMR Lixiviats	13,92 €	17,51 €	3,6 €	25,8%
OMR TGAP	30,34 €	34,77 €	4,4 €	14,6%
OMR TOTAL	**164,22 €**	**179,89 €**	**15,7 €**	**9,5%**

Décomposition de l'exploitation des ordures ménagères par type d'ouvrage :

	BP 2024	DOB 2025	Variation 2025 vs 2024	
TMB- Compostage	5 560 788 €	5 553 309 €	- 7 478 €	-0,1%
CSR Trivalandes	2 333 497 €	2 414 174 €	80 677 €	3,5%
Ultimes	*1 078 354 €*	*1 040 360 €*	*- 37 994 €*	*-3,5%*
Lixiiviats	*1 507 901 €*	*1 831 184 €*	*323 283 €*	*21,4%*
TGAP	*3 287 186 €*	*3 635 642 €*	*348 456 €*	*10,6%*
Transport	2 721 704 €	2 939 437 €	217 733 €	8,0%
Transfert	1 303 070 €	1 398 126 €	95 056 €	7,3%
TOTAL CHARGES	**17 792 500 €**	**18 812 233 €**	**1 019 733 €**	**5,7%**
Reventes (compost et Fer.)	417 635 €	225 959 €	- 191 676 €	-45,9%
Coopération intercommunale	1 793 949 €	2 198 516 €	404 567 €	22,6%
TOTAL PRODUITS	**2 211 584 €**	**2 424 475 €**	**212 891 €**	**9,6%**
TOTAL HT	**15 580 916 €**	**16 387 757 €**	**806 842 €**	**5,2%**
Total Ultimes	5 873 441 €	6 507 186 €	633 745 €	10,8%

Structure des coûts d'exploitation des ordures ménagères (fixes et variables) :

	BP 2024	DOB 2025
ELEMENTS FIXES	**9 050 674 €**	**9 579 945 €**
	50,9%	50,9%

	BP 2024	DOB 2025
ELEMENTS VARIABLES	**8 741 825 €**	**9 232 287 €**
	49,1%	49,1%

TV : Baisse des tonnages mais hausse des PU/T

COUT PREVISIONNEL EXPLOIT.	BP 2024	DOB 2025	Variation 2025 vs 2024	
TV	2 518 694 €	2 374 869 €	- 143 825 €	-5,7%
TV Lixiviats	374 123 €	511 171 €	137 048 €	36,6%
TV TGAP	1 739 433 €	1 935 181 €	195 748 €	11,3%
TV TOTAL	**4 632 250 €**	**4 821 221 €**	**188 972 €**	**4,1%**

La hausse de la TGAP impacte les TV de 285 000 €. Sans la baisse des tonnage la hausse aurait été renforcée de 105 000 € supplémentaires.

PART DE L'EXPLOITATION	BP 2024	DOB 2025
TV	5,6%	4,9%
TV Lixiviats	0,8%	1,1%
TV TGAP	3,9%	4,0%
TV TOTAL	**10,3%**	**10,0%**

PU/T HT	BP 2024	DOB 2025	Variation 2025 vs 2024	
TV	83,98 €	83,55 €	- 0,4 €	-0,5%
TV Lixiviats	12,47 €	17,98 €	5,5 €	44,2%
TV TGAP	58,00 €	68,08 €	10,1 €	17,4%
TV TOTAL	**154,46 €**	**169,62 €**	**15,2 €**	**9,8%**

Décomposition de l'exploitation des Tout-Venant par type d'ouvrage :

	BP 2024	DOB 2025	Variation 2025 vs 2024	
Ultimes	*607 915 €*	*622 893 €*	*14 978 €*	*2,5%*
Lixiiviats	*374 123 €*	*511 171 €*	*137 048 €*	*36,6%*
TGAP	*1 739 433 €*	*1 935 181 €*	*195 748 €*	*11,3%*
Transport	1 666 481 €	1 578 333 €	- 88 148 €	-5,3%
Transfert	244 297 €	173 642 €	- 70 655 €	-28,9%
TOTAL CHARGES	**4 632 250 €**	**4 821 221 €**	**188 971 €**	**4,1%**
Reventes			- €	
Coopération intercommunale			- €	
TOTAL PRODUITS	**- €**	**- €**	**- €**	**0,0%**
TOTAL HT	**4 632 250 €**	**4 821 221 €**	**188 971 €**	**4,1%**
Total Ultimes	2 721 471 €	3 069 246 €	347 775 €	12,8%

Structure des coûts d'exploitation des Tout-Venant (fixes et variables) :

	BP 2024	DOB 2025
ELEMENTS FIXES	**1 619 768 €**	**2 673 590 €**
	15,2%	19,0%

	BP 2024	DOB 2025
ELEMENTS VARIABLES	**9 060 007 €**	**11 361 184 €**
	84,8%	81,0%

EMBALLAGES : une année à exportation renforcée

Des orientations construites sur un scénario provisoire :

Semestre 1 = Nouveau marché – fonctionnement comme en 2024
Semestre 2 = Tranche optionnelle 1 du nouveau marché avec fermeture du site pendant 3 mois

Il est précisé que cette hyptohèse sera ratravaillé d'ici le budget 2025 sur la base de l'oiffre qui aura été retenu dans l'intervalle..

Les charges d'exploitation vont croitre en 2025 pour atteindre 12.335 M€ sous l'effet du nouveau marché de vendée tri. Les coût sseront notamment impactés par le renforcement de l'exportation des emballages vers des sites privés pendant 3 mois (15 000 Tonnes).
Une partie de ce surcoût sera pris en charges dans les participations des collectivités membres de la coopération intercommunale.

Décomposition de l'exploitation des Emballages (dont refus de tri) par type d'ouvrage :

	BP 2024	DOB 2025	Variation 2025 vs 2024	
Vendée Tri	4 880 972 €	4 668 388 €	- 212 583 €	-4,4%
Tri exportation	1 562 207 €	4 650 511 €	3 088 304 €	197,7%
Ultimes	*1 264 767 €*	*1 495 367 €*	*230 600 €*	*18,2%*
TGAP	*336 516 €*	*51 513 €*	*- 285 003 €*	*-84,7%*
Transport Vendée	1 471 120 €	1 118 305 €	- 352 815 €	-24,0%
Transport Exportation	333 207 €	1 167 877 €	834 670 €	250,5%
Transfert	830 986 €	882 813 €	51 827 €	6,2%
TOTAL CHARGES	**10 679 774 €**	**14 034 774 €**	**3 355 000 €**	**31,4%**
Reventes	2 254 145 €	2 398 627 €	144 481 €	6,4%
Coopération intercommunale	1 502 243 €	1 986 292 €	484 049 €	32,2%
TOTAL PRODUITS	**3 756 389 €**	**4 384 919 €**	**628 531 €**	**16,7%**
TOTAL HT	**6 923 386 €**	**9 649 855 €**	**2 726 469 €**	**39,4%**
Total Ultimes	1 601 283 €	1 546 880 €	- 54 403 €	-3,4%

Structure des coûts d'exploitation des Emballages (fixes et variables) :

a) Emballages seuls

	BP 2024	DOB 2025
ELEMENTS FIXES	**1 496 616 €**	**2 673 590 €**
	16,8%	21,7%

	BP 2024	DOB 2025
ELEMENTS VARIABLES	**7 410 664 €**	**9 661 974 €**
	83,2%	78,3%

b) Emballages et refus de tri

	BP 2024	DOB 2025
ELEMENTS FIXES	**1 619 768 €**	**2 673 590 €**
	15,2%	19,0%

	BP 2024	DOB 2025
ELEMENTS VARIABLES	**9 060 007 €**	**11 361 184 €**
	84,8%	81,0%

DECHETERIES : La REP PMCB en année pleine

= Baisse des coûts par la prise en charge directe de la REP opérationnelle

= Un gisement susceptible de repartir à la hausse.

		2024	2025	2025 vs 2024
DECHETERIES HORS REP DECH.	Déchets végétaux	86 375	92 329	5 954
	Carton	11 341	11 772	432
	DMS hors ECODDS	1 535	1 624	89
	Ferraille	9 041	9 415	374
	Polystyrène	213	217	5
	Souches	1 514	1 465	- 49
	Papier Dech	812	832	20
REP OPERATIONNELLE	Plastiques	4 019	6 386	2 366
	Plaques de plâtre	2 764	3 049	285
	Bois	13 103	26 102	12 999
	DEA	23 727	13 353	- 10 374
	DEEE	7 838	8 103	265
	DMS ECODDS	880	966	86
REP FINANCIERE	Gravats	80 182	78 936	- 1 246
	Amiante	391	450	59
TOTAL	Gisement	243 734	254 999	11 266

Les déchets concernés par la REP opérationnelle voit leur coût se réduire de façon significative en 2025 (Bois, Platre, Plastiques).

Les ferrailles, sous l'effet du nouveau marché et d prix de reventes mieux positionnés réduisent également le coût net (hors souitiens) des déchèteries pour 2025.

	DOB 2025				Variation 2025-2024	
	Charges	Produits	Net	PU net	€	€/T
DECHETS VERTS	2 679 333 €	- €	2 679 333 €	29,0 €	246 689 €	1,0 €
GRAVATS	2 004 414 €	- €	2 004 414 €	25,4 €	49 065 €	1,1 €
CARTON	1 648 369 €	1 010 658 €	637 712 €	54,2 €	- 221 027 €	- 22,5 €
BOIS	287 741 €	- €	287 741 €	11,0 €	- 936 424 €	- 81,5 €
DMS	1 421 944 €	112 925 €	1 309 019 €	505,4 €	86 285 €	3,3 €
PLASTIQUES DECH.	221 447 €	- €	221 447 €	34,7 €	- 616 237 €	- 169,1 €
FERRAILLE	862 353 €	1 398 309 €	- 535 955 €	- 56,9 €	- 512 717 €	- 54,4 €
PLAQUES PLATRE	- €	- €	- €	- €	- 245 577 €	- 86,8 €
POLYSTYRENE	251 760 €	- €	251 760 €		14 501 €	- 1 113,3 €
AMIANTE	293 180 €	- €	293 180 €	1 158,7 €	79 250 €	605,2 €
SOUCHES	121 270 €	- €	121 270 €	82,8 €	- 1 882 €	2,9 €
PAPIER DECH.	11 276 €	63 869 €	- 52 592 €	- 63,2 €	- 7 542 €	- 7,7 €
D3E	- €	- €	- €	- €	- €	- €
DEA	- €	- €	- €	- €	- €	- €
AUTRES	122 048 €	128 771 €	- 6 723 €	- €	- 8 829 €	
TOTAL	**9 925 136 €**	**2 714 531 €**	**7 210 605 €**	**28,3 €**	**- 2 074 446 €**	**- 9,8 €**

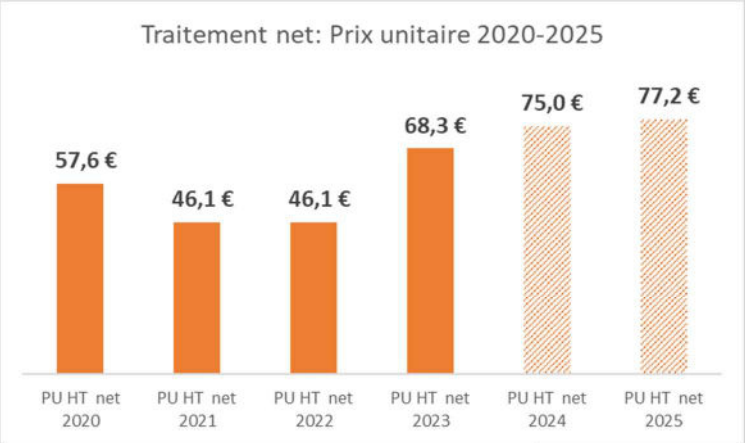
Nota : Les soutiens seront développés dans un point spéciifique.

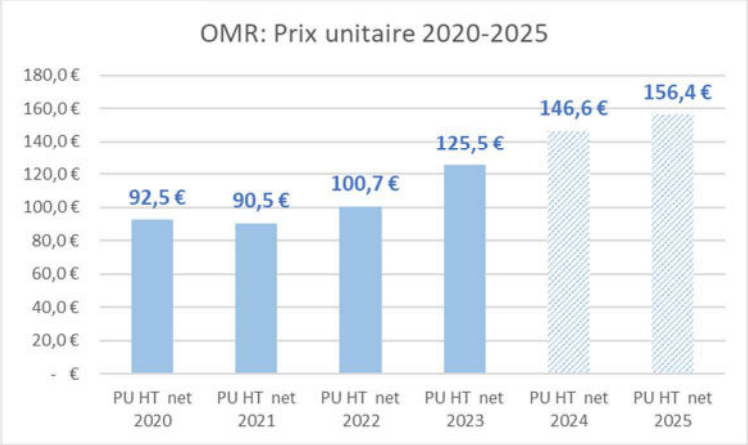
EXPLOITATION : Récapitulatif net par matériaux

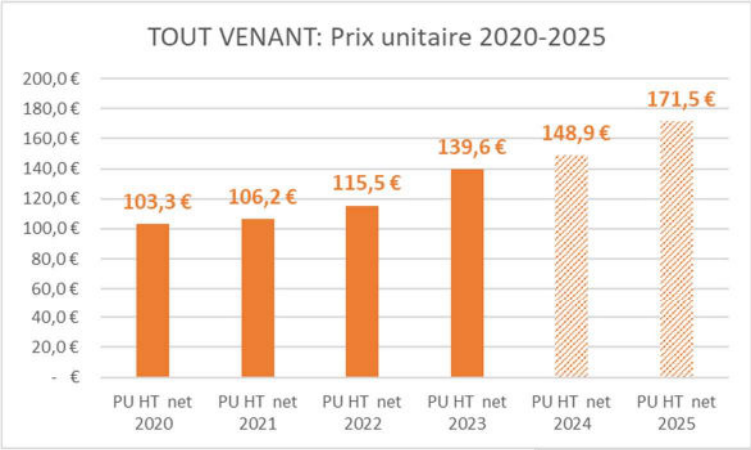
La variation 2024-2025 (+1.548 M€) est portée par 3 éléments principaux :

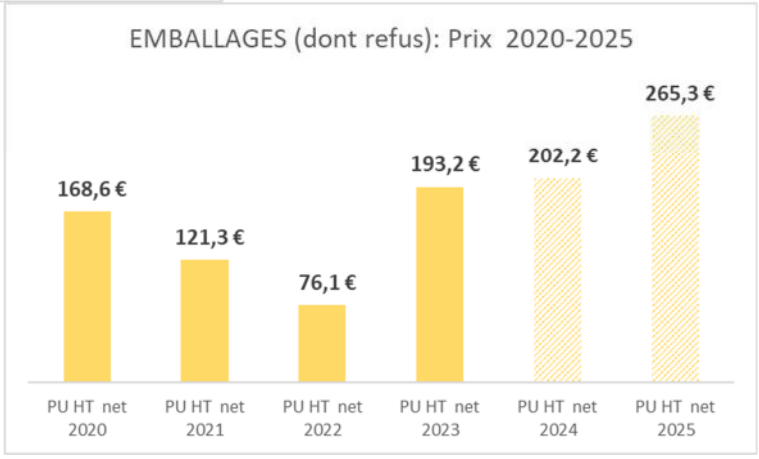
- **Augmentation de la fiscalité déchets (TGAP) et du traitement des lixiviats (OM et TV)**
- **Accroissement conjoncturel de l'exportation des emballages et nouveau marché de tri**
- **Réduction des charges en déchèterie avec la REP PMCB en année pleine**

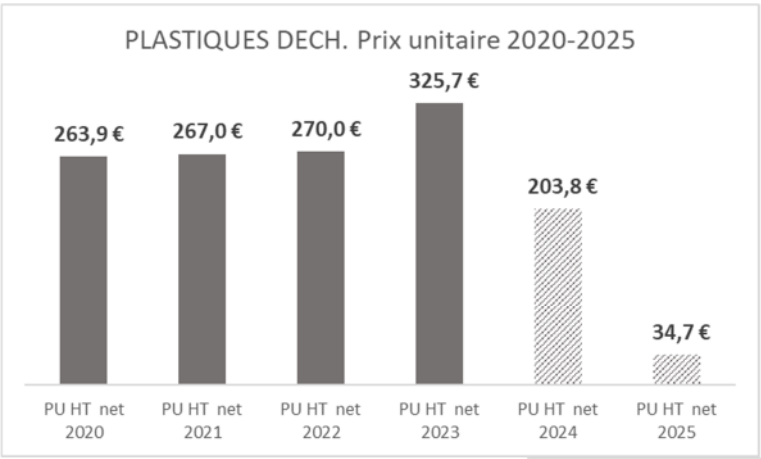
	DOB 2025				Variation 2025-2024	
	Charges	Produits	Net	PU net	€	€/T
OMR	18 812 233 €	2 456 915 €	16 355 318 €	156,4 €	789 485 €	9,8 €
TOUT VENANT	4 821 221 €	- €	4 821 221 €	171,5 €	188 972 €	22,6 €
EMBALLAGES	12 335 563 €	3 951 830 €	8 383 733 €	230,5 €	2 873 781 €	69,6 €
REFUS TRI	1 699 211 €	433 089 €	1 266 122 €	34,8 €	- 147 312 €	- 6,5 €
DECHETS VERTS	2 679 333 €	- €	2 679 333 €	29,0 €	246 689 €	1,0 €
GRAVATS	2 004 414 €	- €	2 004 414 €	25,4 €	49 065 €	1,1 €
CARTON	1 648 369 €	1 010 658 €	637 712 €	54,2 €	- 221 027 €	- 22,5 €
BOIS	287 741 €	- €	287 741 €	11,0 €	- 936 424 €	- 81,5 €
DMS	1 421 944 €	112 925 €	1 309 019 €	505,4 €	86 285 €	3,3 €
PLASTIQUES DECH.	221 447 €	- €	221 447 €	34,7 €	- 616 237 €	- 169,1 €
FERRAILLE	862 353 €	1 398 309 €	- 535 955 €	- 56,9 €	- 512 717 €	- 54,4 €
PLAQUES PLATRE	- €	- €	- €	- €	- 245 577 €	- 86,8 €
POLYSTYRENE	251 760 €	- €	251 760 €	1 158,7 €	14 501 €	45,4 €
AMIANTE	293 180 €	- €	293 180 €	651,6 €	79 250 €	98,0 €
SOUCHES	121 270 €	- €	121 270 €	82,8 €	- 1 882 €	2,9 €
FFOM	355 381 €	- €	355 381 €	113,9 €	152 190 €	5,6 €
D3E	- €	- €	- €	- €	- €	- €
DEA	- €	- €	- €	- €	- €	- €
PAPIER	77 557 €	808 304 €	- 730 747 €	- 69,4 €	23 287 €	- 0,7 €
VERRE	237 920 €	964 782 €	- 726 862 €	- 17,3 €	- 136 946 €	- 3,4 €
AUTRES	122 048 €	128 771 €	- 6 723 €		- 136 982 €	
TOTAL	**48 252 945 €**	**11 265 583 €**	**36 987 363 €**	**77,2 €**	**1 548 399 €**	**2,2 €**

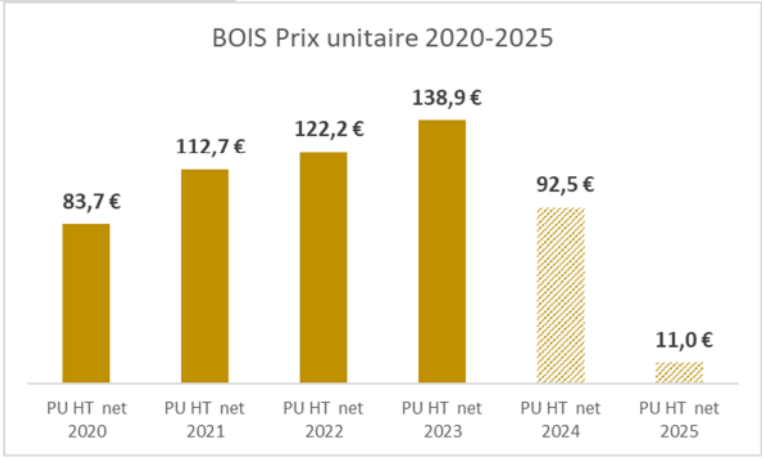


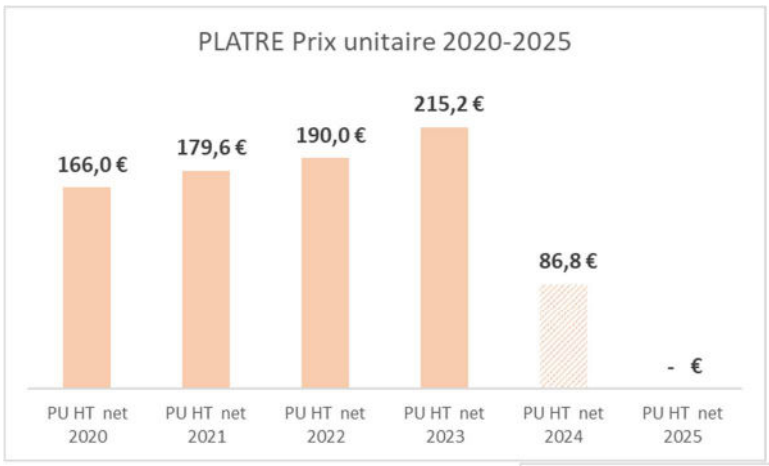


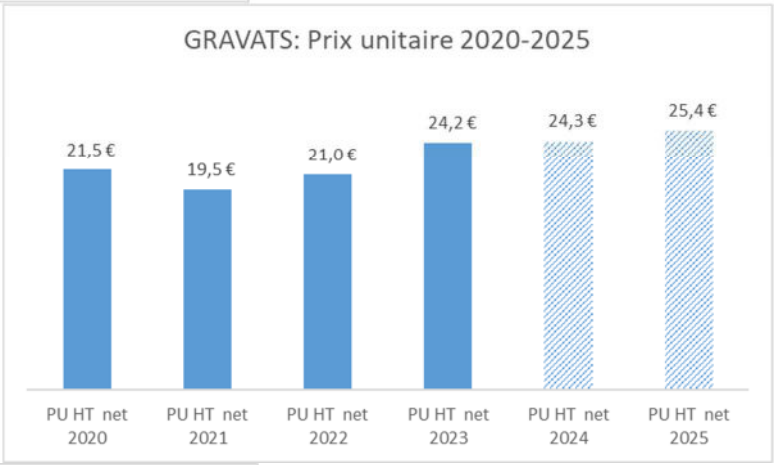

TOUT VENANT: Prix unitaire 2020-2025
200,0 €
180,0 €
160,0 €
140,0 €
120,0 €
100,0 €
80,0 €
60,0 €
40,0 €
20,0 €
- €
103,3 €
106,2 €
115,5 €
139,6 €
148,9 €
171,5 €
PU HT net 2020
PU HT net 2021
PU HT net 2022
PU HT net 2023
PU HT net 2024
PU HT net 2025

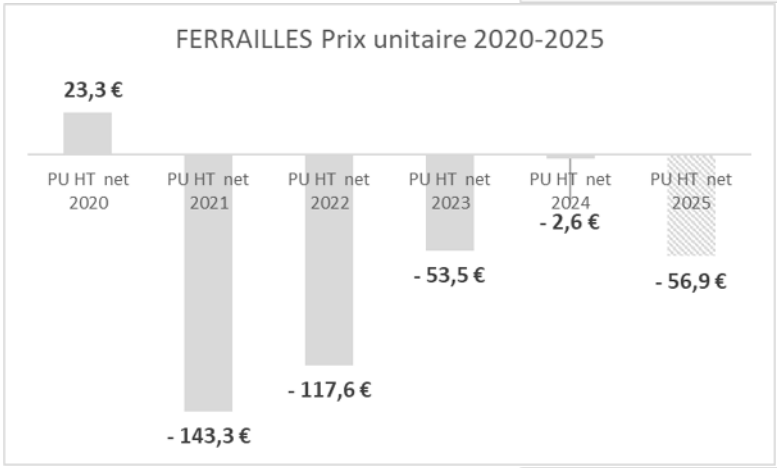

EMBALLAGES (dont refus): Prix 2020-2025
168,6 €
121,3 €
76,1 €
193,2 €
202,2 €
265,3 €
PU HT net 2020
PU HT net 2021
PU HT net 2022
PU HT net 2023
PU HT net 2024
PU HT net 2025

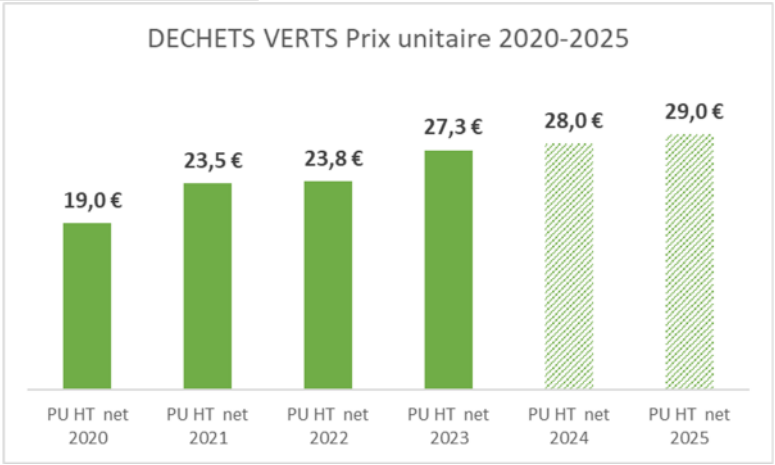

PLASTIQUES DECH. Prix unitaire 2020-2025
263,9 €
267,0 €
270,0 €
325,7 €
203,8 €
34,7 €
PU HT net 2020
PU HT net 2021
PU HT net 2022
PU HT net 2023
PU HT net 2024
PU HT net 2025

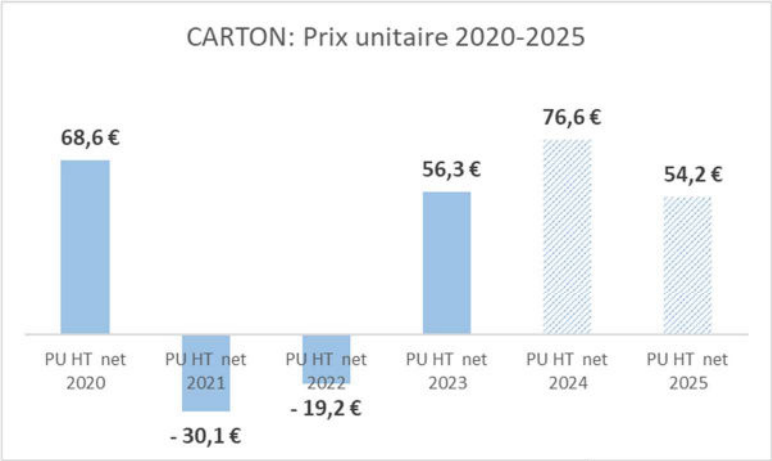

BOIS Prix unitaire 2020-2025
83,7 €
112,7 €
122,2 €
138,9 €
92,5 €
11,0 €
PU HT net 2020
PU HT net 2021
PU HT net 2022
PU HT net 2023
PU HT net 2024
PU HT net 2025

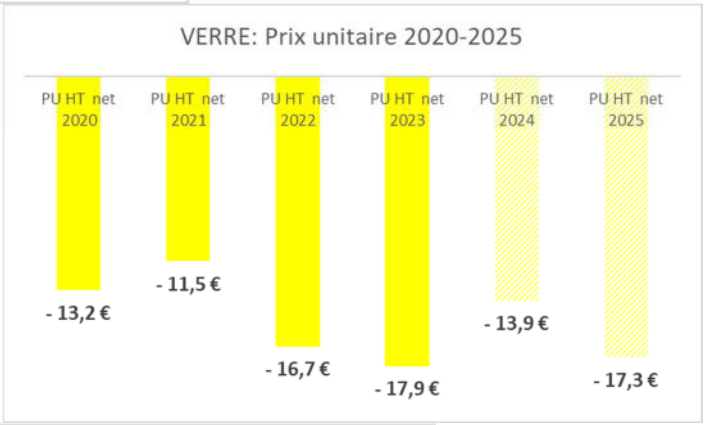

PLATRE Prix unitaire 2020-2025
166,0 €
179,6 €
190,0 €
215,2 €
86,8 €
- €
PU HT net 2020
PU HT net 2021
PU HT net 2022
PU HT net 2023
PU HT net 2024
PU HT net 2025

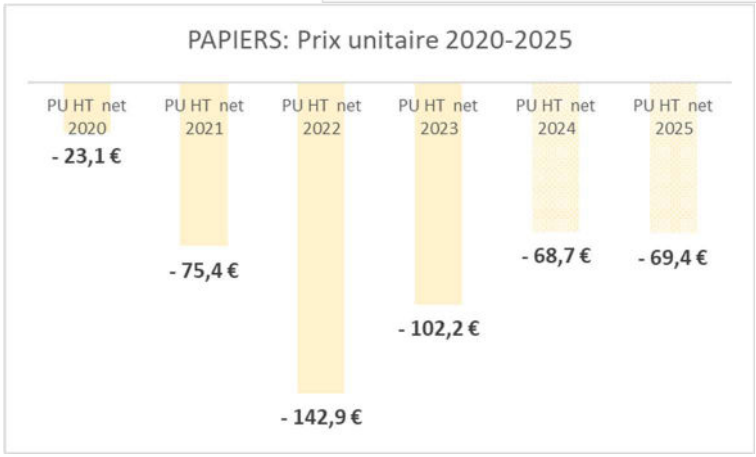

GRAVATS: Prix unitaire 2020-2025
21,5 €
19,5 €
21,0 €
24,2 €
24,3 €
25,4 €
PU HT net 2020
PU HT net 2021
PU HT net 2022
PU HT net 2023
PU HT net 2024
PU HT net 2025


FERRAILLES Prix unitaire 2020-2025
23,3 €
- 143,3 €
- 117,6 €
- 53,5 €
- 2,6 €
- 56,9 €
PU HT net 2020
PU HT net 2021
PU HT net 2022
PU HT net 2023
PU HT net 2024
PU HT net 2025


DECHETS VERTS Prix unitaire 2020-2025
19,0 €
23,5 €
23,8 €
27,3 €
28,0 €
29,0 €
PU HT net 2020
PU HT net 2021
PU HT net 2022
PU HT net 2023
PU HT net 2024
PU HT net 2025





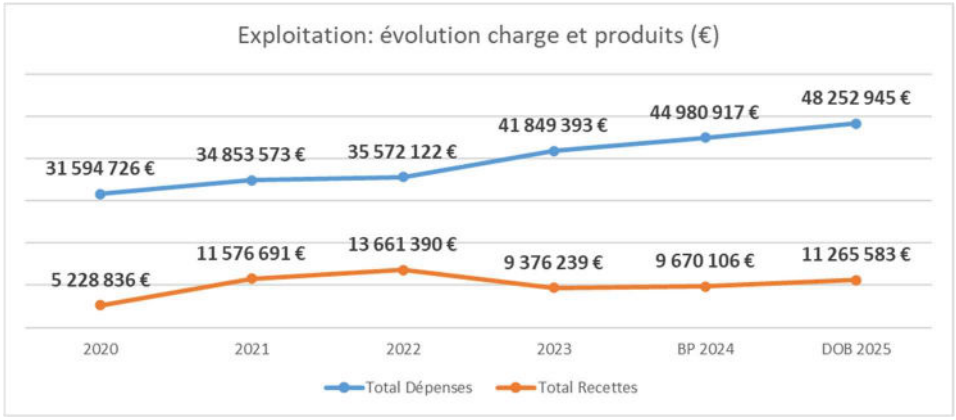


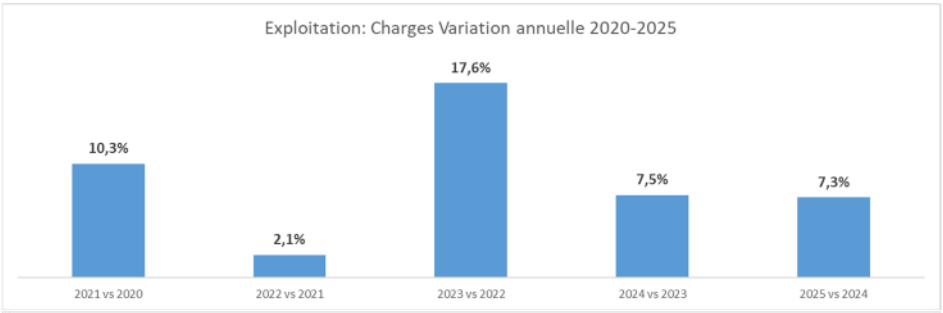
<u>Conclusion sur l'exploitation :</u>

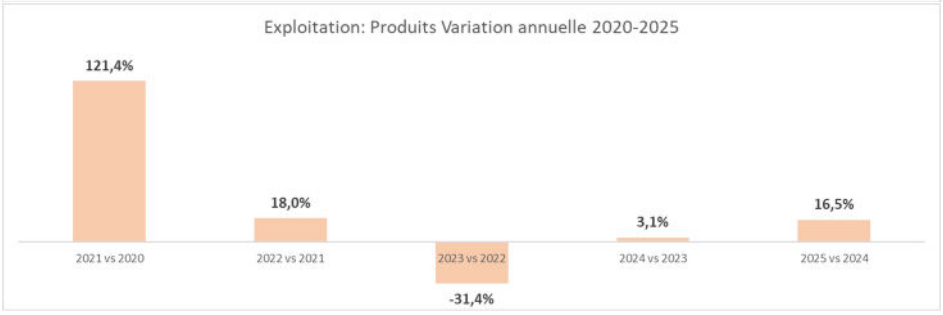
Malgré la réduction progressive des charges de déchèterie en 2024 et 2025, le mouvement d'ensemble est orienté à la hausse pour les motifs évoqués plus haut (TGAP, Lixiviats, révision des prix et contextes spécifiques à l'instar des emballages pour 2025.

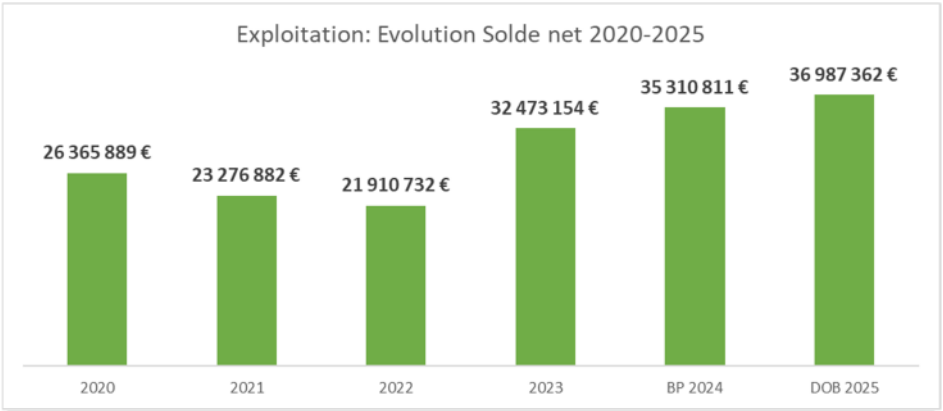
La variation des produits est nettement liée aux reventes de matériaux qui ont oscillé au cours de la période. D'un montant historiquement faible en 2020, les reventes ont connu un point culminant en 2022 avant de se stabiliser depuis 2023.

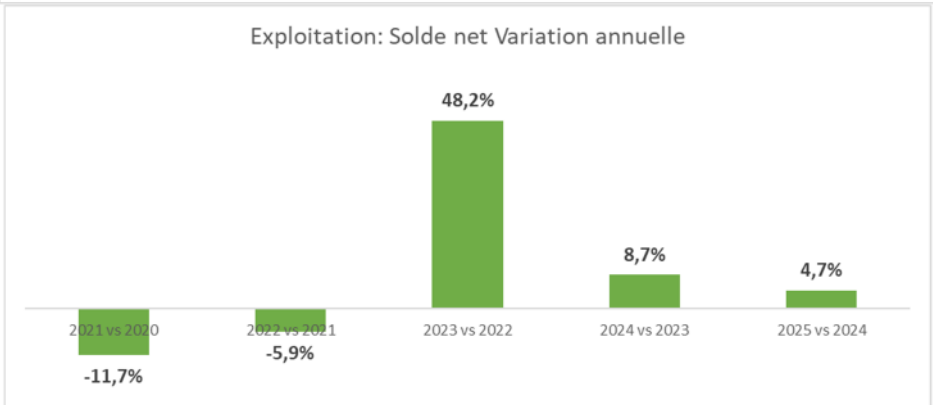
Le hausse des produits 2024 et surtout 2025 est ainsi plus particulièrement liée aux coopérations intercommunales (effet volume et effet prix).


Exploitation: évolution charge et produits (€)
31 594 726 €
34 853 573 €
35 572 122 €
41 849 393 €
44 980 917 €
48 252 945 €
5 228 836 €
11 576 691 €
13 661 390 €
9 376 239 €
9 670 106 €
11 265 583 €
2020
2021
2022
2023
BP 2024
DOB 2025
Total Dépenses
Total Recettes


Exploitation: Charges Variation annuelle 2020-2025
10,3%
2,1%
17,6%
7,5%
7,3%
2021 vs 2020
2022 vs 2021
2023 vs 2022
2024 vs 2023
2025 vs 2024


Exploitation: Produits Variation annuelle 2020-2025
121,4%
18,0%
-31,4%
3,1%
16,5%
2021 vs 2020
2022 vs 2021
2023 vs 2022
2024 vs 2023
2025 vs 2024

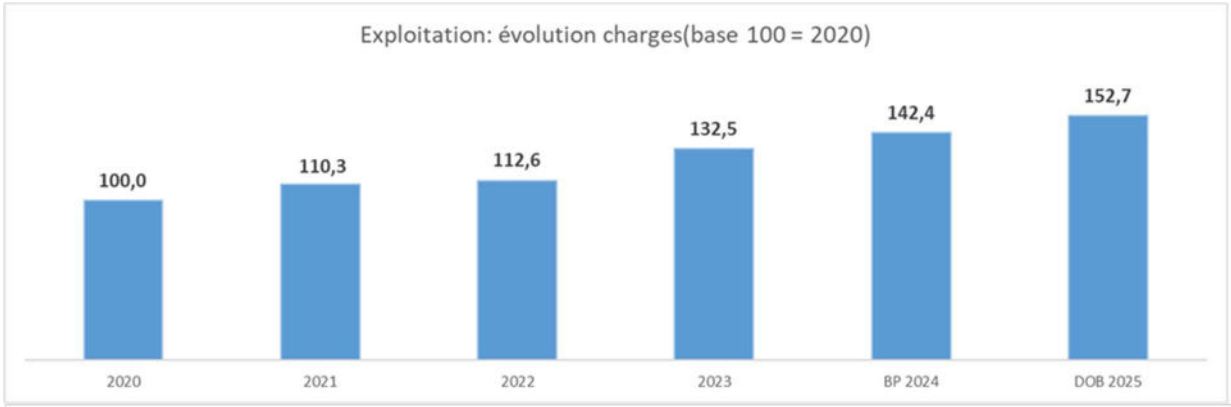

Exploitation: Evolution Solde net 2020-2025
26 365 889 €
23 276 882 €
21 910 732 €
32 473 154 €
35 310 811 €
36 987 362 €
2020
2021
2022
2023
BP 2024
DOB 2025

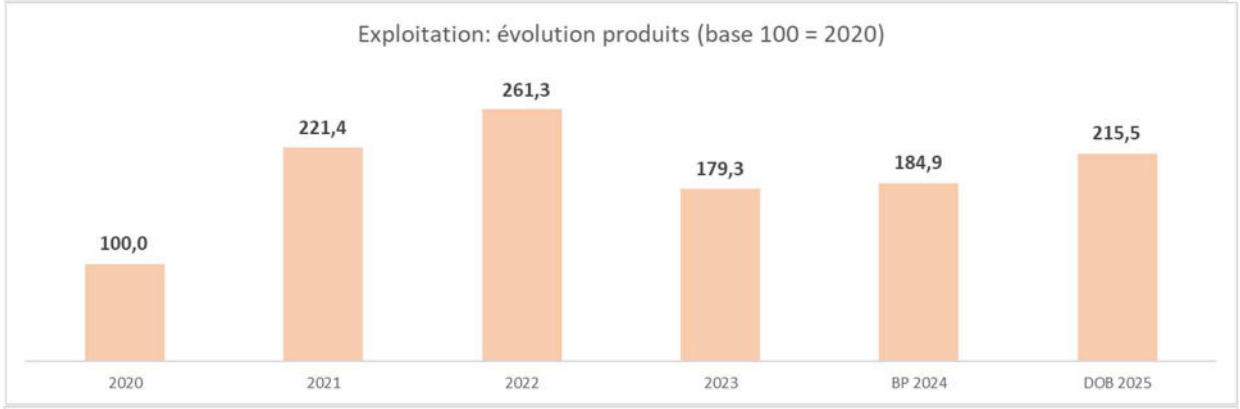

Exploitation: Solde net Variation annuelle
-11,7%
-5,9%
48,2%
8,7%
4,7%
2021 vs 2020
2022 vs 2021
2023 vs 2022
2024 vs 2023
2025 vs 2024

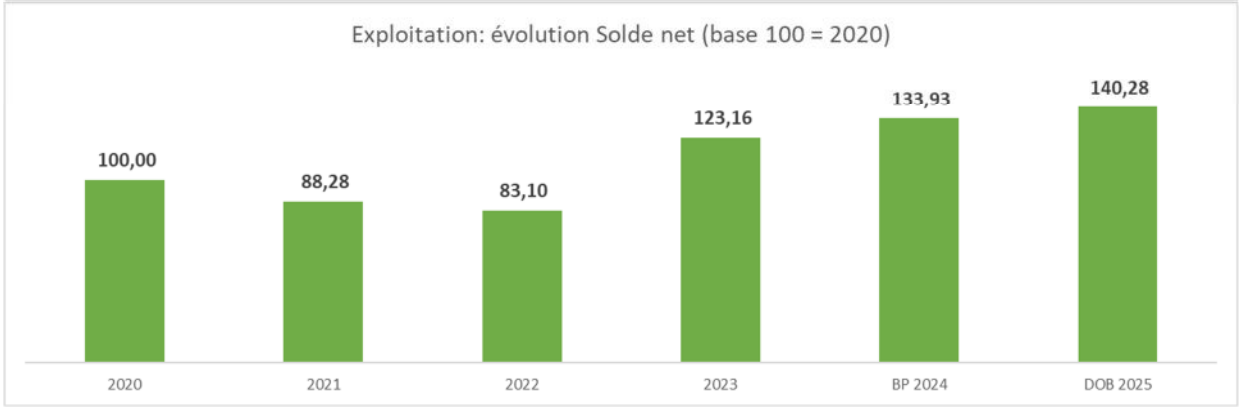
Rapportée en base 100 pour l'exercice 2020, l'évolution des charges et des produits met en perspective deux constats :

- Les charges augmentent régulièrement sous l'effet conjugué des tonnages des prix et de la TGAP. Le phénomène s'est accéléré en 2023 avec la crise inflationniste.

- Les produits, après l'exercice 2020 en fort décrochage, sont remontés fortement en 2021 et 2022. Avant de décroitre (prévision) en 2023 et encore plus en 2024. Ce sujet très sensible avec la variation des marchés de rachat reste un point de grande vigilance.







Enfin, l'expérimentation de la mise en œuvre d'autorisations d'engagement qui a été menée en 2024 s'est révélée concluante.

Il est rappelé que les Autorisations d'Engagement (AE) permettent, comme les Autorisations de Programme (AP) en investissement, de comptabiliser et de suivre des engagements juridiques qui s'étalent sur plusieurs années (hors personnel).

Par exemple, les marchés d'exploitation engagent juridiquement le syndicat sur 4 années (en général) pour des montants très importants ; d'où l'intérêt d'acter et de suivre l'évolution financière pour ces engagements juridiques pluriannuels.

En synthèse, la mise en place d'Autorisations d'Engagement facilite la gestion comptable et permet un meilleur suivi financier des engagements juridiques pour les marchés d'exploitation.

Dans ce contexte le principe va être étendu en 2025 à l'ensemble du suivi d'exploitation dont les contrats sont le plus souvent pluriannuels.

Ainsi 5 autorisations d'engagement seront déployées à compter de 2025 :

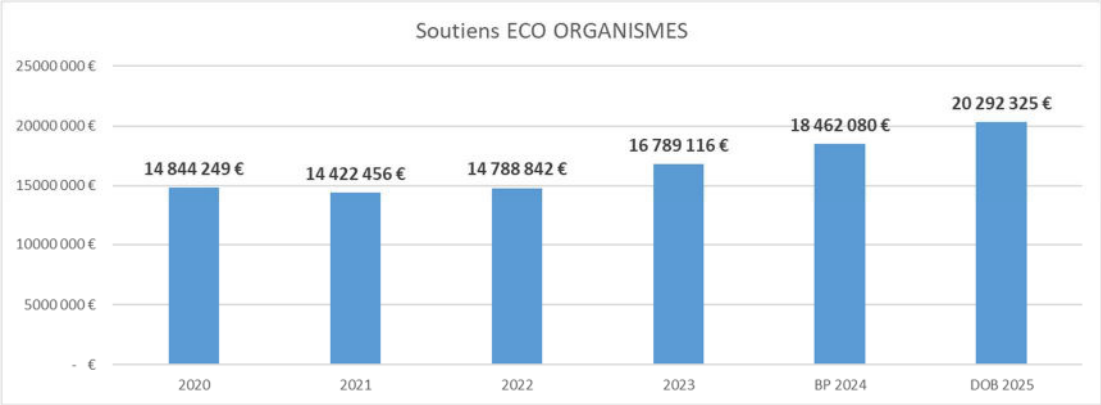
- AE DECHETERIES (2025-2028)
- AE ILE D'YEU (2025-2028)
- AE TRANSFERT ET TRANSPORT (2025-2029)
- AE TRI (2025-2032)
- AE ULTIMES (2025-2028)

SOUTIENS

La principale source de soutien est issue du contrat conclu avec Citeo. Ce contrat porte sur les emballages, et le verre. Sous l'effet du déploiement de la REP PMCB sa part relative diminue en 2024 et 2025.

Néanmoins cet éco organisme de soutien aux emballages représente encore 77.7 % des soutiens totaux perçus par le syndicat.

Les soutiens 2025 sont attendus en hausse prononcée sous l'effet de la mise en œuvre de la REP PMCB en année pleine.



A ce stade, les soutiens CITEO sont basés sur le barème 2024. Le syndicat n'a pas, à date , de connaissance pércise sur l'évolution des prix pour l'avenir ni sur l'application éventuelle d'un bonus /malus sur les performances de tri.

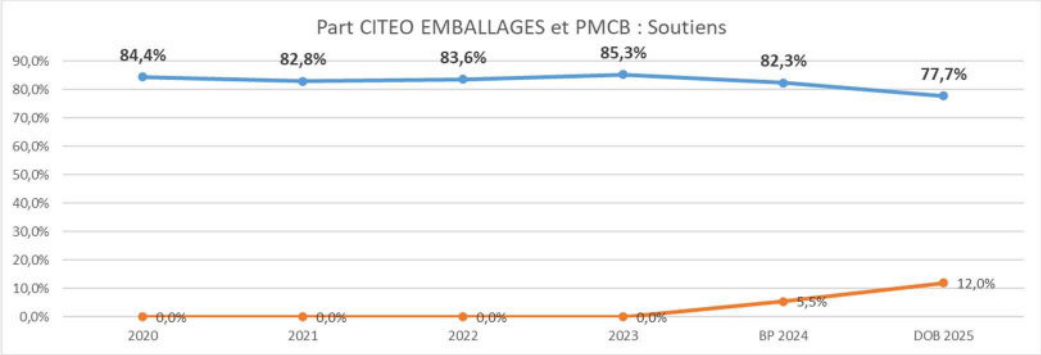
	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
OCAD3E	563 280 €	639 737 €	618 381 €	749 300 €	717 378 €	690 970 €
ECO MOBILIER	503 888 €	665 450 €	691 710 €	717 844 €	678 888 €	540 158 €
ECO DDS	74 188 €	138 094 €	65 876 €	100 850 €	82 316 €	78 631 €
CYCLEVIA (Huiles)				13 006 €	6 500 €	6 500 €
CITEO EMBALLAGES	12 533 150 €	11 945 632 €	12 357 685 €	14 315 585 €	15 192 624 €	15 761 550 €
CITEO PAPIER	890 656 €	980 712 €	1 054 983 €	680 804 €	608 880 €	604 302 €
PETITS ALUS/ NESPRESSO	279 086 €	52 830 €	207 €	211 728 €	156 000 €	167 931 €
PMCB	- €	- €	- €	- €	1 014 494 €	2 438 842 €
AUTRES (ABJ…)					5 000 €	3 440 €
Total Soutiens	**14 844 249 €**	**14 422 456 €**	**14 788 842 €**	**16 789 116 €**	**18 462 080 €**	**20 292 325 €**

FOCUS REP PMCB

	BP 2024	DOB 2025	Variation 2025-2024
REP PMCB GRAVATS	544 653 €	1 140 852 €	596 199 €
REP PMCB BOIS	185 502 €	616 199 €	430 697 €
REP PMCB PLASTIQUES RIGIDES	107 024 €	282 074 €	175 050 €
REP PMCB PLATRE	60 410 €	148 735 €	88 325 €
REP PMCB AMIANTE	116 905 €	224 982 €	108 077 €
REP PMCB DDS	- €	26 000 €	26 000 €
TOTAL SOUTIENS	**1 014 494 €**	**2 438 842 €**	**1 424 348 €**

FOCUS CITEO EMBALLAGES

	BP 2024	DOB 2025	Variation 2025-2024
CITEO SOUTIENS	14 544 638 €	14 805 107 €	260 469 €
CITEO SAS AMB'	102 816 €	280 000 €	177 184 €
CITEO SAS COM'	128 000 €	141 092 €	13 092 €
CITEO SAV	134 515 €	255 351 €	120 836 €
CITEO SCC	282 654 €	280 000 €	- 2 654 €
TOTAL SOUTIENS	**15 192 624 €**	**15 761 550 €**	**829 395 €**

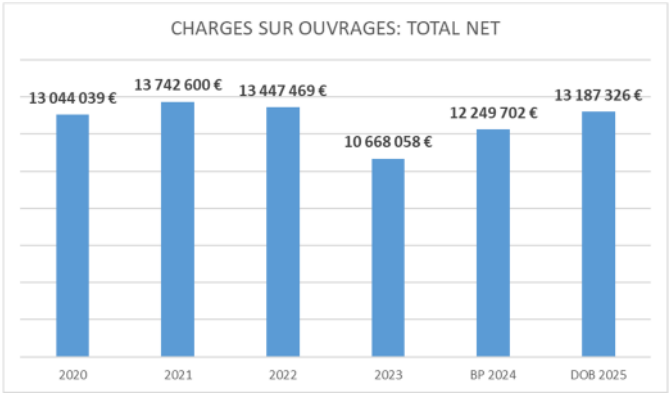


OUVRAGES

Les charges et produits liés aux ouvrages recouvrent les charges financières, les amortissements et les prestations diverses. Les orientations 2025 sous l'effet de la dernière mise à niveau des provisions pour post exploitation tablent sur une poursuite de la montée en charges de ce bloc malgré la stabilité des charges financières.

Les charges financières poursuivent leur décrue pour la dernière année avant l'intégration ds emprunts à contracter pour l'extension de Vendée Tri.

CHARGES SUR OUVRAGES : MONTANT GLOBAL

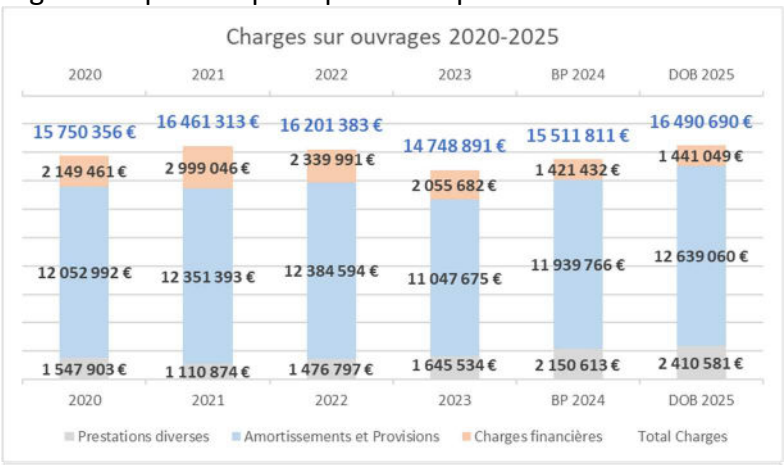


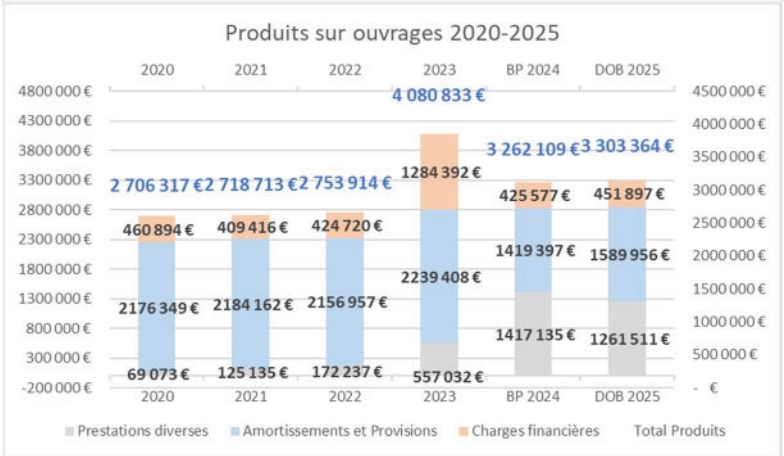
Nota : La diminution constatée en 2023 était liée à des reprises de provisions exceptionnelles dans le cadre du litige sur les voiries de Trivalandes.

	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
Amortissements et Provisions	12 052 992 €	12 351 393 €	12 384 594 €	11 047 675 €	11 939 766 €	12 639 060 €
Charges financières	2 149 461 €	2 999 046 €	2 339 991 €	2 055 682 €	1 421 432 €	1 441 049 €
Prestations diverses	1 547 903 €	1 110 874 €	1 476 797 €	1 645 534 €	2 150 613 €	2 410 581 €
Total Charges	**15 750 356 €**	**16 461 313 €**	**16 201 383 €**	**14 748 891 €**	**15 511 811 €**	**16 490 690 €**
Amortissements et Provisions	2 176 349 €	2 184 162 €	2 156 957 €	2 239 408 €	1 419 397 €	1 589 956 €
Charges financières	460 894 €	409 416 €	424 720 €	1 284 392 €	425 577 €	451 897 €
Prestations diverses	69 073 €	125 135 €	172 237 €	557 032 €	1 417 135 €	1 261 511 €
Total Produits	**2 706 317 €**	**2 718 713 €**	**2 753 914 €**	**4 080 833 €**	**3 262 109 €**	**3 303 364 €**

Amortissements et Provisions	9 876 643 €	10 167 231 €	10 227 637 €	8 808 267 €	10 520 369 €	11 049 104 €
Charges financières	1 688 567 €	2 589 629 €	1 915 272 €	771 290 €	995 855 €	989 152 €
Prestations diverses	1 478 830 €	985 740 €	1 304 561 €	1 088 502 €	733 478 €	1 149 070 €
Total Net	**13 044 039 €**	**13 742 600 €**	**13 447 469 €**	**10 668 058 €**	**12 249 702 €**	**13 187 326 €**

Les charges sur ouvrages sont portées principalement par les amortissements et provisions.





AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS :

- <u>Charges :</u> légère reprise des amortissements
- <u>Produits :</u> Stabilité des reprises de subventions après la baisse enregistrée en 2024

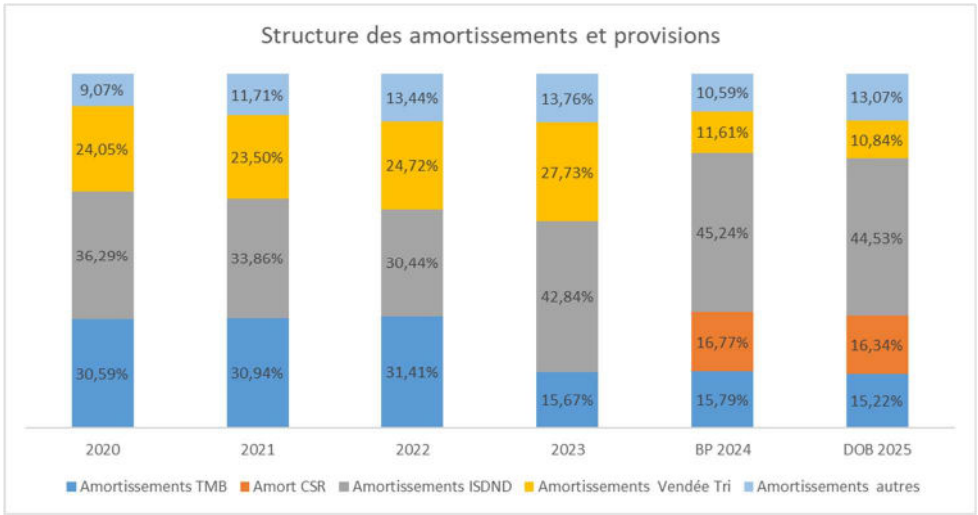
	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
Amort TMB	3 686 696 €	3 820 928 €	3 889 422 €	1 730 680 €	1 884 989 €	1 923 239 €
Amort CSR	- €	- €	- €	- €	2 002 699 €	2 065 000 €
Amort ISDND	3 774 388 €	3 131 802 €	2 674 643 €	3 076 117 €	3 713 964 €	3 662 697 €
Amort Vendée Tri	2 898 659 €	2 902 151 €	3 061 295 €	3 063 571 €	1 385 902 €	1 369 924 €
Amort autres	1 093 249 €	1 446 512 €	1 664 234 €	1 520 685 €	1 264 171 €	1 652 200 €
Total Amortissements	**11 452 992 €**	**11 301 393 €**	**11 289 594 €**	**9 391 053 €**	**10 251 725 €**	**10 673 060 €**
Provision Post exploit. Cogénération	600 000 €	1 050 000 €	1 095 000 €	1 656 622 €	1 688 041 €	1 966 000 €
Total Provisions	**600 000 €**	**1 050 000 €**	**1 095 000 €**	**1 656 622 €**	**1 688 041 €**	**1 966 000 €**
Reprise Subv TMB	27 385 €	17 759 €	17 759 €	17 760 €	- €	23 333 €
Reprise Subv CSR	- €	- €	- €	- €	382 375 €	382 375 €
Reprise Subv Vendée Tri	1 648 985 €	1 744 449 €	1 744 449 €	1 744 464 €	156 638 €	156 638 €
Reprise Subv autres	296 253 €	163 635 €	206 138 €	179 814 €	216 069 €	318 660 €
Total Reprise subventions	**1 972 623 €**	**1 925 843 €**	**1 968 346 €**	**1 942 039 €**	**755 082 €**	**881 006 €**
Reprise Provision Post exploit. Cogénération	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Total Reprise Provisions	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
Entente Vendée Tri	203 726 €	258 319 €	188 611 €	185 245 €	207 789 €	207 604 €
Coopération CSR				112 125 €	456 526 €	501 346 €
Total Ententes	**203 726 €**	**258 319 €**	**188 611 €**	**297 370 €**	**664 315 €**	**708 950 €**
Total Net	**9 876 643 €**	**10 167 231 €**	**10 227 637 €**	**8 808 267 €**	**10 520 369 €**	**11 049 104 €**

	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
Charges amortissements et Provisions	**12 052 992 €**	**12 351 393 €**	**12 384 594 €**	**11 047 675 €**	**11 939 766 €**	**12 639 060 €**
Solde net	**9 876 643 €**	**10 167 231 €**	**10 227 637 €**	**8 808 267 €**	**10 520 369 €**	**11 049 104 €**

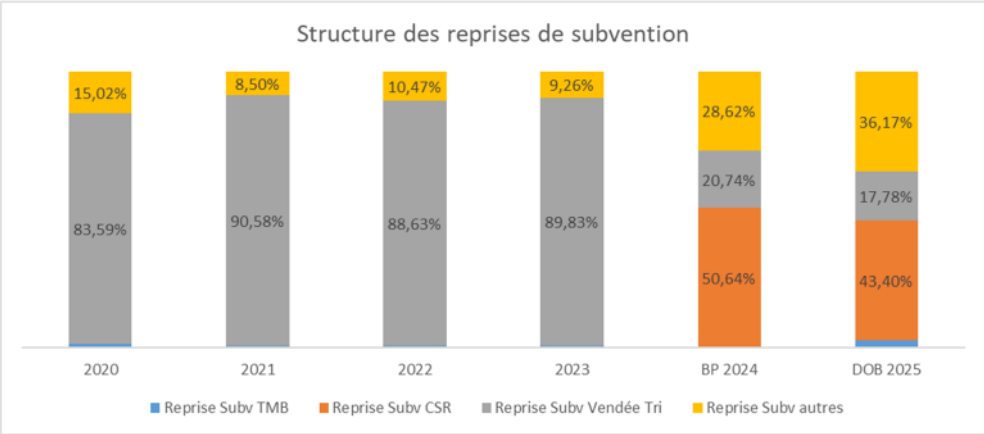
L'observation met en perspective l'importance de la part des ISDND dans les amortissements et provisions. On constate en parallèle la réduction de la part de Vendée Tri en 2024 et 2025.

Le centre de tri devrait logiquement reprendre du volume) partir de 2026 et surtout 2027 à l'issue des travaux d'amélioration et d'extension des capacités du site.

Depuis 2024, le CSR de Trivalandes est apparu pour représenter 16.34% des amortissements et provisions en 2025. Enfin, le TMB est stabilisé autour de 15% du bloc.



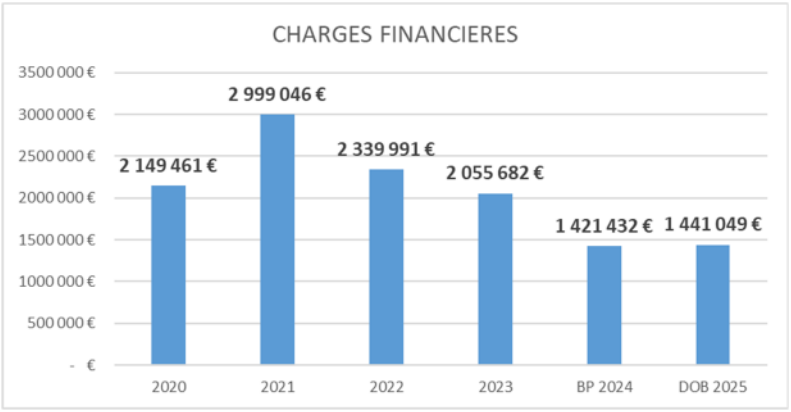
Pour ce qui concerne les reprises de subvention, 2025 devrait confirmer l'importance du CSR observée en 2024. Pour mémoire, jusqu'en 2023, quasiment 90% des reprises étaient constituées par Vendée Tri.

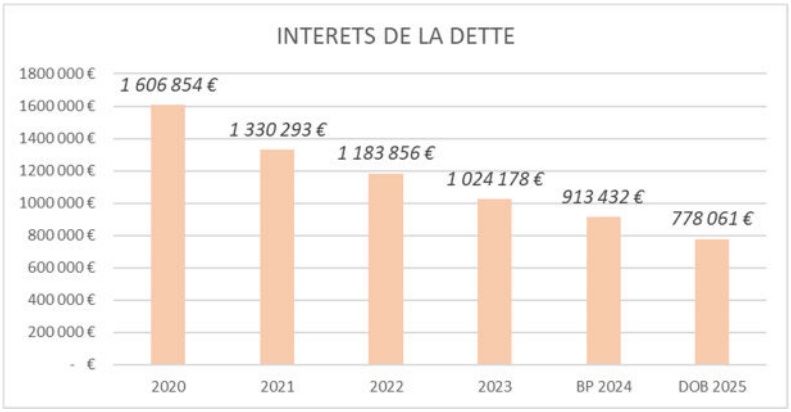


Charges financières

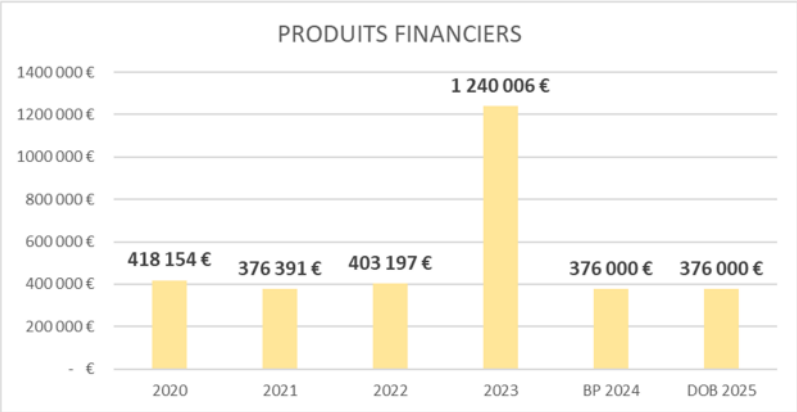
Malgré le coût du préfinancement des travaux de Vendée Tri (175 000 €), les charges financières demeureraient au même niveau qu'en 2024.

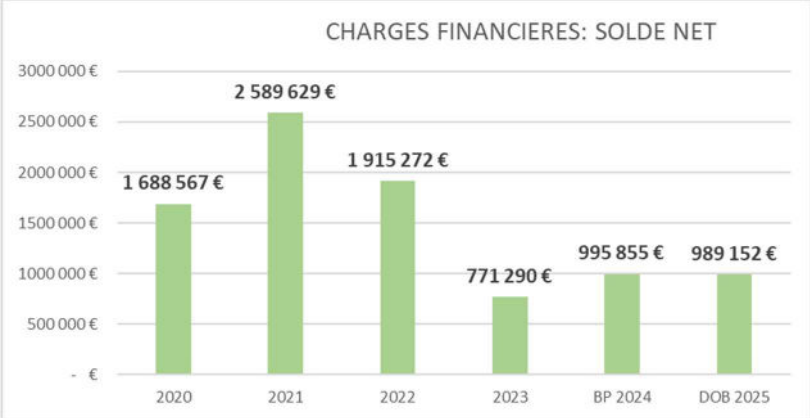
Les intérêts de la dette constituée poursuivent leur réduction en attendant en 2026 l'impact de l'extension de Vendée Tri. Les indemnités pour l'accueil des ISDND publics sont attendues stables autour de 475 000 €.





Les produits financiers s'articuleront comme les années antérieures autour du fonds de soutien. Pour mémoire, le volume important constaté en 2023 était le fruit de reprise de provision pour risque établie dans le cadre du litige autour de la voirie de Trivalandes qui avait été soldée (793 044 €).



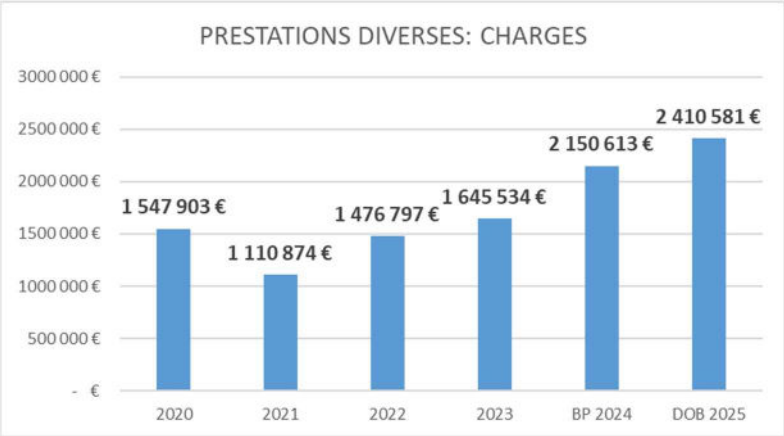


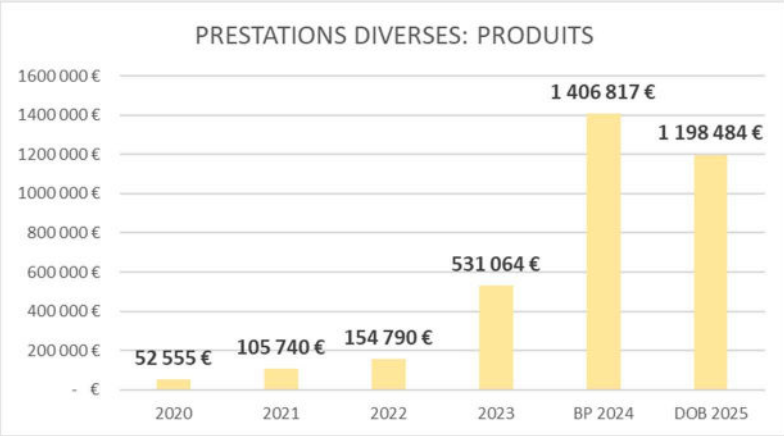
Prestations diverses sur ouvrages

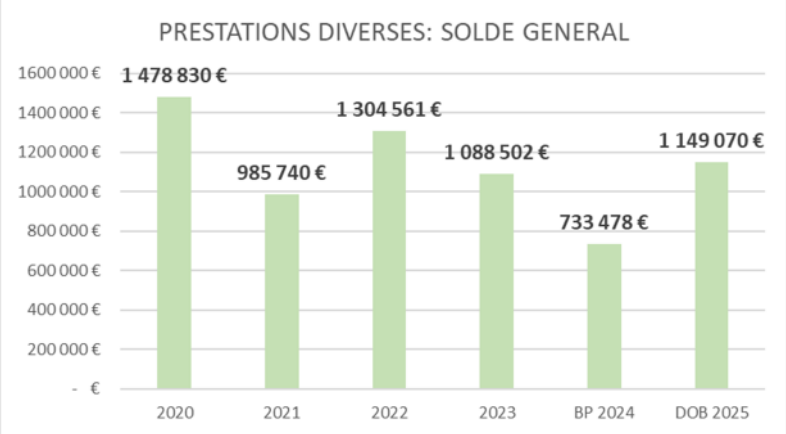
Ces charges sur ouvrages hors exploitation sont envisagées à la hausse sous l'effet notamment des curages de lagunes (+ 223 000 €) en charges et d'une prévision ajustée sur les produits issus de la cogénération (- 155 000 €).

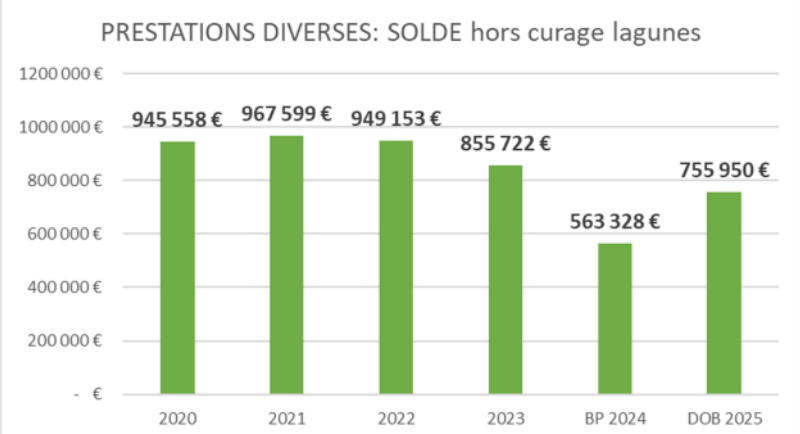
	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
Fiscalité ouvrages	370 242 €	321 151 €	280 893 €	275 221 €	303 055 €	326 953 €
Analyses	170 007 €	245 541 €	233 377 €	206 163 €	418 379 €	285 376 €
Transport gravats travaux	131 404 €	94 567 €	119 568 €	137 872 €	108 282 €	188 184 €
Neutralisant odeurs	35 381 €	59 719 €	71 179 €	145 450 €	113 578 €	122 658 €
Caractérisations	56 872 €	105 198 €	63 740 €	58 864 €	93 665 €	171 083 €
Cogénération	- €	- €	- €	154 126 €	448 021 €	497 935 €
Curage lagunes	533 272 €	18 141 €	355 408 €	232 780 €	170 150 €	393 120 €
Analyses compost DV	88 521 €	138 252 €	183 477 €	246 600 €	244 955 €	244 380 €
Assistance technique Chambre	79 612 €	68 466 €	83 176 €	28 546 €	83 066 €	44 133 €
Autres	82 592 €	59 839 €	85 980 €	159 914 €	167 462 €	136 760 €
Total Charges	**1 547 903 €**	**1 110 874 €**	**1 476 797 €**	**1 645 534 €**	**2 150 613 €**	**2 410 581 €**
Baux ruraux	26 954 €	29 644 €	33 197 €	38 067 €	36 743 €	27 813 €
Photovoltaïque	9 005 €	17 523 €	20 550 €	20 547 €	13 974 €	13 974 €
Caractérisations/analyses	- €	- €	30 058 €	10 063 €	- €	- €
Location Mouzeuil Tri	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Cogénération	- €	- €	- €	458 659 €	1 237 000 €	1 081 697 €
Autres	16 596 €	58 573 €	70 985 €	3 728 €	119 100 €	75 000 €
Total Produits	**52 555 €**	**105 740 €**	**154 790 €**	**531 064 €**	**1 406 817 €**	**1 198 484 €**
Entente Vendée Tri	16 518 €	19 395 €	17 447 €	12 948 €	9 451 €	16 557 €
Coopération CSR				13 020 €	866 €	46 470 €
Total Ententes	**16 518 €**	**19 395 €**	**17 447 €**	**25 968 €**	**10 317 €**	**63 027 €**
Total Net	**1 478 830 €**	**985 740 €**	**1 304 561 €**	**1 088 502 €**	**733 478 €**	**1 149 070 €**

Total charges hors curage	***1 014 631 €***	***1 092 734 €***	***1 121 390 €***	***1 412 754 €***	***1 980 463 €***	***2 017 461 €***
Total net hors curage	***945 558 €***	***967 599 €***	***949 153 €***	***855 722 €***	***563 328 €***	***755 950 €***


PRESTATIONS DIVERSES: CHARGES
3000 000 €
2500 000 €
2000 000 €
1500 000 €
1000 000 €
500 000 €
- €
1 547 903 €
1 110 874 €
1 476 797 €
1 645 534 €
2 150 613 €
2 410 581 €
2020
2021
2022
2023
BP 2024
DOB 2025


PRESTATIONS DIVERSES: PRODUITS
1600 000 €
1400 000 €
1200 000 €
1000 000 €
800 000 €
600 000 €
400 000 €
200 000 €
- €
52 555 €
105 740 €
154 790 €
531 064 €
1 406 817 €
1 198 484 €
2020
2021
2022
2023
BP 2024
DOB 2025


PRESTATIONS DIVERSES: SOLDE GENERAL
1600 000 €
1400 000 €
1200 000 €
1000 000 €
800 000 €
600 000 €
400 000 €
200 000 €
- €
1 478 830 €
985 740 €
1 304 561 €
1 088 502 €
733 478 €
1 149 070 €
2020
2021
2022
2023
BP 2024
DOB 2025


PRESTATIONS DIVERSES: SOLDE hors curage lagunes
1200 000 €
1000 000 €
800 000 €
600 000 €
400 000 €
200 000 €
- €
945 558 €
967 599 €
949 153 €
855 722 €
563 328 €
755 950 €
2020
2021
2022
2023
BP 2024
DOB 2025

TRIVALIS

« Maintenir le cap d'une gestion maîtrisée »

Les charges Trivalis devraient demeurer stables en 2025 par rapport à 2024. Celles-ci recouvrent les coûts de gestion de la structure administrative, du siège social et des opérations de communication et prévention menées par le syndicat à l'échelon départemental.

CHARGES

	BP 2024	DOB 2025
STRUCTURE et SIEGE	1 184 543 €	1 197 601 €
RH	3 898 948 €	4 088 300 €
COM PREV	553 820 €	468 700 €
TOTAL	**5 637 311 €**	**5 754 601 €**

PRODUITS

	BP 2024	DOB 2025
STRUCTURE et SIEGE	55 000 €	41 600 €
RH	789 866 €	883 540 €
COM PREV	243 790 €	247 374 €
TOTAL	**1 088 656 €**	**1 172 514 €**

SOLDE

	BP 2024	DOB 2025
STRUCTURE et SIEGE	1 129 543 €	1 156 001 €
RH	3 109 082 €	3 204 760 €
COM PREV	310 030 €	221 326 €
TOTAL	**4 548 655 €**	**4 582 087 €**

La partie « structure » des participations des membres des coopérations intercommunales viennent atténuer ensuite le coût net des charges Trivalis.

On constate un ajustement à la hausse de cette fraction pour 2025. En effet, jusqu'à 2024, le montant facturé était inférieur au coût de gestion des coopérations.

CHARGES

	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
STRUCTURE et SIEGE	903 964 €	813 565 €	920 101 €	1 037 274 €	1 184 543 €	1 197 601 €
RH	2 688 173 €	2 693 109 €	3 021 308 €	3 117 891 €	3 898 948 €	4 088 300 €
COM PREV	273 888 €	288 428 €	499 411 €	329 282 €	553 820 €	468 700 €
COOPERATIONS INTERCOMMUNALES	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL	**3 866 024 €**	**3 795 102 €**	**4 440 820 €**	**4 484 447 €**	**5 637 311 €**	**5 754 601 €**

PRODUITS

	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
STRUCTURE et SIEGE	121 564 €	65 019 €	54 866 €	248 422 €	55 000 €	41 600 €
RH	156 876 €	193 186 €	200 956 €	196 300 €	789 866 €	883 540 €
COM PREV	43 103 €	104 983 €	308 457 €	41 378 €	243 790 €	247 374 €
COOPERATIONS INTERCOMMUNALES	*10 789 €*	*18 453 €*	*21 063 €*	*28 867 €*	*31 076 €*	*108 415 €*
TOTAL	**332 332 €**	**381 641 €**	**585 343 €**	**514 968 €**	**1 119 732 €**	**1 280 929 €**

SOLDE

	2020	2021	2022	2023	BP 2024	DOB 2025
STRUCTURE et SIEGE	782 400 €	748 547 €	865 236 €	788 851 €	1 129 543 €	1 156 001 €
RH	2 531 296 €	2 499 923 €	2 820 351 €	2 921 591 €	3 109 082 €	3 204 760 €
COM PREV	230 785 €	183 445 €	190 954 €	287 904 €	310 030 €	221 326 €
COOPERATIONS INTERCOMMUNALES	*- 10 789 €*	*- 18 453 €*	*- 21 063 €*	*- 28 867 €*	*- 31 076 €*	*- 108 415 €*
TOTAL	**3 533 692 €**	**3 413 462 €**	**3 855 478 €**	**3 969 479 €**	**4 517 579 €**	**4 473 673 €**

Il est précisé qu'en complément de ces ressources, les charges Trivalis sont également financées par certains soutiens CITEO (SAV, SAS et SCC). Cs soutiens sont évalués à 676443 € pour 2025 (vs 542 515 € au BP 2024). Le solde est financé par les contributions syndicales.

Focus Ressources humaines – masse salariale

DES EVOLUTIONS CONTRAINTES :

- Avancements d'échelon
- Évolutions législatives et réglementaires (réforme de la protection sociale complémentaire…)
- Mouvements de personnel : mutations, retraites, décès, invalidité

DES EVOLUTIONS MAITRISABLES :

- Avancements de grade
- Remplacements en cas de congés (maladie, maternité,)
- Créations d'emploi

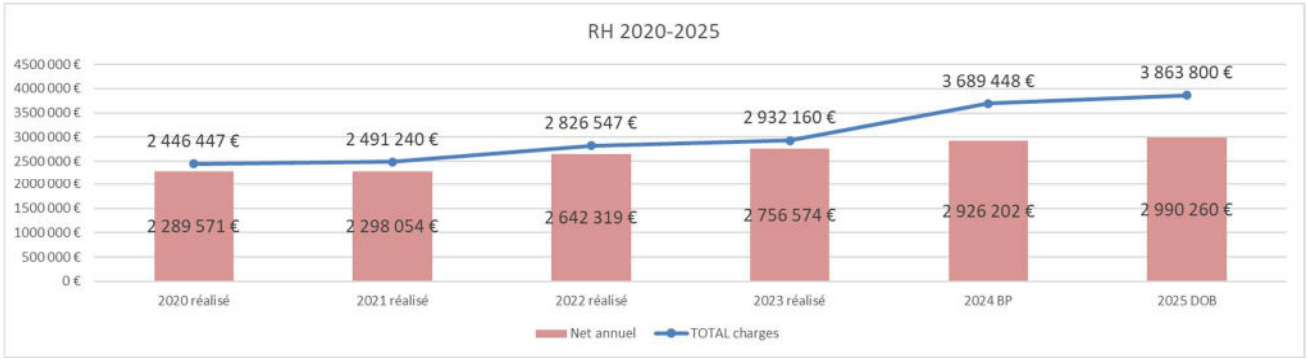
REMUNERATIONS :

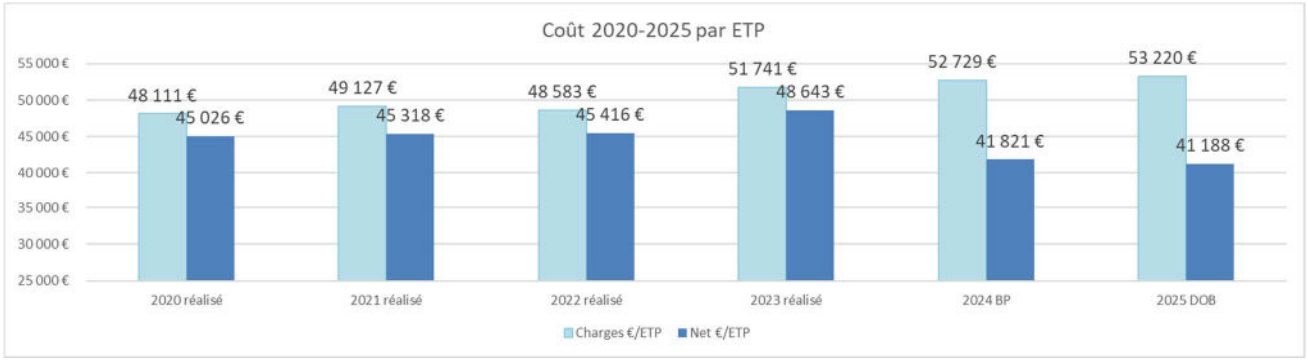
- Hausse du SMIC de 3 %
- Maintien de la valeur du point
- Hausse des cotisations patronales CDG et URSSAF
- Hausse de la participation employeur à la prévoyance (réforme PSC)
- Maintien de la participation employeur à la complémentaire santé
- Hausse du régime indemnitaire (impact hausse effectif + revalorisation IFSE liée aux difficultés de recrutement d'agents contractuels)
- Maintien de la valeur faciale des titres restaurant
- Hausse « mécanique » de la prime de fin de contrat (CDD inférieurs à 12 mois)

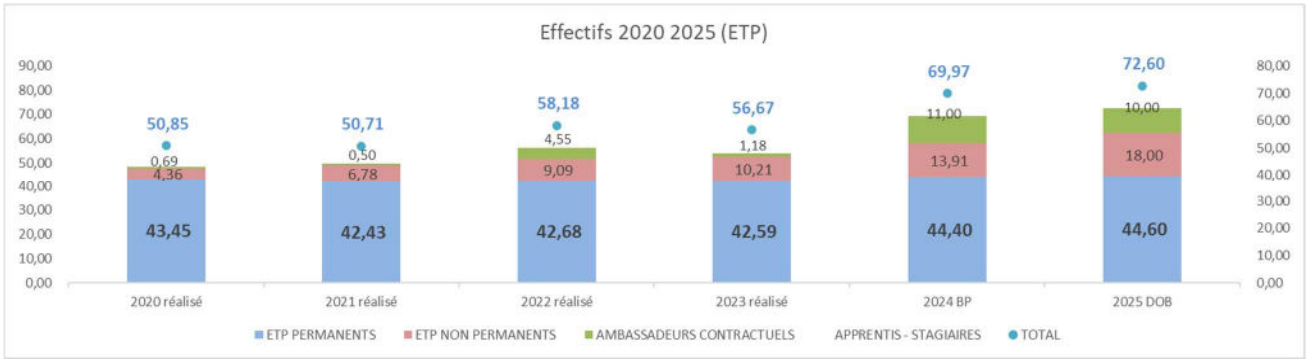
PRODUITS RH :

- Remboursement rémunération personnel CNP /CPAM
- Part salariale Titres restaurant
- Remboursement SFT caisse des dépôts
- Mise à disposition des ambassadeurs du tri auprès des adhérents (animations scolaires et missions terrain)
- Mise à disposition des animateurs biodéchets auprès des adhérents
- Facturation au budget annexe du chargé de coopération internationale

Année	TOTAL charges	TOTAL Produits	**Net annuel**
2020 réalisé	2 446 447 €	156 876 €	***2 289 571 €***
2021 réalisé	2 491 240 €	193 186 €	***2 298 054 €***
2022 réalisé	2 826 547 €	184 228 €	***2 642 319 €***
2023 réalisé	2 932 160 €	175 586 €	***2 756 574 €***
2024 BP	3 689 448 €	763 246 €	***2 926 202 €***
2025 DOB	3 863 800 €	873 540 €	***2 990 260 €***


RH 2020-2025
4500 000 €
4000 000 €
3500 000 €
3000 000 €
2500 000 €
2000 000 €
1500 000 €
1000 000 €
500 000 €
0 €
2 446 447 €
2 491 240 €
2 826 547 €
2 932 160 €
3 689 448 €
3 863 800 €
2 289 571 €
2 298 054 €
2 642 319 €
2 756 574 €
2 926 202 €
2 990 260 €
2020 réalisé
2021 réalisé
2022 réalisé
2023 réalisé
2024 BP
2025 DOB
Net annuel
TOTAL charges

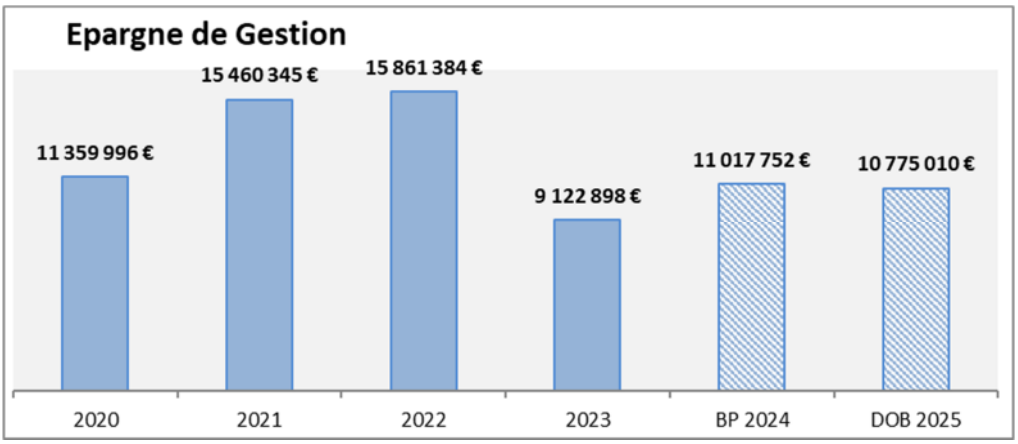

Coût 2020-2025 par ETP
55 000 €
50 000 €
45 000 €
40 000 €
35 000 €
30 000 €
25 000 €
48 111 €
45 026 €
49 127 €
45 318 €
48 583 €
45 416 €
51 741 €
48 643 €
52 729 €
41 821 €
53 220 €
41 188 €
2020 réalisé
2021 réalisé
2022 réalisé
2023 réalisé
2024 BP
2025 DOB
Charges €/ETP
Net €/ETP

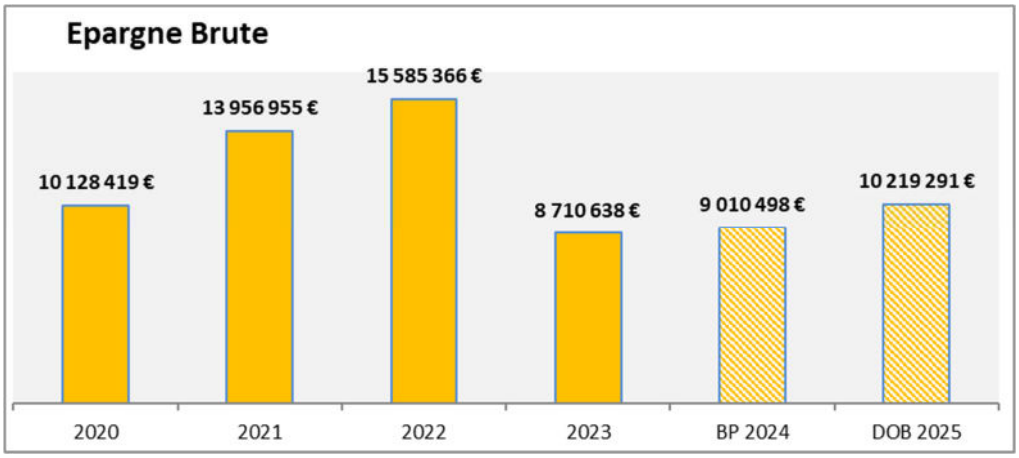

Effectifs 2020 2025 (ETP)
90,00
80,00
70,00
60,00
50,00
40,00
30,00
20,00
10,00
0,00
50,85
50,71
58,18
56,67
69,97
72,60
0,69
4,36
43,45
0,50
6,78
42,43
4,55
9,09
42,68
1,18
10,21
42,59
11,00
13,91
44,40
10,00
18,00
44,60
2020 réalisé
2021 réalisé
2022 réalisé
2023 réalisé
2024 BP
2025 DOB
ETP PERMANENTS
ETP NON PERMANENTS
AMBASSADEURS CONTRACTUELS
APPRENTIS - STAGIAIRES
TOTAL

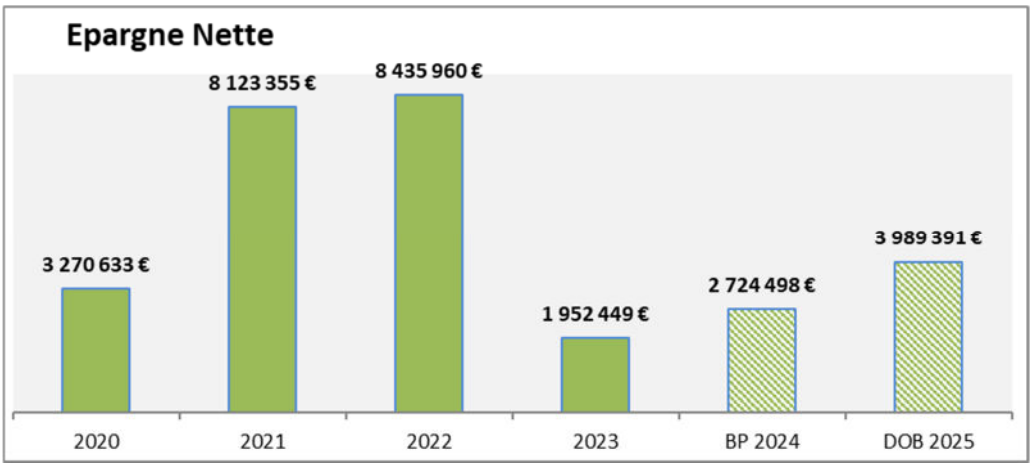
SOLDES DE GESTION

Après 2 exercices 2021 et 2022 exceptionnels, la situation s'est tendue en 2023. Cette situation était liée au soutien inflation apporté aux adhérents de 1,225 M€.

Une stabilisation est projetée sur 2024-2025 qui permettrait de revenir au niveau de 2020.







2- Investissement dépenses

PRINCIPALES DEPENSES D'EQUIPEMENTS 2025

Afin de répondre aux obligations réglementaires, le syndicat met en œuvre différents projets d'investissement :

- Dans le cadre de l'obligation du Tri à la source des biodéchets :
  - ✓ Subvention à l'acquisition de composteurs individuels et pavillons
  - ✓ Aménagement d'une plateforme de traitement des biodéchets à Givrand
  - ✓ Aménagement de zones de transfert des biodéchets sur les centres de transfert
- Tri valorisation matière
  - ✓ Travaux d'extension des capacités de VENDEE TRI

  = OPERATION PRINCIPALE 2025
- Valorisation énergétique (des déchets non valorisables matière)
  - ✓ Partenariat avec Nantes Métropole pour la DSP de la Prairie de Mauves
- Enfouissement
  - ✓ Aménagement des ISDND

DEPENSES (28.425 M€)

La section d'investissement se compose de trois blocs :

- Charges et subventions d'équipement
- Remboursement en capital de la dette
- Opérations d'ordre (principalement les reprises de subventions)

S'agissant des dépenses d'équipement les orientations 2025 prévoient les crédits pour les opérations nouvelles et les crédits de paiement liés aux autorisations de programme.
Les réalisations engagées sur 2024 apparaîtront dans les restes à réaliser au budget supplémentaire.

- **Principales opérations d'équipement 2025 (20.607M€)**

		1001 - COMPOSTAGE DES BIO-DECHETS	1002 - DSP PRAIRIE DE MAUVES	1003 - ENFOUISSEMENT TECHNIQUE	1005 - TRI DES EMBALLAGES	1006 - CENTRE DE TRANSFERT	NON AFFECTE	TOTAL
DEPENSES D'EQUIPEMENT	13	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
	204	- €	1 210 000,00 €	- €	- €	- €	- €	1 210 000,00 €
	20	50 000,00 €	- €	- €	- €	- €	116 000,00 €	166 000,00 €
	21	380 000,00 €	- €	50 000,00 €	25 000,00 €	100 000,00 €	378 000,00 €	933 000,00 €
	23	1 466 500,00 €	- €	2 869 585,00 €	13 586 825,00 €	375 000,00 €	- €	18 297 910,00 €
	TOTAL	**1 896 500,00 €**	**1 210 000,00 €**	**2 919 585,00 €**	**13 611 825,00 €**	**475 000,00 €**	**494 000,00 €**	**20 606 910,00 €**

OPERATION 1001 – COMPOSTAGE

- **Présentation par ouvrage**

Libellé OUVRAGE	Crédits de paiement	Total général
206 - TMB TRIVALANDES	385 000 €	385 000 €
207 - PLATEFORME COMPOSTAGE GIVRAND	1 466 500 €	1 466 500 €
303 - PLATEFORME COMPOSTAGE DOMPIERRE SUR YON	5 000 €	5 000 €
405 - TMB TRIVALONNE	45 000 €	45 000 €
PAVILLONS - PAVILLONS DE COMPOSTAGE	2 000 €	2 000 €
Total général	**1 903 500 €**	**1 903 500,00 €**

- **Présentation par Autorisation de programme**

N°AP	Libellé OUVRAGE	Crédits de paiement	Total général
⊟	303 - PLATEFORME COMPOSTAGE DOMPIERRE SUR YON	5 000 €	5 000 €
	PAVILLONS - PAVILLONS DE COMPOSTAGE	2 000 €	2 000 €
Total (vide)		7 000 €	7 000 €
⊟024-PF COMP GIVRAND	207 - PLATEFORME COMPOSTAGE GIVRAND	1 466 500 €	1 466 500 €
Total 024-PF COMP GIVRAND		1 466 500 €	1 466 500 €
⊟027-DIVERS TMB	206 - TMB TRIVALANDES	260 000 €	260 000 €
027-DIVERS TMB	405 - TMB TRIVALONNE	45 000 €	45 000 €
Total 027-DIVERS TMB		305 000 €	305 000 €
⊟026-VOIE TVLDE	206 - TMB TRIVALANDES	125 000 €	125 000 €
Total 026-VOIE TVLDE		125 000 €	125 000 €
Total général		**1 903 500 €**	**1 903 500,00 €**

OPERATION 1002 – VALORISATION ENERGETIQUE

- **Présentation par ouvrage**

Libellé OUVRAGE	Crédits de paiement	Total général
818 - UVE PRAIRIE DE MAUVES	1 210 000 €	1 210 000 €
Total général	**1 210 000 €**	**1 210 000,00 €**

OPERATION 1003 – ENFOUISSEMENT

- **Présentation par ouvrage**

Libellé OUVRAGE	Crédits de paiement	Total général
103 - ISD ILE YEU POST EXPLOIT	17 500 €	17 500 €
203 - ISD GIVRAND POST EXPLOIT	35 000 €	35 000 €
204 - ISD TRIVALANDES	320 000 €	320 000 €
402 - ISD TALMONT ST HILAIRE POST EXPLOIT	32 500 €	32 500 €
403 - ISD STE FLAIVE DES LOUPS	1 401 500 €	1 401 500 €
505 - ISD PINEAUX	10 000 €	10 000 €
604 - ISD TALLUD STE GEMME	1 103 085 €	1 103 085 €
Total général	**2 919 585 €**	**2 919 585,00 €**

- **Présentation par Autorisation de programme**

N°AP	Libellé OUVRAGE	Crédits de paiement	Total général
017-ISD SFL	403 - ISD STE FLAIVE DES LOUPS	362 500 €	362 500 €
Total 017-ISD SFL		**362 500 €**	**362 500 €**
028-DIVERS ISD	103 - ISD ILE YEU POST EXPLOIT	17 500 €	17 500 €
	203 - ISD GIVRAND POST EXPLOIT	35 000 €	35 000 €
	204 - ISD TRIVALANDES	10 000 €	10 000 €
	402 - ISD TALMONT ST HILAIRE POST EXPLOIT	32 500 €	32 500 €
	403 - ISD STE FLAIVE DES LOUPS	10 000 €	10 000 €
	505 - ISD PINEAUX	10 000 €	10 000 €
	604 - ISD TALLUD STE GEMME	10 000 €	10 000 €
Total 028-DIVERS ISD		**125 000 €**	**125 000 €**
016-ISD SCL	204 - ISD TRIVALANDES	310 000 €	310 000 €
Total 016-ISD SCL		**310 000 €**	**310 000 €**
032-ISD SFL	403 - ISD STE FLAIVE DES LOUPS	1 029 000 €	1 029 000 €
Total 032-ISD SFL		**1 029 000 €**	**1 029 000 €**
033-ISD TSG	604 - ISD TALLUD STE GEMME	744 000 €	744 000 €
Total 033-ISD TSG		**744 000 €**	**744 000 €**
010-ISD TSG	604 - ISD TALLUD STE GEMME	349 085 €	349 085 €
Total 010-ISD TSG		**349 085 €**	**349 085 €**
Total général		**2 919 585 €**	**2 919 585,00 €**

OPERATION 1005 - TRI

- **Présentation par ouvrage**

Libellé OUVRAGE	Crédits de paiement	Total général
308 - VENDEE TRI	13 611 825 €	13 611 825 €
Total général	**13 611 825 €**	**13 611 825,00 €**

- **Présentation par Autorisation de programme**

N°AP	Libellé OUVRAGE	Crédits de paiement	Total général
	308 - VENDEE TRI	25 000 €	25 000 €
Total (vide)		**25 000 €**	**25 000 €**
019-VDT	308 - VENDEE TRI	13 586 825 €	13 586 825 €
Total 019-VDT		**13 586 825 €**	**13 586 825 €**
Total général		**13 611 825 €**	**13 611 825,00 €**

OPERATION 1006 – TRANSFERT

- **Présentation par ouvrage**

Libellé OUVRAGE	Crédits de paiement	Total général
101 - TRANSFERT BARRE DE MONTS	15 000 €	15 000 €
102 - TRANSFERT GUERINIERE	10 000 €	10 000 €
106 - TRANSFERT ILE YEU	10 000 €	10 000 €
202 - TRANSFERT GIVRAND	20 000 €	20 000 €
508 - TRANSFERT FOUSSAIS PAYRE	10 000 €	10 000 €
509 - TRANSFERT ANGLES	10 000 €	10 000 €
512 - TRANSFERT MOUZEUIL ST MARTIN	10 000 €	10 000 €
603 - TRANSFERT ST PROUANT	385 000 €	385 000 €
705 - TRANSFERT BOISSIERE DE MONTAIGU	10 000 €	10 000 €
Total général	**480 000 €**	**480 000,00 €**

- **Présentation par Autorisation de programme**

N°AP	Libellé OUVRAGE	Crédits de paiement	Total général
030-DIVERS TFT	101 - TRANSFERT BARRE DE MONTS	15 000 €	15 000 €
	102 - TRANSFERT GUERINIERE	10 000 €	10 000 €
	106 - TRANSFERT ILE YEU	10 000 €	10 000 €
	202 - TRANSFERT GIVRAND	20 000 €	20 000 €
	508 - TRANSFERT FOUSSAIS PAYRE	10 000 €	10 000 €
	509 - TRANSFERT ANGLES	10 000 €	10 000 €
	512 - TRANSFERT MOUZEUIL ST MARTIN	10 000 €	10 000 €
	603 - TRANSFERT ST PROUANT	385 000 €	385 000 €
	705 - TRANSFERT BOISSIERE DE MONTAIGU	10 000 €	10 000 €
Total 030-DIVERS TFT		**480 000 €**	**480 000 €**
Total général		**480 000 €**	**480 000,00 €**

OPERATION - NON AFFECTE

Libellé OUVRAGE	Nouveaux crédits	Total général
01 - SIEGE SOCIAL	494 000 €	494 000 €
Total général	**494 000 €**	**494 000,00 €**

Libellé OUVRAGE	Libellé	Nouveaux crédits	Total général
01 - SIEGE SOCIAL	Refonte du site et de l'appli	50 000 €	50 000 €
	Aménagement siege	32 000 €	32 000 €
	Aménagements salle conférence (équipement visio)	40 000 €	40 000 €
	Cohérence Prosp	41 000 €	41 000 €
	Conception d'un stand d'exposition Rouge Party (festival, animatio	2 000 €	2 000 €
	Copieurs	12 000 €	12 000 €
	Matériel informatique	16 000 €	16 000 €
	Membrane et lanternaux toiture	50 000 €	50 000 €
	Mobilier	20 000 €	20 000 €
	Réaménagement sous-sol	50 000 €	50 000 €
	Sécurité informatique (études)	10 000 €	10 000 €
	Sécurité informatique (matériel)	15 000 €	15 000 €
	Signalétique équipements (l'exécution sera en opération)	3 000 €	3 000 €
	Telephonie	8 000 €	8 000 €
	Transition numérique	15 000 €	15 000 €
	Véhicules	130 000 €	130 000 €
Total 01 - SIEGE SOCIAL		**494 000 €**	**494 000 €**
Total général		**494 000 €**	**494 000,00 €**

- **Soutiens financiers aux EPCI (0.285M€)**

L'exercice 2025 sera également marqué par l'inscription des soutiens financiers pour le compostage individuel (135 000 €) et les recycleries (150 000 €).

- **Autres charges d'investissement (7.383 M€)**

Trivalis remboursera en 2025 6.230 M€ de capital de la dette.
Par ailleurs, un montant de 0.316M € est envisagé au titre des participations à Vendée Tri Energie et Vendée Numérique Service.
Les reprises de subvention complètent les charges d'investissement (0.838M€)

<u>Recettes</u>

La couverture de la section d'investissement est assurée au stade des orientations par :

- Les amortissements (10.944 M€)
- Le recours à l'emprunt (17.481 M€)

A l'occasion de la reprise des résultats les ressources seront complétées par les réserves (compte 1068).

AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées acquises ou réalisées par le syndicat.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. La gestion en autorisation de programme (AP) constitue une dérogation au principe de l'annualité du budget. Le recours aux autorisations de programme/crédits de paiements (AP/CP), procède de la volonté d'accentuer la transparence des décisions pluriannuelles prises.

L'objectif consiste à :

- Mieux visualiser le coût d'une opération établie sur plusieurs exercices.
- Répartir progressivement la charge budgétaire des opérations sur la durée de leur réalisation.
- Améliorer la lisibilité des finances de la collectivité ainsi que les réalisations annuelles en faisant coïncider les budgets votés et les budgets réalisés.

N°AP	N°	Objet du programme	Montant AP à jour 15/10/2024	CP < 2024	CP 2024	CP 2025 et plus
AP-2018-010-ISD TSG	01	AMGT CB10-CB12 ET REHAB CB8-CB11 - ISD TALLUD	36 952 141,00 €	36 812 141,00 €	- €	140 000,00 €
AP-2018-010-ISD TSG	10	AMGT CB10-CB12 ET REHAB CB8-CB11 - ISD TALLUD	2 293 949,77 €	1 909 943,58 €	384 006,19 €	- €
AP-2018-015-CSR TVLA	15	CONSTRUCTION CSR OM	20 022 000,00 €	12 171 128,66 €	7 850 871,34 €	- €
AP-2020-016-ISD SCL	16	AMGT CB10-CB12-CB14 ET REHAB CB5-CB8 - ISD ST CHRISTOPHE	3 512 240,00 €	488 555,64 €	2 653 200,03 €	370 484,33 €
AP-2021-017-ISD SFL	17	AMGT CB10-CB12 ET REHAB CB9-CB10 - ISD STE FLAIVE	2 222 330,00 €	794 322,07 €	992 453,55 €	435 554,38 €
AP-2021-018-ISD PIN	18	AMGT ET REHAB CB9-CB10 ISD PINEAUX	2 382 689,08 €	1 266 925,98 €	333 150,64 €	782 612,46 €
AP-2022-019-VDT	19	EXTENSION VENDEE TRI	22 242 930,00 €	110 835,87 €	266 400,00 €	21 865 694,13 €
AP-2022-020-SUBV COMP	20	SUBVENTIONS COMPOSTAGE ET PAVILLONS	480 000,00 €	120 253,08 €	135 000,00 €	224 746,92 €
AP-2022-021-SUBV RECY	21	SUBVENTIONS RECYCLERIES	900 000,00 €	- €	150 000,00 €	750 000,00 €
AP-2023-022-ISD TSG	22	AMGT CB13 ET REHAB CB12 - ISD TALLUD	942 000,00 €	- €	645 100,00 €	296 900,00 €
AP-2024-024-PF COMP GIVRAND	24	PLATEFORME BIODECHETS GIVRAND	1 466 500,00 €	- €	1 466 500,00 €	- €
AP-2024-025-DIVERS PF	25	TRAVAUX ET ACQUISTIONS DIVERS PLATEFORMES	44 000,00 €	- €	14 000,00 €	30 000,00 €
AP-2024-026-VOIE TVLDE	26	VOIE ACCES TRIVALANDES	873 100,00 €	- €	873 100,00 €	- €
AP-2024-027-DIVERS TMB	27	TRAVAUX ET ACQUISTIONS DIVERS TMB	940 000,00 €	- €	340 000,00 €	600 000,00 €
AP-2024-028-DIVERS ISD	28	TRAVAUX ET ACQUISTIONS DIVERS ISD	364 250,00 €	- €	263 050,00 €	101 200,00 €
AP-2024-029-TFT BIODECHETS	29	TRANSFERT BIODECHETS	525 000,00 €	- €	525 000,00 €	- €
AP-2024-030-DIVERS TFT	30	TRAVAUX ET ACQUISTIONS DIVERS TRANSFERT	1 120 000,00 €	- €	920 000,00 €	200 000,00 €
AP-2024-031-CSR TTV	31	UNITE PREPARATION CSR TTV	200 000,00 €	- €	200 000,00 €	- €
Total AP/CP			**97 483 129,85 €**	**53 674 105,88 €**	**18 011 831,75 €**	**25 797 192,22 €**

Il est précisé que certaines autorisations de programme seront actualisées à l'occasion du budget primitif 2025. Ce sera notamment le cas de l'AP n°19 relative à Vendée Tri qui sera modifiée sur la base du contrat en cours d'attribution.

Gestion de la dette

RAPPEL SUR LA SITUATION AU 31/12/2023

Le capital restant dû CRD net au 31 décembre 2023 s'élèvait à 45,523 M€ (55,76 €/habitant DGF).

Intérêts 2023 (dont ICNE) : 1,067 M€ (2022 : 1,185 M€)
Taux moyen 2023 : 2,11 % (2022 : 2,57%)
Capacité de désendettement : 5.19 années (2022 : 2,7%)

Le CRD se structurait au 31/12/2023 sur le classement Gissler de la façon suivante :

		(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone €	(3) Ecarts d'indices zone €	(4) Indices hors zone €	(5) Ecarts d'indices hors zone €	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple.	Nombre de produits	26	0	0	0	0	0
	% de l'encours	**98,18%**	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	Montant en euros	46 673 691,28 €	- €	- €	- €	- €	- €
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	0
	% de l'encours	**1,82%**	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	MontBnt en euros	865 922,00 €	- €	- €	- €	- €	- €

SITUATION PROJETEE AU 31/12/2024

Aucun emprunt nouveau n'est programmé sur l'exercice 2024. Compte tenu des remboursements réguliers des emprunts en cours d'exercice, la dette devrait se positionner comme suit :

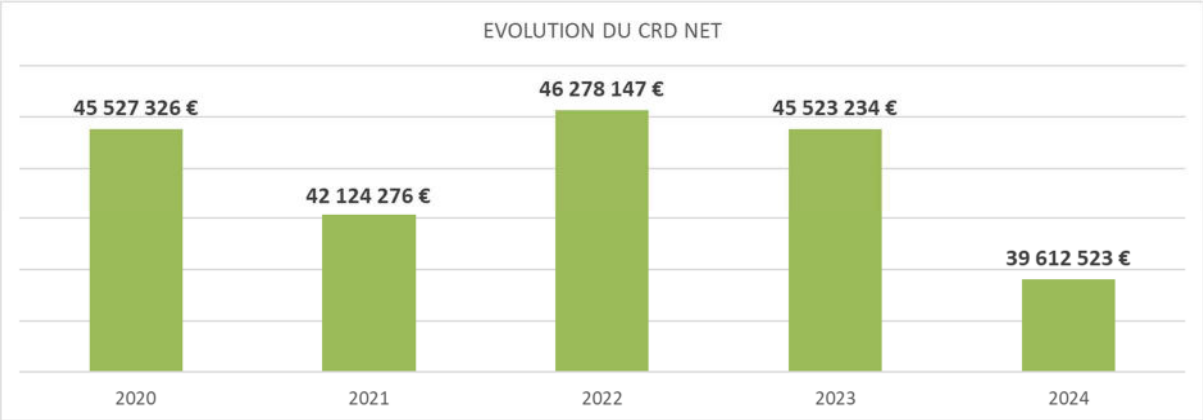
- Capital remboursé en 2024 : 6,287 M€

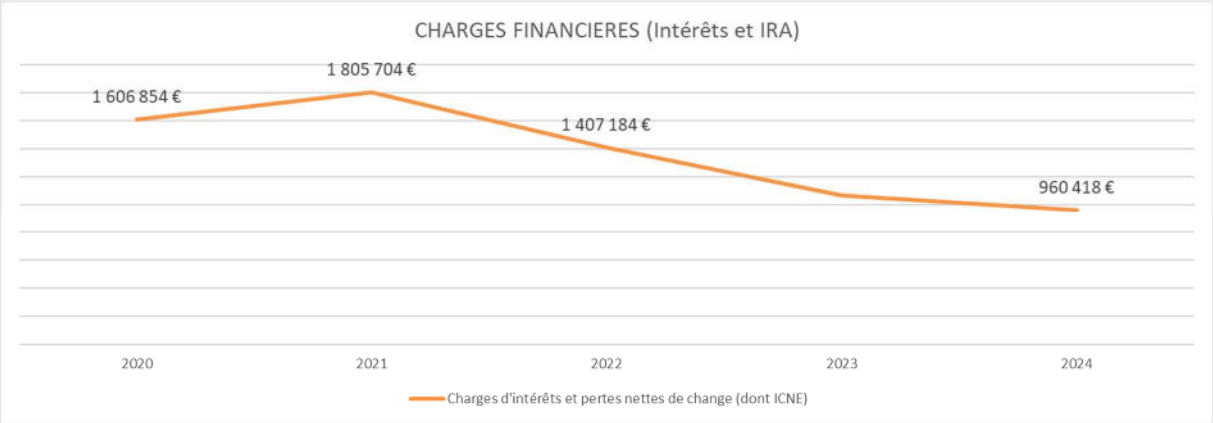
Le capital restant dû CRD net au 31 décembre 2024 est attendu à 39.612 M€ (48,04 €/habitant DGF).
- Intérêts 2024 (dont ICNE) : 1,024 M€
- Taux moyen (prévision) 2024 : 2,01 %

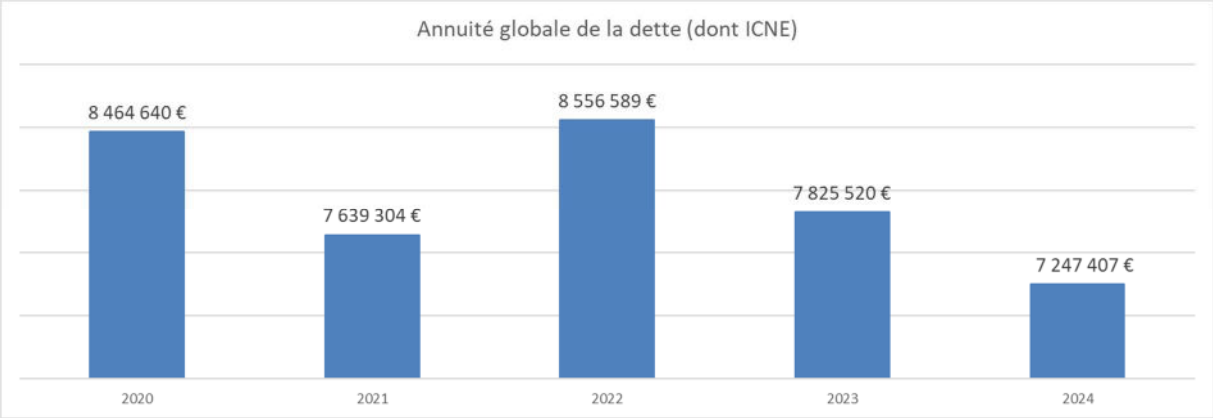
Dans le cadre de la gestion active de la dette, un contrat a été renégocié en juin 2024. Les caractéristiques en sont les suivantes :

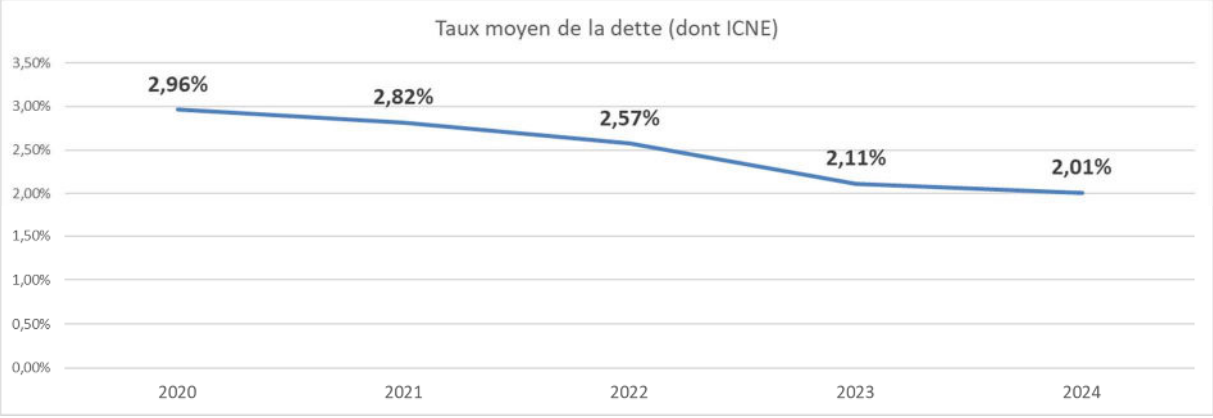
- Référence contrat : CP13333 (numéro interne 96)

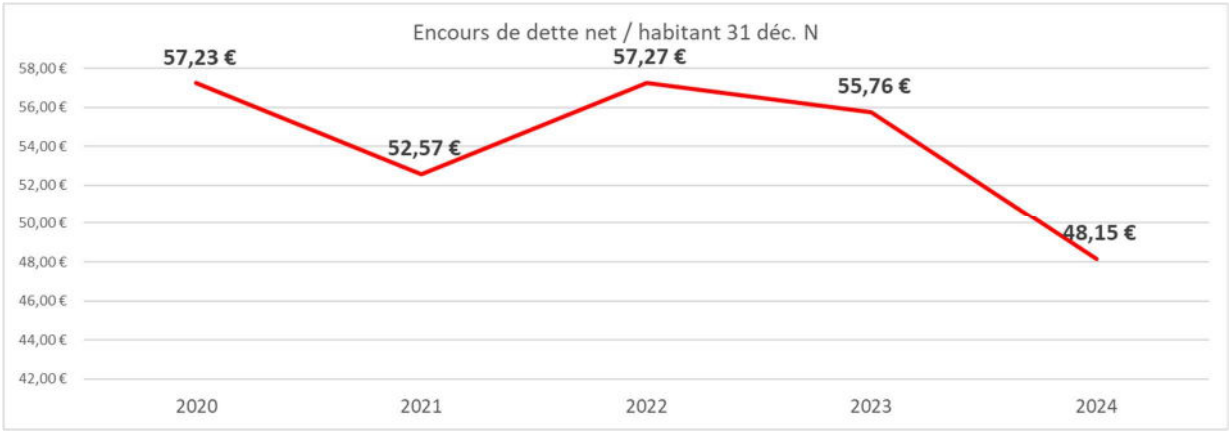
- *Capital restant dû : 4 989 370.40 €*
- *Date d'échéance : 01/04/2036 (reste 12 ans)*
- *Amortissement : trimestriel linéaire*
- *Intérêts : trimestriels, payables en fin de période*
- *Taux antérieur : 0.79% (Gissler1-A)*
- *Nouveau taux : 0.50% taux fixe à barrière simple (Euribor<ou= à 4.75%) (Gissler 1-B)*

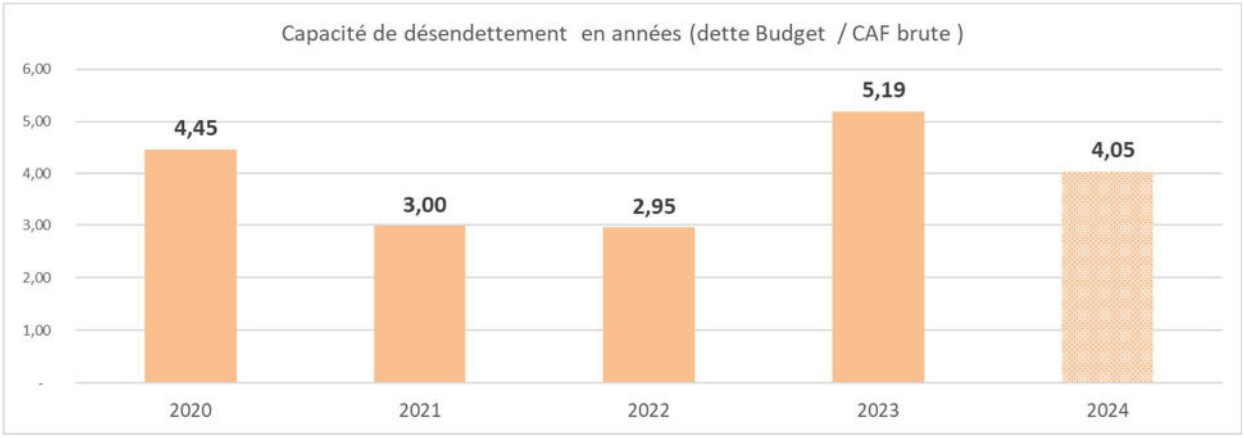

EVOLUTION DU CRD NET
45 527 326 €
42 124 276 €
46 278 147 €
45 523 234 €
39 612 523 €
2020
2021
2022
2023
2024


CHARGES FINANCIERES (Intérêts et IRA)
1 606 854 €
1 805 704 €
1 407 184 €
960 418 €
2020
2021
2022
2023
2024
Charges d'intérêts et pertes nettes de change (dont ICNE)


Annuité globale de la dette (dont ICNE)
8 464 640 €
7 639 304 €
8 556 589 €
7 825 520 €
7 247 407 €
2020
2021
2022
2023
2024


Taux moyen de la dette (dont ICNE)
3,50%
3,00%
2,50%
2,00%
1,50%
1,00%
0,50%
0,00%
2,96%
2,82%
2,57%
2,11%
2,01%
2020
2021
2022
2023
2024





Nota : La capacité de désendettement 2024 est calculé sur la base du BP 2024. Le ratio final sera recalculé à la clôture de l'exercice avec les données du CFU 2024

La consultation pour le financement de l'extension de Vendée Tri a été engagée en 2024. L'enveloppe prévisionnelle est de 26,00 M€ qui devrait être mobilisée en 2025 et 2026.

Le CRD se structurerait au 31/12/2024 sur le classement Gissler de la façon suivante :

		(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone €	(3) Ecarts d'indices zone €	(4) Indices hors zone €	(5) Ecarts d'indices hors zone €	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple.	Nombre de produits	23	0	0	0	0	0
	% de l'encours	**86,60%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**
	Montant en euros	35 725 416,06 €	- €	- €	- €	- €	- €
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2	0	0	0	0	0
	% de l'encours	**13,40%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00%**
	MontBnt en euros	5 527 963,97 €	- €	- €	- €	- €	- €

REMBOURSEMENTS ANTICIPES TEMPORAIRES (RAT)

Le principe est d'optimiser sa trésorerie disponible par le remboursement de tout ou partie du CRD d'un contrat en cours d'année.
Les opérations sont soldées par le retour du capital restant dû à date au compte trésor.

En 2023 et 2024 Trivalis a effectué ces opérations dans le cadre de la gestion de contrats de prêts établis avec le crédit agricole prévoyant cette modalité.

Le calcul de la rémunération est effectué sur la base de l'€ster dans la limite des intérêts de chaque échéance à acquitter.

Les RAT ont constitué une opportunité sur la période dans la mesure ou le taux de l'€ster a été assez élevé.
Si les conditions de rémunération demeurent favorables, le syndicat devrait en 2025 poursuivre cette stratégie rendue possible par la trésorerie disponible hors fonds de roulement du fait des provisions constituées pour la post-exploitation des ISDND et dont l'emploi n'interviendrait qu'ultérieurement.

Gestion des provisions

Conformément à son règlement budgétaire et financier, Trivalis procède à la constitution de provisions pour post-exploitation de ses ISDND. En effet, d'un point de vue réglementaire, la post-exploitation correspond à « la période de suivi » postérieure à l'exploitation d'un site telle que définie à l'article 1 de l'arrêté du 9 septembre 1997 modifié.

Cette post-exploitation comprend donc :
- Le réaménagement final ou remise en état du site.
- Le suivi du site : surveillance des effets de l'installations sur son environnement pendant au moins 30 ans (lixiviats, biogaz, eaux pluviales et souterraines, intégration paysagère, sécurité et accessibilité).

Le provisionnement du suivi trentenaire pour Trivalis est un gage de bonne gestion de ses comptes et d'anticipation des dépenses à venir. En effet, les dépenses liées à ce suivi peuvent être importantes. De plus, après fermeture de son site, un syndicat est souvent contraint d'envoyer ses déchets dans un nouveau site d'enfouissement ou de traitement tout en continuant à assumer les dépenses liées à la post-exploitation du précèdent site d'enfouissement.

Les provisions sont constituées par délibération de l'assemblée délibérante et affectent la seule section de fonctionnement (il s'agit d'une véritable mise en réserve), elles ne participent pas à l'autofinancement.
Parallèlement, dans le cadre de la gestion de personnel, des provisions annuelles sont effectuées également pour la gestion du compte épargne Temps.

D'autre part, le syndicat assurer un suivi des risques identifiés dans le cadre de ses activités. Sur cette base, il est procédé en fin d'exercice à un provisionnement pour risque.

ETAT DES PROVISIONS REGLEMENTAIRES AU 31/12/2023

Provisions réglementaires				
	Provisions 31/12/2022	**Provisions 2023**	**Reprise de provisions 2023**	**Provisions 31/12/2023**
Compte Epargne Temps (CET)	62 220 €	10 000 €	20 715 €	51 505 €
Post Exploitation	4 845 000 €	1 575 000 €	- €	6 420 000 €
Moteurs Cogénération	- €	81 622 €	- €	81 622 €
TOTAL	**4 907 220 €**	**1 666 622 €**	**20 715 €**	**6 553 127 €**

ETAT PREVISIONNEL DES PROVISIONS REGLEMENTAIRES AU 31/12/2024

Provisions réglementaires				
	Provisions 31/12/2023	**Provisions 2024**	**Reprise de provisions 2024**	**Provisions 31/12/2024**
Compte Epargne Temps (CET)	51 505 €	15 000 €	9 107 €	57 398 €
Post Exploitation	6 420 000 €	1 525 000 €	- €	7 945 000 €
Moteurs Cogénération	81 622 €	165 041 €	- €	246 663 €
TOTAL	**6 553 127 €**	**1 705 041 €**	**9 107 €**	**8 249 061 €**

Nota : cette situation ne préjuge pas des actualisations qui pourraient intervenir d'ici la fin de l'exercice.

ETAT PREVISIONNEL DES PROVISIONS REGLEMENTAIRES AU-DELA DE 2024

La constitution des provisions règlementaires se poursuivra au cours des prochaines années.

	2025	**2026**	**2027**	**2028**
Compte Epargne Temps (CET)	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Post Exploitation	1 800 000 €	2 230 000 €	2 230 000 €	2 230 000 €
Moteurs Cogénération	166 000 €	166 000 €	166 000 €	166 000 €
TOTAL	**1 981 000 €**	**2 411 000 €**	**2 411 000 €**	**2 411 000 €**

Contributions syndicales

Les participations sont estimées à date à 34.587 M€ HT soit 42.04 €/habitant DGF.
Le besoin contributif 2024 au moment du budget primitif s'élevait à 33.537 M€ soit 40.8 €/habitant DGF.
La hausse moyenne attendue à date est ainsi de 3.00 %

Les éléments constitutifs des charges et produits évoluent de façon très différente ainsi qu'il a été constaté précédemment.

2 leviers défavorables :

- Hausse de la TGAP (OM et TV)
- Contexte spécifique de Vendée Tri (exportation liée à la fermeture pendant travaux et plus globalement nouveau marché) : prix évalués avant attribution du contrat

1 levier favorable :

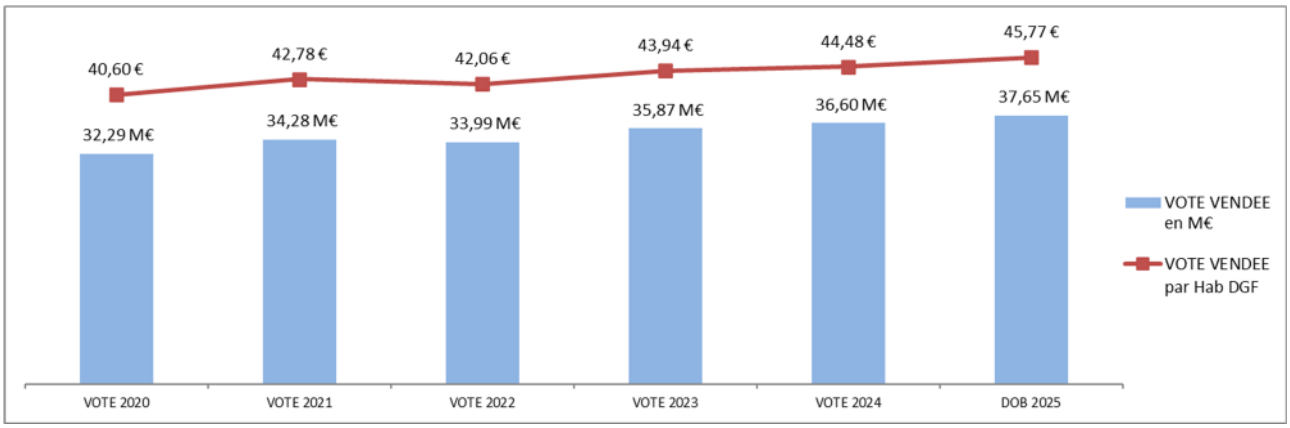
- REP PMCB en année pleine

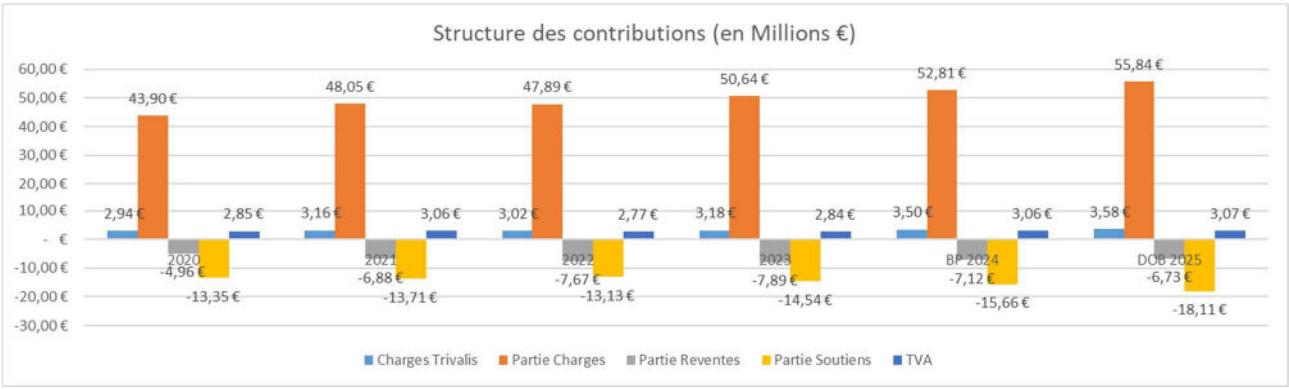
Des pistes d'évolution d'ici le vote du budget :

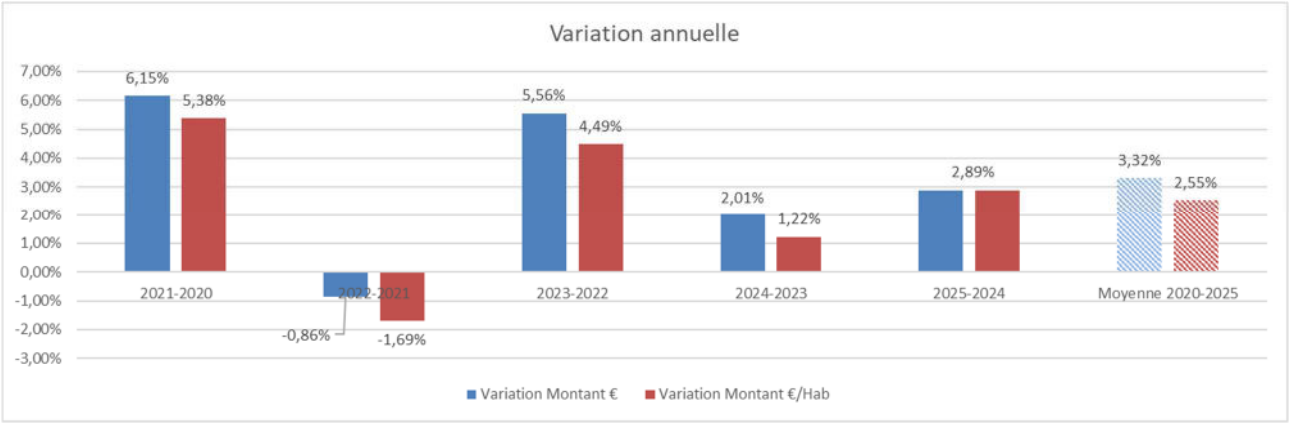
- Actualisation des prix de soutiens aux emballages (CITEO)
- Actualisation des consommations d'électricité pour le traitement des lixiviats
- Attribution du marché de Vendée Tri
- Tonnages 2025 après validation des adhérents

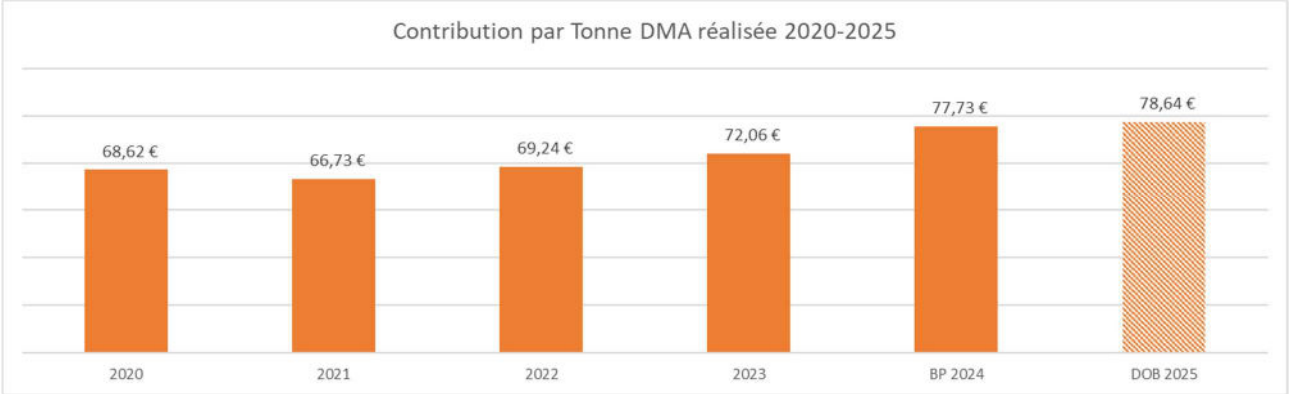
Les effets des pistes d'amélioration pourraient ramener les participations au niveau du voté 2024.

Evolution 2020-2025 TTC (base DOB)









ANNEXE

RAPPORT DE SITUATION EN MATIERE D'EGALITE FEMMES – HOMMES

Figurant parmi les six titres de la loi de transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019, l'égalité femmes-hommes est une préoccupation majeure des pouvoirs publics.

Le taux important de féminisation de la fonction publique territoriale ne doit pas masquer les inégalités persistantes entre les femmes et les hommes dans les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations.

Au-delà des constats généraux, il est nécessaire de pouvoir s'appuyer sur des données objectives portant sur des domaines RH précis afin d'avoir une vision juste des disparités entre les genres.

1. LES CHIFFRES CLES DE TRIVALIS (2023)

En nombre (31/12/23) : 44 agents permanents

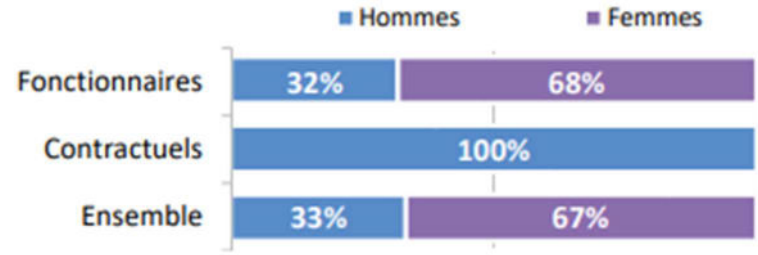
DIRECTIONS	Nb Femmes	Nb Hommes	Sexe à privilégier Pour l'équilibre
DIRECTION (DGS et directeurs de service – contrôle de gestion)	4	3	H
ADMINISTRATIF (fin, adm gén et aff jur)	11	3	H
COMMUNICATION/ANIMATION / PREVENTION	10	0	H
TECHNIQUE	8	6	H
INFO-LOG	0	2	F

En type de mission (31/12/23) :

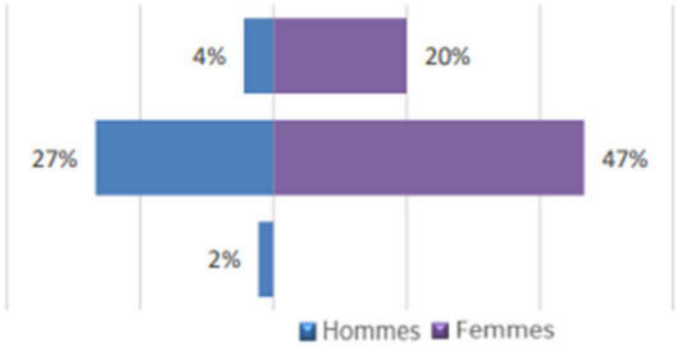
ENCADREMENT (Encadrement intermédiaire inclus)	Nb Femmes Encadrantes	Nb Hommes Encadrants	Sexe à privilégier Pour l'équilibre
DIRECTION (DGS, directeurs de service, contrôle de gestion)	2	3	F
ADMINISTRATIF (fin, adm gén et aff jur)	2	1	H
COMMUNICATION/ANIMATION / PREVENTION	2	0	H
TECHNIQUE	2	5	F
INFO-LOG	0	1	F

Les données ci-dessous sont issues du Rapport Social Unique 2023

Répartition par genre et par statut



Pyramide des âges
des agents sur emploi permanent



Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

0% des hommes à temps partiel
30% des femmes à temps partiel

Évolution professionnelle en 2023

- 20 avancements d'échelon : 3 hommes et 17 femmes
- 4 avancements de grade : 1 homme et 3 femmes
- 0 promotion interne

2. COMMENTAIRES / ELEMENTS REMARQUABLES

- Les emplois au sein de Trivalis sont majoritairement occupés par des femmes
- Stabilité de la répartition des agents par genre et statut

Trivalis entreprend des actions pour prendre en compte l'égalité professionnelle dans la gestion des ressources humaines, notamment :

- En luttant contre les discriminations dans les processus de recrutement

- En facilitant la conciliation entre temps personnel et temps professionnel par la mise en place de plages horaires mobiles
- En pérennisant le dispositif du télétravail (depuis le 1er janvier 2023)
- En mettant un dispositif de signalement pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles (dispositif provisoire dans l'attente de la mise en place d'une cellule de signalement au sein du CDG85 en 2024)

3. STRATEGIE PLURIANNUELLE

Pour agir en direction de l'égalité professionnelle, plusieurs actions peuvent être mises en place :

- □ Etablir l'étude de situation comparée femmes hommes
- □ Sensibiliser et former à l'égalité professionnelle :
  - Former / informer les agents de la collectivité
  - Communiquer en interne sur l'égalité professionnelle
- □ Prendre en compte l'égalité professionnelle dans la gestion des ressources humaines :
  - Lancer une campagne de communication interne
  - Mener des actions pour favoriser la mixité dans les filières ou les cadres d'emplois fortement genrés
  - Garantir l'égalité de traitement dans l'évolution professionnelle
- □ Concilier temps personnel et temps professionnel
  - Mettre en place une « charte » des temps ou des règles : limiter les réunions après 17h, promouvoir le droit à la déconnexion, limiter les appels ou les courriels en dehors des plages de travail (hors astreinte)
  - Faciliter les remplacements et le retour à l'emploi
- □ Protéger les agent·es
  - Garantir les conditions de travail des agent·es et gérer les situations de harcèlement
  - Mettre en place un dispositif de signalement pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles
  - Inscrire l'égalité professionnelle dans le dialogue social auprès des instances paritaires